

Guy MICHELAT  
Michel SIMON

# Le peuple, la crise et la politique



## SOMMAIRE

<b>AVANT-PROPOS</b>	<b>7</b>
<b>CHAPITRE I: LA VISION DU MONDE SOCIAL: SENTIMENT D'APPARTENIR À UNE CLASSE SOCIALE, « MAL VIE », INQUIÉTUDES</b>	<b>9</b>
– Le sentiment d'appartenir à une classe sociale: montée de « classe moyenne », déclassement confirmé de « classe ouvrière »	9
– Le sentiment que « les gens comme nous » vivent <i>moins bien qu'avant</i> atteint le niveau le plus élevé enregistré depuis 1966. Il progresse fortement entre 2007 et 2010	12
• Une poussée impressionnante.	
• Ce sentiment de « mal vie » est très majoritaire dans tous les milieux sociaux et dans toutes les tranches d'âge. Il atteint son niveau maximum dans les catégories ouvrières et populaires et dans les générations actives.	
• Il est principalement lié aux préoccupations économiques et sociales; celles relatives à l'ordre, à la sécurité et à la présence des étrangers interviennent, mais au second rang.	
– Hausse des inquiétudes sociales, niveau élevé des inquiétudes environnementales	15
• Montée des inquiétudes sociales et économiques.	
• Niveau élevé des inquiétudes environnementales.	
– Les inquiétudes liées à l'absence d'autorité, à l'insécurité ou au risque d'être « envahis » par les étrangers ne gagnent pas de terrain; leur intensité est en baisse en juin 2010	16
– Au total, quels sujets d'inquiétudes et quelles préoccupations prioritaires?	18

<b>CHAPITRE II: LES ATTITUDES POLITICO-IDÉOLOGIQUES</b>	<b>21</b>
– Nouveau recul de l’adhésion à l’idéologie libérale	21
– Faut-il faire confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté ou faut-il que l’État les contrôle et les régleme plus étroitement?	23
– L’influence des syndicats de salariés sur la politique du gouvernement est-elle trop importante? Pas assez importante? Et celle du patronat et des milieux d’affaires?	24
– Reflux confirmé de l’autoritarisme, du rigorisme répressif et de l’hostilité aux immigrés en 2010	25
• Les propensions autoritaires: aucune progression décelable, orientation à la baisse parfois sensible.	
• Rigorisme répressif, homophobie: la chute.	
• L’hostilité aux immigrés, en fort recul par rapport aux années 1990, ne semble pas connaître, malgré la crise, un rebond vraiment significatif par rapport à 2010	
– Changer la société? Dans quel sens?	30
• Le faut-il?	
• Le peut-on?	
• Écologie, socialisme, communisme: positif? négatif?	
 <b>CHAPITRE III: LE RAPPORT AU POLITIQUE</b>	 <b>33</b>
– Approbation accentuée du recours aux protestations collectives	33
– Pas d’indice de dépolitisation, au contraire	34
– Mais un discrédit massif des responsables politiques	36
 <b>CHAPITRE IV: L'AUTOPOSITION SUR LA DIMENSION DROITE-GAUCHE: UN ARCHAÏSME QUI FAIT DE MOINS EN MOINS SENS?</b>	 <b>37</b>
– Un débat récurrent	37
– En fait, 67% des Français acceptent de se situer à gauche, à droite, ou au centre en juin 2010. En revanche, 32% s’y refusent	39
– De 1978 à 2002: quelles évolutions?	40
– De 2007 à 2010: quasi-stabilité de l’autoposition à gauche, fléchissement de l’autoposition au centre, net recul de l’autoposition à droite, poussée de la réponse <i>ni à gauche ni à droite</i>	42
• <i>Quid</i> des catégories ouvrières et populaires?	
• Et les jeunes?	
– L’autoposition sur la dimension droite-gauche: quel rapport avec les attitudes politico-idéologiques?	45

- Une signification devenue faible ou nulle?
- En réalité, en 2010 encore, on se situe d'autant plus à gauche qu'on est plus réfractaire à l'idéologie libérale et moins réceptif aux thèmes autoritaires et xénophobes; on se situe d'autant plus à droite dans le cas contraire.
- De quelles attitudes politico-idéologiques se dire à *gauche*, au *centre* ou à *droite* sont-ils le signe?
- Rejet de gauche, rejet de droite: la notion de populisme revisitée.

<b>CHAPITRE V: À QUI SE FIER POUR GOUVERNER? À LA GAUCHE, À LA DROITE OU NI À LA GAUCHE, NI À LA DROITE?</b>	<b>55</b>
- Ni à la gauche, ni à la droite: une poussée spectaculaire en 2010	55
• Les principales évolutions entre 1997 et 2010.	
• Cette poussée affecte tous les groupes sociaux. Elle est particulièrement vive dans les catégories populaires et ouvrières et dans les tranches d'âge jeunes.	
- Parmi ceux qui se situent à <i>gauche</i> , un sur deux ne fait pas confiance à la gauche en 2010. Parmi ceux qui le situent à <i>droite</i> , un sur deux ne fait pas confiance à la droite	61
- Confiance dans la gauche ou dans la droite selon le Xéno-autoritarisme et le Libéralisme économique	65
- Les ressorts de la défiance	66
• La classe sociale ou l'âge?	
• L'autoritarisme et la xénophobie?	
• Le rejet des orientations libérales en matière économique et sociale?	
• L'attitude par rapport aux mobilisations collectives?	
• Ou plutôt la dimension anxieuse des attitudes...	
• Et plus encore le sentiment que le monde politique et ceux qui l'incarnent sont peu sensibles à ce que vivent et pensent les « gens comme nous »?	
<b>CHAPITRE VI: À QUEL PARTI DONNER LA PRÉFÉRENCE?</b>	<b>85</b>
- Bref retour sur les évolutions électorales: que s'est-il passé au premier tour présidentiel de 2007?	85
- De quel parti se sent-on le plus proche? La situation en juin 2010	88
- Les principales évolutions de 1988 à 2010: vue d'ensemble	91
- La proximité partisane selon l'appartenance de classe et l'âge en 2010	93
• Le degré d'appartenance aux catégories populaires et ouvrières.	
• L'âge.	
- Proximité partisane et autoposition sur la dimension droite-gauche: quelles relations en 2010?	95

- Proximité partisane et niveau d'intégration au catholicisme	99
- Proximité partisane et attitudes politico-idéologiques : une relation qui demeure déterminante	101
• Parti le plus proche selon le xéno-autoritarisme et le libéralisme économique.	
• Les attitudes politico-idéologiques selon le parti dont on se sent le plus proche : <i>zoom</i> sur les sympathisants FN.	
<b>REMARQUES FINALES</b>	<b>109</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>115</b>
- Liste des enquêtes utilisées	115
- Contenu des échelles	116
- Régressions logistiques	119

---

# AVANT-PROPOS

---

La crise boursière de l'automne 2008 constitue un véritable séisme et sans doute l'ouverture d'un nouveau cycle économique, social, et politique aux dimensions mondiales. Elle est à la fois signe et facteur d'une crise qui va depuis de rebondissement en rebondissement. Notre objectif n'était évidemment pas d'en produire l'analyse. Il était d'évaluer l'impact sur la façon dont, en France, la population la ressent et l'interprète, et sur les effets qui en découlent sur ses attitudes et ses orientations politiques, ses implications affectives, sa vision du monde social et ses orientations politiques. La Fondation Gabriel Péri a immédiatement marqué son intérêt pour ce projet et décidé de le faire sien et de le soutenir<sup>1</sup>.

Depuis le début des années 1960, nos travaux portent en effet sur les systèmes d'attitudes, de représentations et de valeurs qui, associés aux comportements politiques, permettent d'en interpréter le sens et d'en comprendre les transformations<sup>2</sup>. La présente recherche s'inscrit dans la continuité de cette démarche<sup>3</sup>. Elle part de l'interrogation suivante : cinq ans après les scrutins de 2007, trois ans après « l'Octobre noir » de 2008 et à la veille d'échéances électorales décisives, quels changements dans les préoccupations et les inquiétudes des Français, leurs visions du monde social, leurs orientations éthiques et culturelles, leur rapport au politique ? Quelles conséquences sur leurs orientations politico-

1. Sondage TNS-SOFRES, réalisé pour la Fondation Gabriel Péri, du 7 au 14 juin 2010. Enquête réalisée par téléphone auprès d'un échantillon de 1 504 personnes, représentatif de la population de nationalité française âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage, PCS) ; stratification par région et catégorie d'agglomération.

2. Nous nous appuyons principalement sur une suite d'enquêtes que, depuis 1966, nous avons conduites, compte tenu de nos propres objectifs de recherche, en relation avec des demandes exprimées par le Parti communiste français. Les autres enquêtes que nous utilisons sont essentiellement celles menées par le CEVIPOF (Sciences Po-CNRS). La liste des enquêtes utilisées est donnée en annexe.

3. Guy Michelat, Michel Simon *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de Sciences Po-Éditions sociales, 1977 – « 1981-1995 : changements de société, changements d'opinion », dans *SOFRES, L'état de l'opinion 1996*, Éditions du Seuil, p. 167-186 – « Après un an de gauche au pouvoir : les Français, la politique et le Parti communiste », *Regards*, 38, septembre 1998, p. 6-8 – *Les ouvriers et la politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004 – « Les ouvriers et la politique : par-delà les idées reçues », *Les Mondes du Travail*, n° 6, septembre 2008, p. 33-46.

idéologiques et leurs choix partisans dans un moment où s'aiguisent le choc des idées et la confrontation entre les forces politiques? Dans quelle mesure les citoyens « ordinaires » se sentent-ils concernés ?

Les séries de résultats dont nous disposons remontent, pour certaines, à plus de quatre décennies. Nous avons souhaité, sur cette base, tenter de discerner ce qui demeure et ce qui change par rapport non seulement à la période récente mais aussi aux décennies antérieures. Cette mise en perspective temporelle nous semble essentielle, si l'on veut se prémunir contre une vision figée des situations – surtout dans une séquence historique où les bouleversements et les renversements de situation se succèdent avec une rapidité croissante.

En nous fondant sur les résultats de cette nouvelle enquête, nous avons souhaité dans un premier temps privilégier les évolutions intervenues et faire apparaître les plus saillantes d'entre elles <sup>4</sup>. Ces résultats soulèvent, comme toujours, de multiples problèmes d'interprétation. C'est pour tenter d'y répondre que nous avons entrepris d'interroger plus avant les données dont nous disposons. La présente étude repose sur cette seconde étape de notre investigation.

4. Guy Michelat, Michel Simon, « Inquiétudes, dynamiques idéologiques, attitudes politiques : quoi de neuf? », dans *SOFRES, L'état de l'opinion 2011*, Éditions du Seuil, p.137-164.

---

# CHAPITRE I

---

## LA VISION DU MONDE SOCIAL : SENTIMENT D'APPARTENIR À UNE CLASSE SOCIALE, « MAL VIE », INQUIÉTUDES

---

**Le sentiment d'appartenir à une classe sociale : montée de « classe moyenne », déclassement confirmé de « classe ouvrière »**

Tableau 1. Classe sociale subjective en 1966, 2001, 2002 et 2010 (ensemble de la population)

Sentiment appartenance	Laquelle ?	1966	2001	2002	2010
Oui	Sans-réponse	3	3	3	2
	La bourgeoisie	4	2	2	3
	Les classes dirigeantes	-	-	0	-
	Les cadres	1	3	3	2
	Les classes moyennes	13	27	22	38
	La classe ouvrière	23	9	14	6
	Les travailleurs, les salariés	3	2	2	1
	Les paysans, les agriculteurs	3	1	1	1
	Les commerçants	1	-	1	-
	Les pauvres	3	1	1	2
	Autre	8	6	5	10
Total oui		61	54	53	64
Non + SR		39	46	47	36
		(1780)	(1804)	(4107)	(1504)

*Lecture: Les nombres entre parenthèses représentent les effectifs sur la base desquels sont calculés les pourcentages (ici, l'ensemble des personnes interrogées dans les diverses enquêtes). Ils indiquent en même temps le sens dans lequel il faut lire les tableaux (ici, lecture verticale, en colonnes: en 1966, 13 % des personnes interrogées se disent « classes moyennes », 23 % « classe ouvrière »).*

La fin des classes sociales et des oppositions de classe constitue un thème récurrent, réactivé depuis le début des années 1980. Nous ne pouvons, dans le cadre de cette étude, lui consacrer les analyses conceptuelles ni les développements empiriques qu'il mérite. Notons toutefois que les études statistiques portant sur l'ensemble de la population ne peuvent isoler certains groupes aux effectifs très restreints, mais dont le rôle dans le jeu social peut être déterminant. C'est notamment le cas de l'étroite oligarchie sur laquelle, après les travaux pionniers de Monique et Michel Pinçon, de nouvelles recherches et la simple actualité jettent des lumières nouvelles. Or, la représentation des rapports entre groupes sociaux diffère du tout au tout, selon qu'on prend en compte ces réalités ou qu'on les « oublie »<sup>5</sup>. Depuis notamment l'élection de Nicolas Sarkozy et la crise financière de 2008, ces cercles dirigeants sont « sortis de l'ombre ». La découverte par un très large public de leur poids dans les décisions économiques, sociales et politiques, tout comme celle du niveau de leurs revenus et de leurs patrimoines, constitue un fait nouveau et a de grandes conséquences. Nous le vérifierons dans la suite de ce travail.

Qu'en est-il, dans la population, du sentiment d'appartenir soi-même à une classe sociale? Contrairement à ce qu'on a souvent soutenu, il n'a pas disparu (Tableau 1). Avec 64 % en 2010, il retrouve largement son niveau de 1966. Mais entre ces deux dates, « classe ouvrière » s'effondre de 23 % en 1966 (c'est alors la réponse la plus fréquente) à 6 % en 2010. « Classes moyennes » augmente de 13 % (1966) à 38 % (2010). Elle est devenue la réponse la plus fréquente. Les autres réponses varient peu.

En 1982, on reste proche de la situation de 1966<sup>6</sup>. Après, tout s'accélère. Dans le noyau « le plus ouvrier » de la population, « classe ouvrière » perd 10 points entre 1982 et 1985, 10 points supplémentaires entre 1985 et 1993<sup>7</sup>. Nous avons déjà souligné l'exceptionnelle brutalité de ces évolutions et des ruptures de tous ordres dont elles sont le symptôme. L'explication n'est pas à en chercher principalement dans le recul du poids du groupe ouvrier dans la population française (*Les ouvriers et la politique, op. cit.*). « Classe ouvrière » décline et « classes moyennes » augmente dans tous les groupes sociaux. 51 % des « très ouvriers » se disaient « classe ouvrière » en 1966. Ils ne sont plus que 17 % en 2010 (Tableaux 2 et 3). 3 % seulement se disaient « classes moyennes » en 1966. Ils sont 30 % en 2010. Mêmes tendances si on utilise la catégorie socio-professionnelle de la personne interrogée comme indicateur de la position objective dans le système des classes et stratifications sociales.

5. Les créateurs du code des catégories socio-professionnelles soulignaient dès les années 1950 cette limite de leur instrument. Nous nous sommes souvent référés à eux.

6. Guy Michelat, Michel Simon, *Les ouvriers et la politique, op. cit.*

7. Comme indicateur de la classe sociale objective, nous utilisons souvent un indice synthétique construit à partir de la profession de la personne interrogée et de celle de son père. On aboutit à une mesure en trois positions: 0 attribut (ouvrier: ni père ni ego), 1 attribut (ouvrier: soit père soit ego), 2 attributs (ouvrier: à la fois père et ego). On a pu montrer qu'on appréhende ainsi le degré d'appartenance, non seulement au groupe ouvrier, mais aux catégories qui lui sont les plus proches et entretiennent avec lui les relations les plus intenses (par l'alliance, la filiation, etc.).

Tableau 2. Sentiment d'appartenir à une classe sociale selon le nombre d'attributs ouvriers, en 1966

Attributs ouvriers	Classe subjective				
	Classe ouvrière	Classe moyenne	Autre classe	Pas classe	
0	12	15	30	42	(1069)
1	36	11	16	37	(523)
2	51	3	16	30	(188)
Ensemble	23	13	25	39	(1780)

*Lecture horizontale, en ligne: en 1966, parmi les 0 attribut ouvrier (1069 personnes), 12 % se disent classe ouvrière, 15 % classe moyenne, 30 % autre classe, 42 % n'ont pas le sentiment d'appartenir à une classe sociale.*

Tableau 3. Sentiment d'appartenir à une classe sociale selon le nombre d'attributs ouvriers, en 2010

Attributs ouvriers	Classe subjective				
	Classe ouvrière	Classe moyenne	Autre classe	Pas classe	
0	3	40	27	33	(932)
1	9	35	16	38	(460)
2	17	30	17	36	(112)
Ensemble	6	38	21	35	(1504)

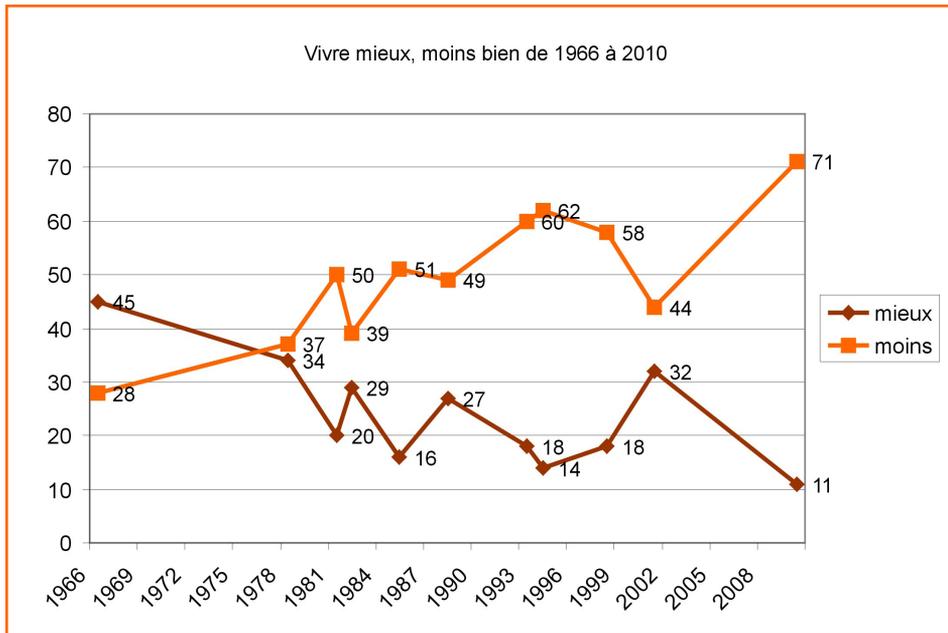
Un tel bouleversement de la façon dont les sujets sociaux s'identifient eux-mêmes en termes d'appartenance de classe en dit long sur les changements non seulement objectifs, mais aussi subjectifs intervenus dans la société française. Il soulève une première question. Quelles significations les personnes interrogées donnent-elles elles-mêmes aux réponses qu'elles fournissent, et notamment au fait de se dire « classes moyennes » ? Et (seconde question, non indépendante de la première) : faut-il en conclure à la disparition, chez elles, de toute notion d'oppositions de classes, dans une société qui serait « enfin recentrée et apaisée » ? Nous tenterons, dans la poursuite de cette recherche, de contribuer à répondre à ces questions – sur lesquelles d'autres équipes ont déjà produit d'importantes publications. Les résultats qui suivent nous semblent toutefois offrir de premières pistes de réflexion.

**Le sentiment que « les gens comme nous » vivent moins bien qu'avant atteint le niveau le plus élevé enregistré depuis 1966. Il progresse fortement entre 2007 et 2010.**

*Une poussée impressionnante*

En 1966 (« trente glorieuses »), 45 % des enquêtés disaient avoir l'impression que « les gens comme eux » vivaient *mieux qu'avant*; ils ne sont plus que 12 % en 2010. 28 % seulement répondaient *moins bien*; ils sont 72 % en 2010. Nous sommes bien dans un autre monde.

Figure 1. «Est-ce que vous avez l'impression que depuis cinq ans les gens comme vous vivent mieux ou moins bien qu'avant?»



La Figure 1 montre qu'une première inversion au profit du sentiment de « mal vie » s'opère entre 1978 et 1981. Après une nette rémission en 1982 (premier gouvernement Mauroy), il repart à la hausse, pour se stabiliser autour de 60 % entre 1994 et 1998. Il fléchit à nouveau en 2001 (44 %), pour bondir à 71 % (+ 27 points) huit ans plus tard. Un véritable séisme... Sa concomitance avec la crise boursière de l'automne 2008 et avec la crise économique dont elle est à la fois le signe et un des facteurs, ainsi qu'avec leurs corrélats vécus, ne doit vraisemblablement rien au hasard.

*Ce sentiment de « mal vie » est très majoritaire dans tous les milieux sociaux et dans toutes les tranches d'âge. Il atteint son niveau maximum dans les catégories ouvrières et populaires et dans les générations actives.*

Ces évolutions s'effectuent de façon quasi parallèle dans tous les groupes sociaux. En fonction de notre indice du nombre d'attributs ouvriers, *moins bien* augmente de 40 % en 2001 à 71 % en 2010 pour 0 attribut (+ 32 points), de 48 % à 72 % pour 1 attribut (+ 24 points), de 56 % à 75 % pour 2 attributs (+ 19 points). Comme si les « non ouvriers absolus » rejoignaient dans le mécontentement les catégories les plus liées au groupe ouvrier. Confirmation, si on utilise comme critère d'analyse la profession de la personne interrogée (PPI). *Moins bien* augmente de 35 % à 63 % chez les cadres/professions intellectuelles supérieures<sup>8</sup>. Il s'élève de 45 % à 75 % parmi les professions intermédiaires, de 47 % à 77 % chez les employés, de 51 % à 74 % chez les ouvriers. Il augmente aussi de 54 % à 71 % chez les artisans, commerçants et chefs d'entreprise. Même si l'écart entre groupes sociaux s'est réduit, il reste particulièrement répandu dans les catégories ouvrières et populaires. En revanche, il atteint son niveau maximum dans les tranches d'âge situées entre 25 et 64 ans (entre 75 % et 80 %). Il fléchit chez les seniors (64 %) et, plus encore, chez les 18-24 ans (52 %). Il faut noter que près de la moitié de ces plus jeunes ne font pas encore partie de la population active (il s'agit dans la plupart des cas de lycéens et d'étudiants). Les « petits boulots » et la précarité sont le lot de beaucoup d'entre eux. Pourtant, un sur deux seulement considère que la situation des gens de leur âge est pire que celle de leurs prédécesseurs (contre *mieux* : 27 % et *sans changement* : 13 %). Des investigations plus poussées sont nécessaires pour comprendre cet apparent paradoxe et, plus généralement, les phénomènes très contradictoires qui traversent ce groupe des juniors. Nous en relèverons d'autres indices tout au long de cette étude.

*Il est principalement lié aux préoccupations économiques et sociales ; celles relatives à l'ordre, à la sécurité et à la présence des étrangers interviennent, mais au second rang.*

Interpréter ces résultats soulève au moins trois questions. Quel est le contenu vécu de ce sentiment de mal vie ? En fonction de quelles « grilles idéologiques » les individus lui donnent-ils sens ? Quelles conclusions en tirent-ils quant à leurs choix politiques ? Limitons-nous, pour le moment, à ce que suggère une première exploration de notre matériel.

Les préoccupations sécuritaires, associées à l'hostilité envers les étrangers, constituent une composante importante du sentiment de « mal vie ». Mais les préoccupations économiques et sociales viennent au premier rang. Ce sentiment est très dépendant du niveau du revenu calculé en fonction du nombre de personnes vivant au foyer (Figure 2). On a souvent soutenu, surtout après 1968, que le degré de satisfaction dépendait de moins en moins de facteurs « quantitatifs » et de plus en plus de facteurs « qualitatifs ». Cette position

8. Cela va des enseignants et chercheurs, des professionnels de la santé, de la justice ou de la culture aux cadres d'entreprise, dont beaucoup ne se sentent pas bien.

est de moins en moins tenable. Tous les entretiens non directifs que nous avons réalisés montrent au contraire que, notamment dans les milieux populaires, l'accès à un minimum décent de ressources matérielles (et notamment monétaires) constitue, non un but en soi, mais le moyen incontournable d'accès à une qualité de vie « normale », comme nous le disaient déjà en 1978 une jeune vendeuse et un jeune ouvrier. Nos résultats confirment, s'il en était besoin, que cette association n'a rien perdu de son actualité.

Figure 2. Vivre mieux ou moins bien selon le revenu par unité de consommation

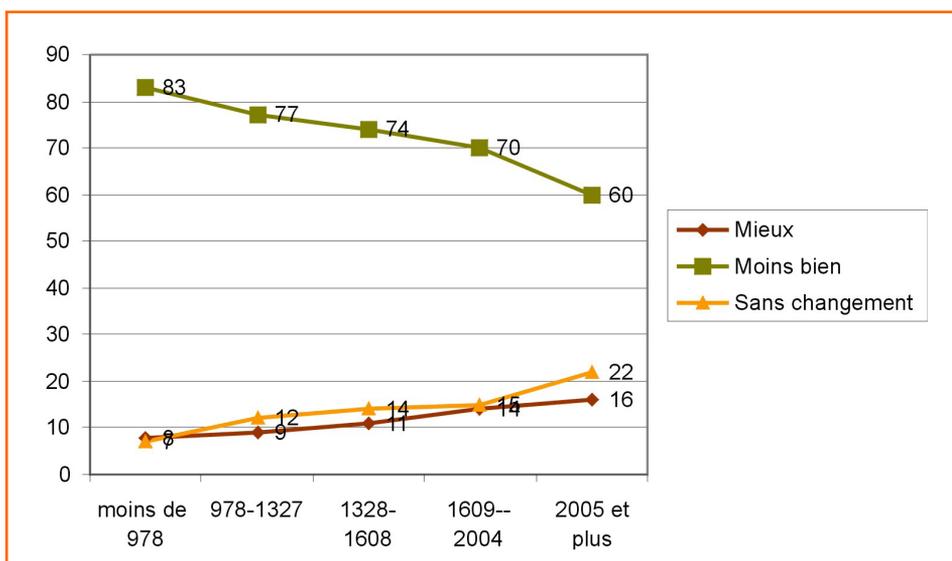
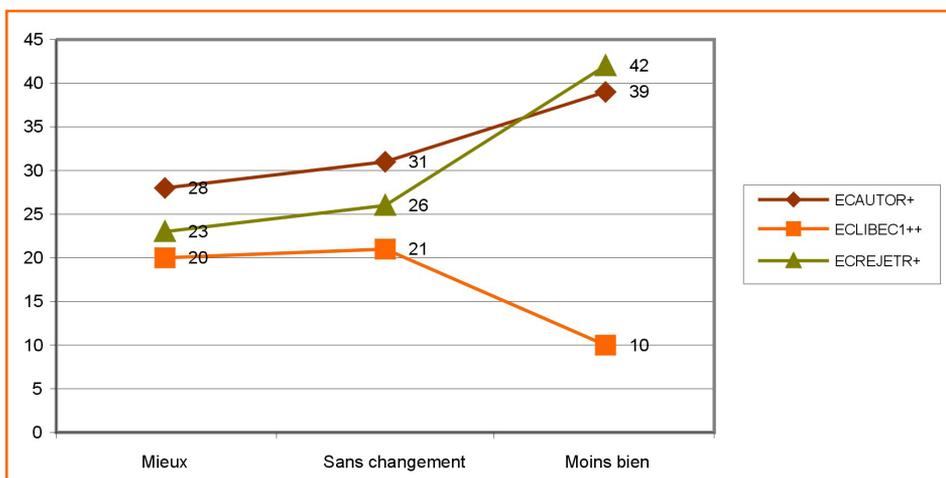


Figure 3. Xéno-autoritarisme (ECAUTOR), Libéralisme économique (ECLIBEC1) et Rejet du système (ECREJETR) selon le sentiment de vivre mieux ou moins bien



Une autre approche consiste à interroger sur les variations des attitudes politico-idéologiques selon qu'on a le sentiment qu'on vit mieux ou moins bien qu'avant (ou qu'il n'y a pas de changement). Soient les échelles d'attitude suivantes <sup>9</sup>:

- *autoritarisme et xénophobie* ou *Xéno-autoritarisme* <sup>10</sup>;
- adhésion au *Libéralisme économique* <sup>11</sup>;
- *rejet du système politique* <sup>12</sup>.

On voit clairement (Figure 4) combien les fréquences des dispositions autoritaires-xénophobes et, plus encore, du rejet du système politique augmentent quand on passe du sentiment de vivre mieux à celui de vivre moins bien. Celle de l'adhésion au libéralisme diminue au contraire de façon quasi symétrique. Le degré de mécontentement, sinon de «ras-le-bol», si vif actuellement, peut donc se traduire, y compris chez un même individu, par des réactions extrêmement contradictoires. On vérifie qu'il n'existe aucune relation mécanique entre la colère, voire la révolte, et leur traduction politique et idéologique. Nous allons constater tout au long de ce travail combien cette indétermination structure les attitudes et les perplexités de la population et, par voie de conséquence, se situe au cœur de la situation politique actuelle.

### **Hausse des inquiétudes sociales, niveau élevé des inquiétudes environnementales**

De façon générale, les indices d'inquiétude, voire d'anxiété, se situent à un niveau très élevé. Leur degré d'intensité est fortement associé au sentiment de «mal vie». Discerner celles qui sont le plus souvent citées dans l'enquête (donc signalent les soucis prioritaires dans la population) et surtout l'évolution de leur diffusion constitue une première façon, indirecte, d'appréhender le contenu vécu de ce sentiment.

#### *Montée des inquiétudes sociales et économiques*

Avec 73 % pour *beaucoup* d'inquiétude, l'aggravation du chômage vient en tête des motifs d'inquiétude cités en juin 2010 <sup>13</sup>. Pour nous limiter aux cas où l'on dispose de points de

9. La construction d'échelles d'attitude répond au souci de synthétiser, dans une enquête par questionnaire, l'information fournie par les réponses à plusieurs questions. Elle repose sur l'hypothèse que ces réponses constituent, au-delà de leur signification littérale, des symptômes des attitudes (à forte teneur affective) sous-jacentes aux représentations et aux conduites. La technique de l'analyse hiérarchique permet de vérifier que les questions retenues se rapportent à une seule et même variable latente, qu'elles font subjectivement système, et qu'il existe bien une attitude dont les comportements verbaux constituent les indices.

10. *On ne se sent plus en sécurité nulle part - Il y a trop d'immigrés en France - Motif d'inquiétude : l'augmentation du nombre des étrangers en France - L'école doit donner avant tout le sens de la discipline et de l'effort.*

11. Mots positifs : *Libéralisme, la Bourse, Profit, Capitalisme.*

12. *La démocratie ne fonctionne pas bien - Les responsables politiques ne se préoccupent pas de ce que pensent le gens comme nous - Confiance ni dans la gauche ni dans la droite pour gouverner le pays.*

13. L'enquête de terrain a été réalisée après le second tour des élections régionales et avant que le débat et l'affrontement sur les retraites passent au premier rang dans l'actualité. La question correspondante manque dans notre questionnaire.

comparaison, l'inquiétude relative à *la remise en cause des acquis sociaux* demeure au niveau élevé de 1998 et 2001, mais ne progresse pas en 2010. Il en va de même de la très forte adhésion (mais plutôt moindre qu'en 1993) à la phrase *chaque mois on se demande comment on va faire pour tout payer* ou de la crainte du chômage *pour vous ou quelqu'un de votre foyer*. En revanche, *beaucoup* d'inquiétude à propos de *la baisse du pouvoir d'achat* augmente de 52 % en 2001 à 64 % en 2010 (+12 points).

Plus significatif encore : *beaucoup* d'inquiétude à propos de *la puissance sans contrôle des marchés financiers internationaux* progresse de 41 % en 1998 à 49 % en 2001 et à 62 % en 2010 (+13 points en huit ans et demi...). Ce haut niveau d'inquiétude affecte toutes les catégories de la population. Il est significativement majoré quand on estime vivre *moins bien qu'avant*. Or il s'agit d'une question en un sens abstraite, à forte charge idéologique, sinon politique. Elle porte, non sur l'expérience des difficultés vécues et des risques encourus par l'individu et ses proches, mais sur la toute puissance d'une « finance » mondiale incontrôlée, sinon incontrôlable, qu'une proportion très significative d'enquêtés semble bien associer à ce que chacun vit ou redoute. Cette vive inquiétude, exprimée dans tous les groupes sociaux, est maximale chez les cadres et professions intellectuelles et chez les titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur. Elle n'est donc nullement limitée à une fraction de la population souvent décrite comme intellectuellement fruste, rétive à la modernité et sensible aux slogans primaires de ceux qui jouent sur ses peurs. Elle progresse dans toutes les tranches d'âge. On notera toutefois qu'elle est nettement moins répandue en 2010 chez les 18-24 ans qu'au-dessus de 25 ans. Mais c'était déjà le cas en 1998.

### *Niveau élevé des inquiétudes environnementales*

Parmi les thèmes proposés aux personnes interrogées figure *la dégradation de l'environnement*. 67 % disent en concevoir *beaucoup d'inquiétude*, soit une proportion très élevée, proche de celle relevée pour l'aggravation du chômage. La fréquence de cette réponse augmente fortement des 65 ans et plus (56 %) aux 18-24 ans (75 %). Elle est minimale chez les cadres et professions intellectuelles supérieures (57 %) pour atteindre respectivement 68 % parmi les professions intermédiaires, 72 % chez les employés et 68 % chez les ouvriers. Elle n'est pratiquement pas dépendante du niveau de diplôme. On notera que les catégories les plus préoccupées du chômage ou du pouvoir d'achat sont aussi les plus réceptives à une dégradation de l'environnement particulièrement sensible dans les lieux de vie où elles sont concentrées, voire confinées. Les craintes relatives à l'environnement ne sont donc pas un luxe réservé aux catégories aisées et « instruites », sinon « bourgeoises », comme on a pu parfois l'imaginer. Comme on va le voir, elles ne se substituent pas, en termes de priorité, aux anxiétés générées par les urgences sociales. Mais leur niveau élevé et leur diffusion font apparaître l'importance accordée par les populations à de nouveaux enjeux dont l'émergence s'amorce dès le milieu des années 1960.

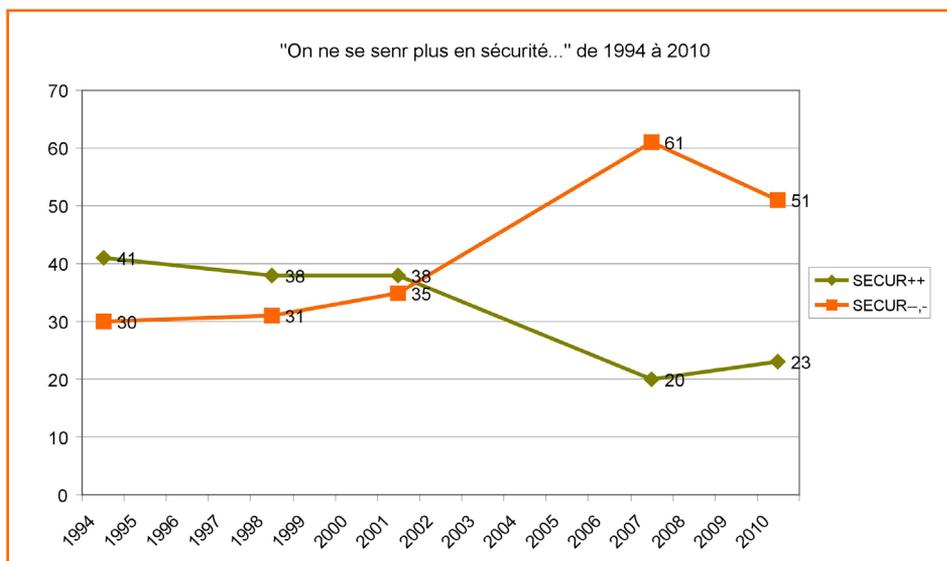
Des sondages récents confirment toutefois combien le problème du chômage (et plus généralement tout ce qui tourne autour des enjeux socio-économiques) constitue pour les populations le premier sujet de préoccupation.

### Les inquiétudes liées à l'absence d'autorité, à l'insécurité ou au risque d'être « envahis » par les étrangers ne gagnent pas de terrain ; leur intensité est en baisse en juin 2010

La poussée des inquiétudes de type autoritaire et ethnocentrique, à composante souvent raciste, constituait un des aspects majeurs des ruptures enregistrées au début des années 1990. Il n'était pas déraisonnable de penser (par analogie avec les années 1930) que l'éclatement d'une crise sans précédent depuis 1945 se traduirait par un nouvel essor de ces inquiétudes. Si on analyse les évolutions au cours des deux dernières décennies, on aboutit à une appréciation beaucoup plus nuancée.

Figure 4. «On ne se sent plus en sécurité nulle part», de 1994 à 2010

Tout à fait d'accord (++) , plutôt d'accord (+), plutôt pas d'accord (-) ou pas d'accord du tout (-)



L'inquiétude suscitée par *la perte de l'autorité des parents* demeure à un niveau élevé. Mais son expression paroxystique (réponse *beaucoup*) fléchit de 77 % en 2001 à 67 % en 2010. L'inquiétude relative à *l'insécurité et la violence* reste majoritaire. Mais elle recule nettement. 76 % des Français interrogés s'en disaient *très inquiets* en 2001, contre 55 % (-21 points) en 2010.

Il en va de même pour l'acquiescement à *on ne se sent plus en sécurité nulle part* (Figure 4). *Tout à fait d'accord* (++) s'établit à 41 % en 1994 et 38 % en 2001 pour chuter à seulement 20 % en 2007 et 22 % en 2010<sup>14</sup>. En sens inverse, *plutôt pas ou pas du tout d'accord* (-,-) monte

14. Rappelons que l'enquête PEF-CEVIPOF (Vague 4) utilisée pour 2007 a été réalisée au lendemain de la victoire de Nicolas Sarkozy au second tour présidentiel, ce qui donne à réfléchir sur l'explication souvent avancée de cette victoire par une poussée de l'autoritarisme et de la xénophobie. Cf. Guy Michelat, Michel Simon, « Les ouvriers et la politique : par-delà les idées reçues », *op. cit.*

de 30 % en 1994 à 61 % en 2007 mais fléchit à 51 % en 2010. Il faut être attentif à ce regain des craintes sécuritaires sensible dès juin 2010.

Si l'augmentation du nombre des étrangers en France suscite toujours l'inquiétude d'une majorité de Français, sa modalité la plus intense (*beaucoup*) reflue de 40 % en 1998 à 35 % en 2001 et 27 % en 2010. Rappelons que parmi les motifs d'inquiétude soumis en 2010 à l'appréciation des enquêtés, l'aggravation du chômage caracole en tête, alors que l'augmentation du nombre des étrangers en France vient en queue de peloton, y compris chez les ouvriers et les employés.

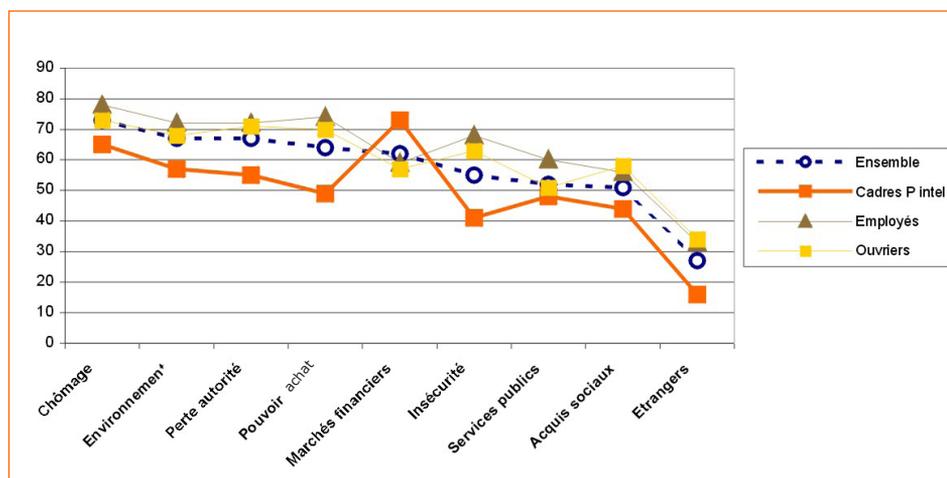
Aucun signe non plus d'une aggravation récente de l'islamophobie. Les réactions négatives à *Islam* s'établissent à 56 % en avril 2007, à 62 % en mai (juste après le premier tour présidentiel) et retombent à 57 % en juin 2010. Ce thème a pourtant été largement exploité dans les trois dernières années (terrorisme, burqa, polygamie, violence et délinquance, etc.).

Ces évolutions se vérifient, quel que soit l'âge des personnes interrogées. En même temps, les craintes de type autoritaire et xénophobe diminuent très fortement quand on passe des tranches d'âge les plus âgées aux plus jeunes, comme dans les précédentes enquêtes.

Ces résultats ne conduisent nullement à minimiser la diffusion de ces craintes ni surtout le potentiel de réactivation dont témoignent les réponses, et dont on décèle peut-être certains indices, qu'il convient de prendre très au sérieux. Mais ils incitent à relativiser un certain nombre d'affirmations qui sont dans l'air du temps. Ils aident notamment à comprendre pour quelles raisons de fond des opérations comme le montage « identité nationale » ou l'expulsion discriminatoire des Roms n'ont connu dans l'opinion qu'un succès au mieux éphémère.

### Au total, quels sujets d'inquiétudes et quelles préoccupations prioritaires ?

Figure 5. Sujets d'inquiétude selon la profession de la personne interrogée, en 2010



Toutes les recherches font apparaître que les inquiétudes et les préoccupations de type social viennent en tête. Dans notre enquête de 2010, il s'agit d'abord du chômage. Des enquêtes récentes montrent que c'est actuellement le pouvoir d'achat. Ces fluctuations, sans doute tributaires de l'actualité immédiate, n'infirmement pas le constat d'ensemble. Quel que soit le sujet évoqué, les cadres et professions intellectuelles supérieures se montrent les moins inquiets, à une exception près, très symptomatique de ce qui change : ce sont eux que *la toute puissance des marchés financiers* alarme le plus et ils sont les seuls à la placer en tête de leurs motifs d'inquiétude. Ouvriers et employés sont en revanche très proches les uns des autres. Mais dans toutes les catégories socio-professionnelles, la hiérarchie des objets d'inquiétude est la même, à la seule exception déjà signalée près. Les enquêtes les plus récentes le confirment.

Il conviendra, dans la suite de ce travail, de garder à l'esprit cet ordre des priorités, autrement dit la hiérarchie des enjeux jugés les plus stratégiques par les Français interrogés.



---

# CHAPITRE II

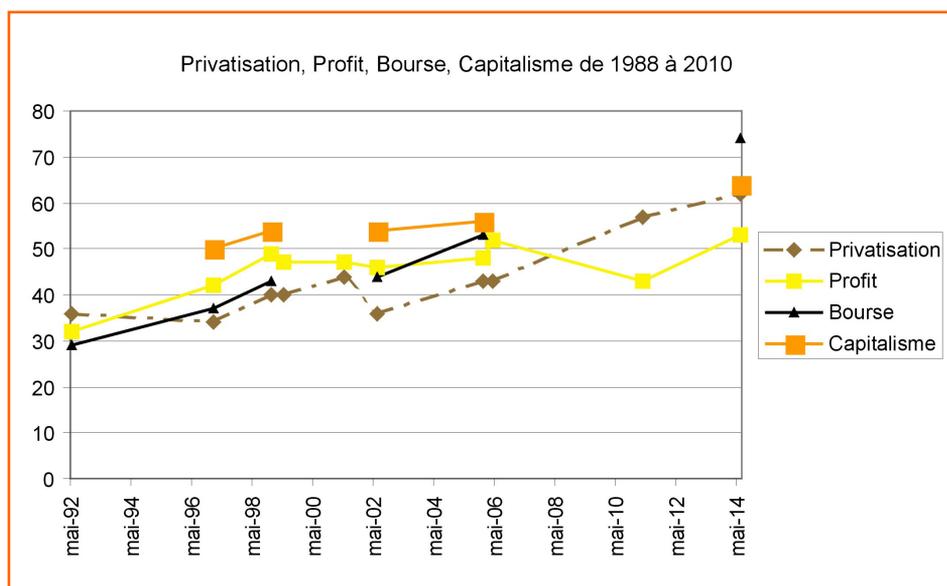
---

## LES ATTITUDES POLITICO-IDÉOLOGIQUES

---

### Nouveau recul de l'adhésion à l'idéologie libérale

Figure 6. Réactions négatives à «Privatisation», «Profit», «la Bourse» et «Capitalisme», de 1988 à 2010



Première victime : *La Bourse*. Sa connotation négative s'établissait en 1988 à seulement 29 % (*Positif*: 40 %). Elle grimpe à 53 % en 2001 pour bondir à 74 % en 2010 (+21 points entre ces deux dernières dates, du rarement vu). La crise financière ouverte en 2008 et les multiples révélations qui n'ont cessé de l'accompagner semblent bien être passées par là.

*Privatisation* marque un recul guère moins significatif. *Négatif* augmente de 36 % en 1988 à 43 % en 2001, à 57 % en 2007 (moment, répétons-le, où Nicolas Sarkozy remporte haut la main la présidentielle) et à 62 % en 2010.

On s'arrêtera un instant sur les réactions à *Nationalisation*. *Positif* se situait à 37 % en 1993. Il monte à 51 % en 2010 (+14 points). *Négatif* stagne à respectivement 44 % et 45 %. En revanche les *sans réponse*, indice de perplexité et/ou d'indifférence, tombent de 19 % à 5 % (-14 points). Ce regain d'intérêt et/ou du sentiment de pouvoir donner un avis sur la question fait que, pour un Français sur deux, *Nationalisation* évoque désormais quelque chose de positif.

*Capitalisme* n'a jamais suscité l'enthousiasme dans nos enquêtes. *Négatif* augmente de 50 % en 1988 à 56 % en 2001 et à 64 % en 2010 (+8 points entre ces deux dates). Dans une enquête internationale, réalisée pour le compte de la BBC dans l'été 2009, la France est, de tous les pays comparables, celui où on estime le plus que *le capitalisme de libre-échange est fondamentalement dans l'erreur et qu'on a besoin d'un autre système économique*.

En 2001, 51 % des enquêtés réagissaient négativement à *Mondialisation*. Ils sont 57 % en 2010.

Le cas de *Profit* est sensiblement différent. Il est très majoritairement apprécié en 1988. Cela cesse d'être vrai en 1993 et 1994. Par la suite, *négatif* stagne autour des 50 %. Après le « creux » de 2007 (43 %), il remonte en 2010 à 53 %. Mais il ne fait à aucun moment l'objet d'un rejet comparable à celui des dimensions les plus caractéristiques du système socio-économique libéral. On sera attentif à cette faveur que conserve, chez près d'un Français sur deux, un terme comme *Profit*, objet sans doute de réactions très ambivalentes.

C'est encore plus vrai d'un terme comme *Libéralisme*. Sa cote, quasiment stable entre 1994 et 2001, fléchit significativement en 2010. Mais il conserve la faveur d'une large majorité de l'opinion (*négatif* : 39 %, *positif* : 55 %). On peut objecter que, pour nombre de gens, ce mot n'évoque pas forcément ce que la minorité la plus impliquée dans la réflexion et l'intervention économique et politique désigne par ce terme. C'est peut-être sous-estimer le niveau d'information de la majorité de la population et se satisfaire d'une explication non certes totalement fautive, mais un peu courte. Rappelons qu'en 1998, 70 % des personnes interrogées (dont 64 % des employés et 65 % des ouvriers) estimaient *très grave* de supprimer *la possibilité de fonder une entreprise, de se mettre à son compte*<sup>15</sup>.

On sera d'autant plus attentif à ces constats que, sur certaines dimensions, les plus jeunes (comme les plus âgés) se montrent nettement moins hostiles à la thématique libérale que les générations intermédiaires. Contrairement aux autres tranches d'âge, ils sont en majorité

---

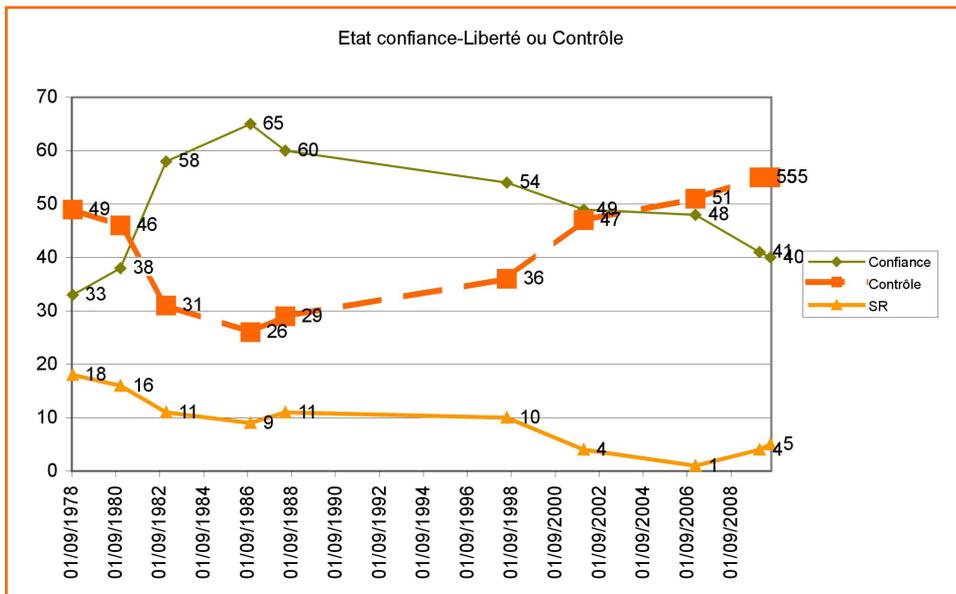
15. Dans des enquêtes plus anciennes, l'idée *de supprimer l'héritage* faisait l'objet d'un rejet encore plus catégorique, quelles que soient les appartenances sociales ou les sensibilités politiques.

favorables à *Profit* ou à *Mondialisation*. Mais ils sont tout aussi hostiles qu'elles à *Capitalisme* ou à *Privatisation* et se montrent les plus favorables à *Nationalisation*. Nous relevons dans nos précédentes enquêtes cette plus grande réceptivité des très jeunes à certains thèmes caractéristiques de l'idéologie libérale<sup>16</sup>. Il reste qu'en 2010, le refus de l'idéologie libérale progresse dans toutes les tranches d'âge (18-24 ans compris) par rapport à 2001. L'attention est néanmoins attirée sur la façon dont les très jeunes de 2010 se représentent le monde social et sur ce qui les motive en priorité. Seule une analyse plus poussée permettra de distinguer ce qui relève de la jeunesse, comme étape dans les apprentissages sociaux, ou de l'émergence de générations nouvelles, porteuses de changements culturels et idéologiques durables.

### **Faut-il faire confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté ou faut-il que l'État les contrôle et les réglemente plus étroitement ?**

Avec cette question, on atteint le noyau dur de l'idéologie libérale (« laissez faire, laissez passer »). Elle oppose la liberté absolue revendiquée pour les entreprises au souhait que l'État en contrôle, voire limite l'exercice. Implicitement, elle sollicite un jugement de valeur tant sur les entreprises que sur l'État et ce que doit (ou devrait) être son rôle.

Figure 7. « Pour faire face aux difficultés économiques, pensez-vous qu'il faut faire confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté ou qu'il faut au contraire que l'État les contrôle et les réglemente plus étroitement ? »

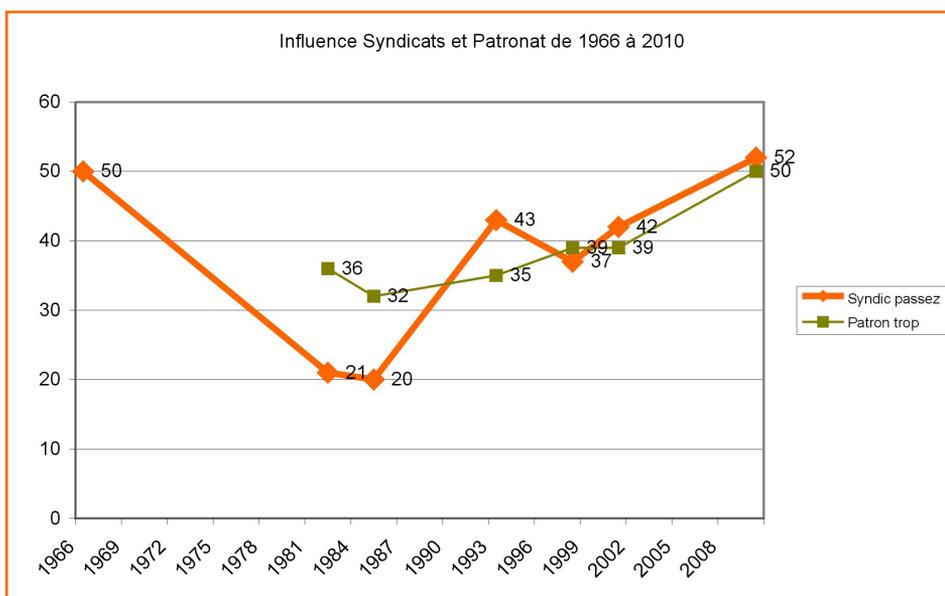


16. On a construit un indice synthétique (*échelle d'attitude*) de degré d'adhésion au libéralisme économique, à partir des réponses à *Libéralisme, la Bourse, Profit, Capitalisme*. La proportion de ceux qui se situent à un niveau élevé sur cet indice est maximale chez les 18-24 ans et minimale chez les 50-64 ans.

La Figure 7 fait clairement apparaître trois périodes. En 1978, « contrôle » l'emporte nettement. C'est déjà beaucoup moins vrai en 1980, avant la présidentielle pourtant emportée par François Mitterrand. Les courbes se croisent en 1982. « Liberté/confiance » s'envole, « contrôle » plonge d'autant. On vérifie l'extraordinaire renversement de l'opinion en faveur de l'idéologie libérale opéré dans les années 1980. Il faut attendre 1994 puis 2007 pour que les deux options s'équilibrent. Trois ans plus tard, nouveau renversement. « Contrôle » l'emporte sur « liberté/confiance » (+15 points, comme en 1978). Mais on reste loin de la suprématie écrasante de l'option libérale au plus fort de la vague des années 1980 (+ 31 points en faveur de « liberté/confiance » en 1988).

### **L'influence des syndicats de salariés sur la politique du gouvernement est-elle trop importante ? Pas assez importante ? Et celle du patronat et des milieux d'affaires ?**

Figure 8. « En France, à l'heure actuelle, l'influence des syndicats de salariés sur la politique du gouvernement est-elle trop importante, pas assez importante ou juste ce qu'il faut ? Et celle du patronat et des milieux d'affaires ? »



1. La signification de la question relative aux syndicats déborde largement un simple jugement porté sur ces derniers. Elle porte sur l'attention (jugée soit insuffisante, soit excessive) prêtée par le gouvernement au point de vue des syndicats de salariés et, au-delà, aux demandes de leurs mandants. Elle se situe en quelque sorte à la juncture de l'économique

et du politique. Posée pour la première fois en 1966, elle ne nous semble pas être devenue totalement inactuelle.

La Figure 8 n'appelle pas un long commentaire. La plongée de *pas assez d'influence* entre le milieu des années 1960 et les années 1980 est vertigineuse. Sa ressource ultérieure n'est pas moins spectaculaire. Comme pour la question analysée ci-dessus (cf. Figure 7), on se retrouve en 2010 dans une situation proche de celle de 1966. La similitude de ces évolutions est frappante. Y compris par leur brutalité.

2. La signification de la question relative au patronat et aux milieux d'affaires est justiciable du même commentaire que celui développé à propos des syndicats. Dans les deux cas il s'agit, pourrait-on dire, du pouvoir de peser sur «le Pouvoir» et d'infléchir sa politique. Entre 1982 et 2001, *trop d'influence* plafonne entre 32% et 39%<sup>17</sup>, comme si l'évocation du monde lointain et largement inconnu du patronat et des milieux d'affaires avait longtemps suscité des réactions moins contrastées et sans doute moins passionnelles que celui, comparativement beaucoup plus familier, des syndicats de salariés. Que *trop d'influence* progresse de 39% en 2001 à 50% en 2010 (+11 points), et se situe au même niveau que *pas assez d'influence* à propos des syndicats, n'en est que plus significatif. Il n'est pas interdit d'y voir l'indice du sentiment, désormais largement répandu, d'un rôle conjoint, d'une part du gouvernement et, d'autre part, du patronat et des milieux d'affaire dans les orientations mises en œuvre dans la plupart des domaines, et d'une réaction plus que négative à cet égard. Quoi qu'on puisse penser de cette interprétation, la nouveauté, sur ce point, de la séquence ouverte depuis 2008 ne nous semble pas douteuse.

### **Reflux confirmé de l'autoritarisme, du rigorisme répressif et de l'hostilité aux immigrés, en 2010**

*Les propensions autoritaires : aucune progression décelable, orientation à la baisse parfois sensible*

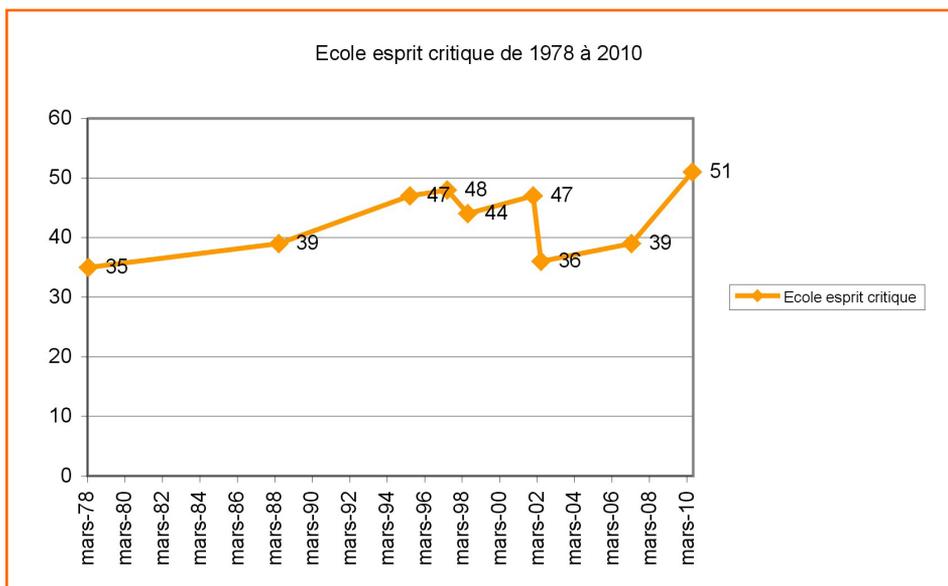
*Dans la société, il faut une hiérarchie et des chefs* suscite un accord très majoritaire dans toutes les enquêtes dont nous disposons. Ce n'est donc pas un fait nouveau. Il ne progresse pas, même si sa modalité la plus catégorique (*tout à fait d'accord*) fléchit de 45% en 2001 à 37% en 2010. Sa fréquence est minimale chez les plus jeunes, maximale chez les 65 ans et plus. Elle dépend peu de la catégorie socio-professionnelle (les cadres/professions intellectuelles supérieures fournissent cette réponse au moins aussi souvent que les professions intermédiaires, les employés et les ouvriers). Elle est certes plus rare à gauche qu'à droite et à l'extrême droite. On a toutefois l'impression de se trouver face à un invariant culturel aux racines sociales et historiques très profondes, dont la persistance doit retenir l'attention.

17. Seule une minorité répond *pas assez*, les autres disent *juste ce qu'il faut* ou ne répondent pas.

Pour autant, l'accord avec *dans la gestion des entreprises, les représentants des salariés devraient avoir leur mot à dire au moins autant que les actionnaires* est lui aussi très majoritaire (tout à fait d'accord: 54 % en 2001, 51 % en 2010).

Figure 9. « En pensant à l'école, pouvez-vous me dire avec laquelle de ces deux opinions vous êtes le plus d'accord ?

- L'école devrait donner avant tout le sens de la discipline et de l'effort
- L'école devrait former avant tout des gens à l'esprit éveillé et critique »



Depuis 1978, on offre aux enquêtés le choix entre deux opinions : 1) l'école doit *donner avant tout le sens de la discipline et de l'effort* et 2) elle doit *former avant tout des esprits éveillés et critiques* (Figure 9). On a pu montrer qu'au-delà de leur signification littérale, les réponses à cette question étaient fortement associées à des opinions touchant à l'ordre et aux relations d'autorité, et constituaient un des symptômes du « syndrome » autoritaire dont chacune mesure une des facettes. Nonobstant de fortes fluctuations, l'accord avec *former des esprits éveillés et critiques* (formulation très significative de ce qu'on nomme le « libéralisme culturel ») progresse en cours de période. 35 % seulement la choisissaient en 1978 (on était pourtant encore près de mai-juin 1968 et des poussées antiautoritaires ultérieures). Ils sont 51 % en 2010. Le retournement s'effectue entre mai 2007 et juin 2010. Pour la première fois en plus de trente ans, cette option « libératrice » devient (de peu) majoritaire. Elle augmente de 39 % en 2007 à 51 % en 2010, alors que *donner le sens de la discipline et de l'effort* régresse dans le même temps de 63 % à 48 %. Il ne faut certes pas prendre ces pourcentages à la lettre. Mais la tendance n'est guère douteuse. La légère ressource de l'option « disciplinaire » enregistrée au moment où ces lignes sont écrites (enquête TNS-SOFRES, décembre 2011) montre la

nécessité de suivre de très près les évolutions de l'opinion, au moment où la campagne en vue des scrutins de 2012 est plus qu'engagée et où tout reste ouvert. Elle n'infirme pas le tableau d'ensemble.

L'évolution des réactions à *les chômeurs trouveraient plus facilement du travail s'ils le voulaient vraiment* n'est pas moins significative (Tableau 4). Ce libellé est typique d'un « complexe » idéologique conservateur qui fait reposer les malheurs du monde (et ceux des individus) non sur les vices du système (ni sur l'action de ceux qui le dirigent), mais sur la responsabilité personnelle de chacun, « riches » et « pauvres » renvoyés dos à dos. Très majoritairement approuvée en 2007 (point à retenir quand on s'interroge sur les ressorts de la victoire de Nicolas Sarkozy), cette imputation culpabilisante devient minoritaire trois ans plus tard. Il est certes devenu plus difficile de soutenir que trouver du travail, c'est avant tout une question de volonté individuelle depuis l'ouverture en grand d'une crise financière et économique majeure et au vu des délocalisations, des licenciements boursiers, des politiques d'austérité et de la crise de l'emploi qui l'accompagnent. Cela reste néanmoins l'avis de 47 % des Français (58 % des 65 ans et plus, contre 42 % des 18-24 ans, soit – tout de même – deux sur cinq...).

Tableau 4. Les chômeurs trouveraient plus facilement du travail..., en 2007 et 2010

	Mai 2007	Juin 2010	Evol. 2007-2010
Total d'accord	63	47	-16
Total pas d'accord	37	51	+14
SR	0	2	+2

### *Rigorisisme répressif, homophobie : la chute*

En 1988, 40 % des personnes interrogées se disaient *tout à fait* d'accord pour rétablir la peine de mort (++, Figure 10). Ils ne sont plus que 13 % en 2010. 35 % étaient contre (-,--). Ils sont 58 % en 2001, 67 % en 2007, 69 % en 2010.

En 1988, 28 % seulement des personnes interrogées se disaient *tout à fait* d'accord pour considérer l'homosexualité comme *une manière acceptable de vivre sa sexualité* (++, Figure 11). Ce pourcentage monte à 44 % en 2010. 35 % répondaient négativement 1988 (-,--). Ils ne sont plus que 16 % en 2010. Là encore, un autre monde...

---

## Chapitre II

---

Figure 10. «Il faudrait rétablir la peine de mort»

Tout à fait d'accord (++), plutôt d'accord (+), plutôt pas d'accord (-), pas d'accord du tout (-)

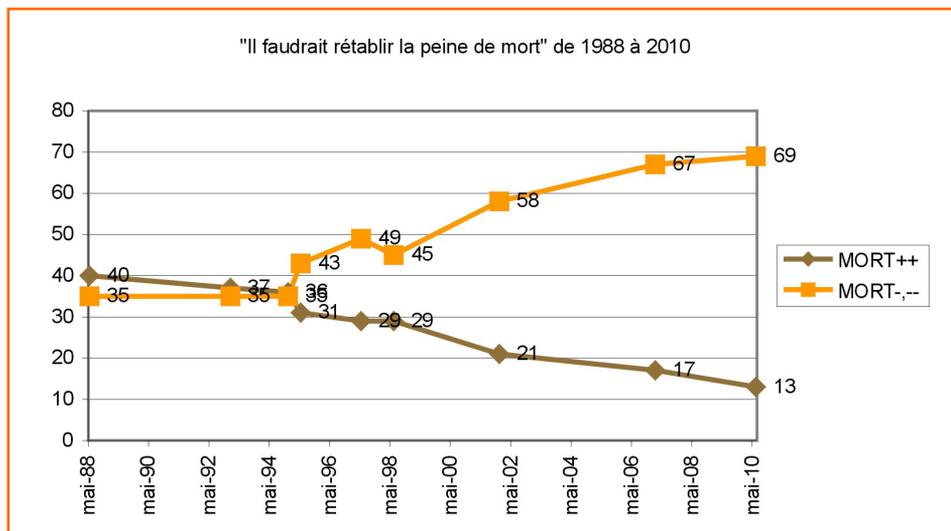
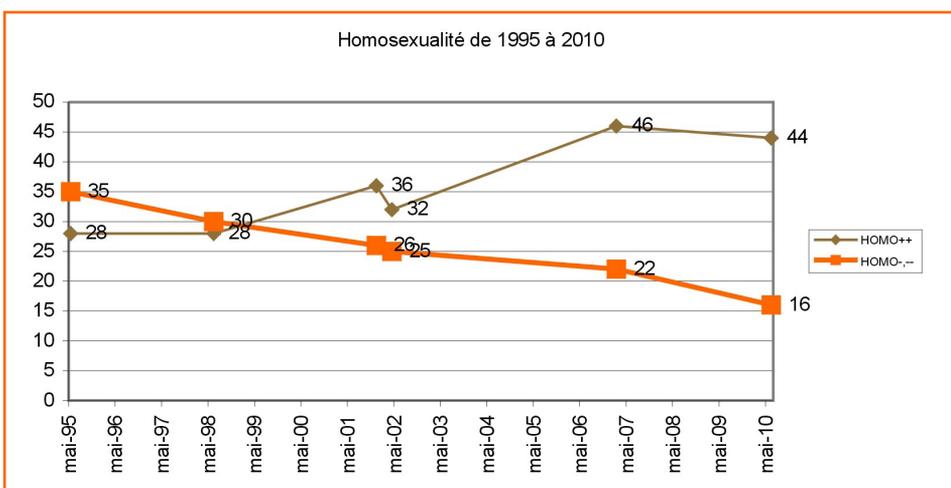


Figure 11. «L'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité»

Tout à fait d'accord (++), plutôt d'accord (+), plutôt pas d'accord (-), pas d'accord du tout (-)

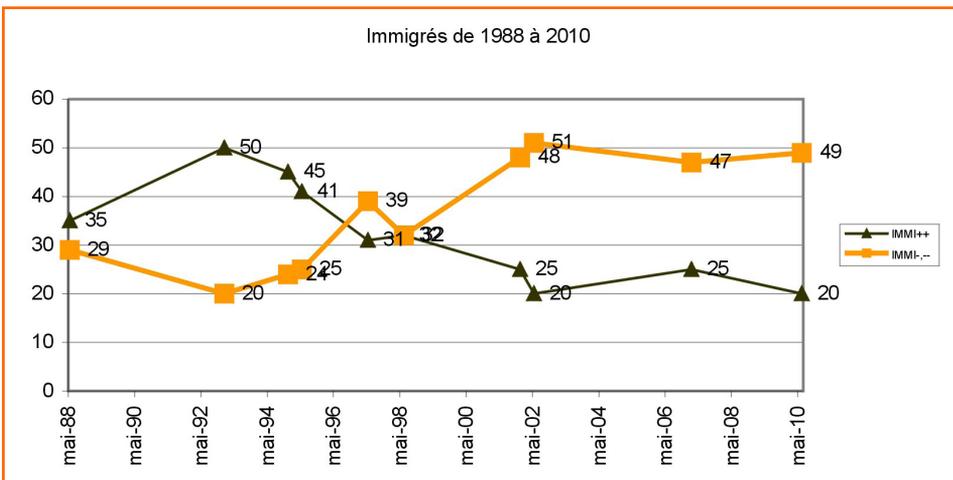


*L'hostilité aux immigrés, en fort recul par rapport aux années 1990, ne semble pas connaître, malgré la crise, un rebond vraiment significatif par rapport à 2010.*

Les réponses à *il y a trop d'immigrés en France* sont fortement associées aux réponses à d'autres énoncés symptomatiques, eux aussi, d'un syndrome xénophobe, à connotations racistes, dont la poussée au début des années 1990 ne laissait pas d'être préoccupante (*il y a des races plus douées que d'autres, maintenant on ne se sent plus chez soi comme avant*, etc.). Depuis les années 1990 et en 2007 encore, le vote Front national est quasi nul quand on n'est *pas du tout* ou *plutôt pas d'accord* avec *il y a trop d'immigrés en France*, comme on le verra plus loin. Il reste rare quand on se dit seulement *plutôt d'accord*. C'est seulement chez ceux qui se disent *tout à fait d'accord* qu'il devient plus que significatif. Même constat en 2010 à propos du parti dont *on se sent le plus proche*. C'est dire l'importance de cette question, à forte charge affective, comme révélateur du « climat » idéologique, culturel, et finalement politique.

Figure 12. « Il y a trop d'immigrés en France »

*Tout à fait d'accord (++)*, *plutôt d'accord (+)*, *plutôt pas d'accord (-)*, *pas d'accord du tout (- -)*



La Figure 12 confirme la brutalité et l'ampleur de la poussée xénophobe-raciste au début des années 1990. En 1993, 50 % des personnes interrogées (dont ouvriers: 60 %) se disent *tout à fait d'accord* (++) avec *il y a trop d'immigrés en France*. 20 % seulement expriment leur désaccord (-, - -). Les deux courbes se croisent au milieu des années 1990. En 2010, nonobstant la gravité de la crise, *tout à fait d'accord* tombe à 20 % (24 % chez les ouvriers), *pas d'accord* monte à 49 %. Par rapport au « pic » de 1993, la situation s'est inversée. Il n'empêche qu'en juin 2010, 48 % des Français estiment, peu ou prou, que des immigrés en France, *il y en a quand même trop*. Le complexe xénophobe-raciste est donc loin d'avoir disparu. Mais il n'est plus comme naguère massivement majoritaire. Et il a considérablement perdu en

virulence. L'enquête TNS-SOFRES déjà citée montre qu'en décembre 2011, peu de chose a changé par rapport à 2010. D'autres enquêtes indiquent au contraire un certain regain. Là encore la prudence s'impose.

Ces résultats incitent à accueillir avec beaucoup de réserve un certain nombre d'affirmations. La crise (et l'anxiété qu'elle effectivement elle nourrit) « devaient » s'accompagner d'une montée des réactions autoritaires et xénophobes. En France, ce ne semble pas être le cas. Il est vrai que, selon une enquête internationale, la France est, de tous les pays comparables, celui où, « en bas » du moins, on se montre le plus compréhensif à l'égard de l'immigration illégale<sup>18</sup>. Il nous semble donc difficile de parler d'une France crispée sur ses références identitaires et fermée à l'autre. Surtout quand on constate que plus on est jeune, plus on est rétif au rigorisme autoritaire et au racisme. Exemples (enquête de 2010) :

– *Tout à fait d'accord avec l'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité*: 18-24 ans : 50 %, 65 ans et plus : 24 %.

– *D'accord avec rétablir la peine de mort*: 18-24 ans : 14 %, 65 ans et plus : 40 %.

– *D'accord avec il y a trop d'immigrés en France*: 18-24 ans : 38 %, 65 ans et plus : 66 %.

### Changer la société ? Dans quel sens ?

#### *Le faut-il ?*

Par rapport à 2001, *je pense qu'il faut changer complètement la société* progresse très nettement (Tableau 5). Reste à savoir en quel sens, et jusqu'où. Nos résultats donnent de premières indications sur ce que peuvent être les attentes actuellement majoritaires. Cette montée d'une aspiration à des changements profonds est révélatrice de tensions accrues et de colères, dont les techniques d'investigation fondées sur l'écoute et l'observation *in situ*, jointes aux pratiques de terrain, montrent l'acuité. Mais il faut mesurer combien ce désir de changements est porteur d'ambivalence. Il est le plus fréquent chez les sympathisants du Front de gauche (plus que chez ceux de l'Extrême gauche) et, davantage encore, à l'autre pôle du champ politique, chez ceux du Front national. Nous développerons ce point un peu plus loin.

Tableau 5. Je pense qu'il faudrait changer complètement la société, en 2001 et 2010

	Mai 2007	Juin 2010	Evol. 2001-2010
Total d'accord	46	56	+10
Total pas d'accord	53	41	-12
SR	1	3	+2

18. Source: German Marshall Fund, Transatlantic Trends, Immigration, 2009.

*Le peut-on ?*

Nous avons proposé en 2010 le libellé suivant : *malgré la mondialisation et la crise, on peut tout de même améliorer les choses en France en prenant les mesures qui s'imposent*. 89 % des personnes interrogées se disent *d'accord* (dont *tout à fait*: 38 %), 10 % seulement expriment leur désaccord. Mais quelles mesures, ou du moins quelles finalités ? Un consensus aussi massif impose, là encore, d'y regarder de beaucoup plus près. Il coexiste avec de sérieux doutes sur la capacité du politique à peser sur l'économique et sur le social, comme des études récentes le montrent à propos du chômage. Cette contradiction entre un volontarisme revendiqué et, en même temps, un profond scepticisme se situe au cœur de la conjoncture actuelle et de la profonde inquiétude éprouvée par la très grande majorité de la population.

*Écologie, socialisme, communisme : positif ? négatif ?*

Les jugements associés à ces trois termes ne sont nullement synonymes de la faveur dont jouissent (ni de la défaveur dont pâtissent) les formations politiques dont la dénomination se fonde sur les mots correspondants. Ils nous semblent toutefois significatifs des réactions très générales que ces termes suscitent en 2010 parmi les personnes interrogées et, dans certaines limites, des visions globales dont ces réactions sont l'indice.

Tableau 6. Les mots suivants évoquent-ils pour vous quelque chose de..., en 2010

	Ecologie	Socialisme	Communisme
Positif	85	56	18
Négatif	14	39	76
SR	1	5	6

L'appréciation d'*Écologie* est massive en 2010. Sa modalité la plus catégorique (*très positif*) s'établit à 32 % sur l'ensemble de la population, mais monte à 47 % chez les 18-24 ans. Elle est plutôt moins fréquente chez les cadres/professions intellectuelles supérieures (CPIS) que dans le reste du salariat, employés et ouvriers inclus, ce qui n'était pas évident *a priori*. On se souviendra à ce propos que les CPIS sont ceux qui expriment le moins d'inquiétude à propos de l'environnement. Elle augmente pourtant en fonction du niveau de diplôme, qu'on sait d'autant plus élevé qu'on a affaire à des tranches d'âge plus jeunes. Massive chez les sympathisants Verts (63 %), elle diminue chez les sympathisants du PS (30 %), du Front de gauche (29 %) et du MoDem (28 %), de l'UMP (23 %) et du FN (19 % seulement).

En termes de popularité, *Socialisme* vient en second, encore que loin derrière *Écologie* (*positif*, 56 %, dont *très positif*: 6 % seulement). Là encore, *positif* est maximum chez les

---

## Chapitre II

---

18-24 ans, minimum chez les 65 ans et plus. Sa fréquence varie peu à l'intérieur du salariat. Elle augmente avec le niveau de diplôme. Elle s'établit à 80 % à gauche, toutes sensibilités pratiquement confondues (mais à 57 % seulement chez les Verts), 24 % au MoDem, 21 % à l'UMP mais 30 % au FN. Peu de changement depuis 2001.

Avec 76 % de *négatif* et 18 % seulement de *positif* (dont *très positif*: 2 %), *Communisme* vient en queue de peloton. Là encore, peu de changement depuis 2001 et même 1998. Contrairement à ce qu'on aurait pu penser, *positif* est maximum chez les 18-24 ans (27 %, contre 12 % chez les 65 ans et plus). Il s'établit à 27 % chez les ouvriers (16 % chez les cadres/professions intellectuelles supérieures). *Communisme* évoque quelque chose de *positif* pour 31 % des sympathisants de gauche, contre 3 % au MoDem, 3 % à l'UMP, mais 13 % au FN. C'est l'avis de 33 % des électeurs de Ségolène Royal au second tour de la présidentielle de 2007, contre 5 % de ceux de Nicolas Sarkozy.

---

# CHAPITRE III

---

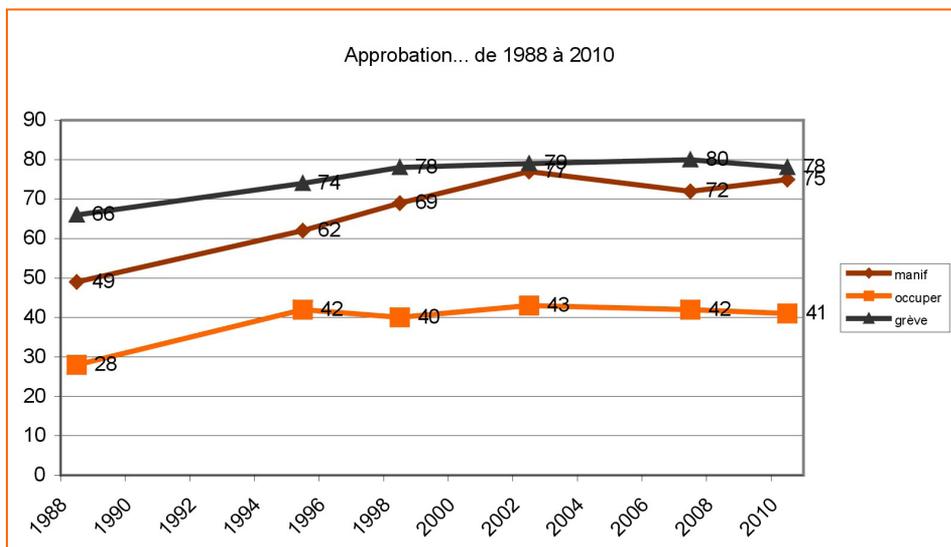
## LE RAPPORT AU POLITIQUE

---

### Approbation accentuée du recours aux protestations collectives

Figure 13. Voici un certain nombre de moyens que les gens utilisent parfois pour faire connaître leurs opinions et leurs revendications. Pouvez-vous me dire, pour chacun d'entre eux, si vous l'approuveriez ou pas, au moins dans certaines circonstances ?

- Faire grève
- Participer à des manifestations dans la rue
- Occuper des bâtiments publics ou autres



Depuis le début des années 1990 et à partir notamment de 1995 (grève des cheminots, mobilisations lycéennes et étudiantes contre le Contrat d'insertion professionnelle), on constate la montée des mobilisations collectives et de la sympathie qu'inspire la plupart d'entre elles<sup>19</sup>. Les approuver ne signifie pas, loin s'en faut, qu'on y ait participé ni qu'on soit disposé à le faire. L'observation des mouvements revendicatifs (et des mouvements sociaux en général) dissuaderait, si besoin était, d'entretenir la moindre illusion à cet égard. Reste que leur approbation souvent massive représente un élément qui pèse lourd dans le jeu social et politique et constitue l'indice d'évolutions très significatives des dispositions profondes de la population. Entre 1998 et 2010 (Figure 13), approuver *faire grève* gagne 12 points, *occuper des bâtiments publics* 14 points et *manifester dans la rue* 25 points (son approbation se situe en juin 2010 au même niveau que celui de *faire grève*)<sup>20</sup>. Les spécialistes des mouvements sociaux (chercheurs et/ou militants) ne sont évidemment pas les plus mal placés pour aider à comprendre ces évolutions.

C'est entre 1988 et 1995 que l'approbation du recours aux démonstrations collectives connaît sa progression la plus forte. Elle se maintient ensuite au même niveau élevé. Elle est d'autant plus fréquente qu'on est plus jeune<sup>21</sup>. Ce qui a le plus changé dans la dernière période, ce ne sont donc pas des dispositions protestataires qui se situent à un niveau élevé depuis une quinzaine d'années. Ce sont, d'une part, l'acuité du sentiment de mal vie et ses corrélats, et, d'autre part, les représentations et attitudes idéologiquement connotées qui se traduisent par une poussée antilibérale, voire, à certains égards, anticapitaliste, sans qu'un éventuel regain des dispositions autoritaires et xénophobes n'annule, loin s'en faut, leur recul dans les deux dernières décennies.

#### **Pas d'indice de dépolitisation, au contraire**

S'interroger sur le rapport des gens à la politique suppose de se demander ce que le terme « politique » évoque *pour eux*. Les enquêtes par entretiens non directifs réalisées dans les années 1960 et 1970 faisaient apparaître chez eux des réactions très ambivalentes, notamment en milieux ouvriers et plus généralement populaires (petits commerçants, artisans, agriculteurs compris). D'un côté (celui de son élaboration et du fonctionnement institutionnel), elle est faite par d'autres, ailleurs. Elle met en jeu des significations abstraites,

19. Cf. Olivier Filleule: «La France est le pays d'Europe où l'on manifeste le plus», *Le Monde*, 12 octobre 2010.

20. En revanche, *occuper les bâtiments publics* se maintient, sans progresser, au niveau relativement élevé qui est le sien depuis 1995. Contrairement à la grève ou à la manifestation, considérées comme des droits institutionnellement garantis et réglementés, occuper un bâtiment sans l'autorisation de ceux qui en ont la charge (agents publics, gestionnaires privés, directions d'entreprises, etc.) constitue un délit justiciable des sanctions prévues par la loi. Que néanmoins 41 % des Français approuvent en 2010 le recours à cette modalité d'action transgressive doit donner à réfléchir.

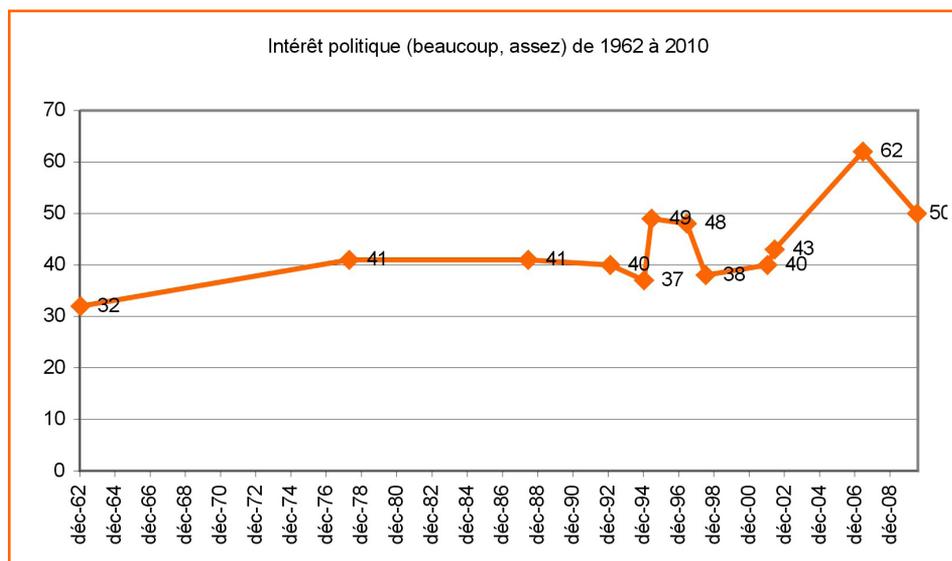
21. C'est particulièrement net pour *occuper des bâtiments publics ou autres*, approuvé par 53 % des 18-24 ans contre seulement 19 % des 65 ans et plus.

difficiles d'accès, et des stratégies dont l'opacité suscite la perplexité, voire la méfiance. Source potentielle de division et d'affrontements, elle est d'une certaine façon dangereuse. Mais d'un autre côté (celui de ses incidences), elle « nous » concerne au premier chef. Ce qu'on nomme « politique » n'a donc de sens et d'intérêt à leurs yeux que dans la mesure où elle est en rapport avec leur vie, leurs aspirations et celles des « gens comme eux ». Bien entendu, la situation sociale et politique, le peuple, ses niveaux d'information et d'aspiration ont profondément changé. Mais tout montre que cette ambivalence (structurellement liée à tout système représentatif) demeure. La question est de savoir comment est vécue aujourd'hui la relation entre « la politique », notamment dans sa représentation médiatique, et ce que l'on vit, pense et souhaite « en bas ».

Contrairement à une représentation idyllique du passé, l'intérêt déclaré pour la politique était nettement moins répandu au début des années 1960 que dans les décennies ultérieures. Il est vrai que le niveau d'éducation et l'accès à l'information sont de nos jours sans commune mesure avec ce qu'ils étaient alors.

Figure 14. Est-ce que vous vous intéressez à la politique ?

*Beaucoup, assez, peu, pas du tout*



Après un long palier entre 1978 et 2002, l'intérêt politique repart à la hausse (Figure 14). On relèvera le pic « historique » de 2007, tout à fait cohérent avec la participation record au scrutin présidentiel (on n'est pas loin du niveau atteint en 1965, quand de Gaulle, Mitterrand et Lecanuet se disputaient les suffrages). Quand on raisonne en proportion des électeurs inscrits, on constate que cette politisation inédite s'est accompagnée d'une mobilisation électorale qui n'a que marginalement profité à la gauche, mais massivement à la droite non

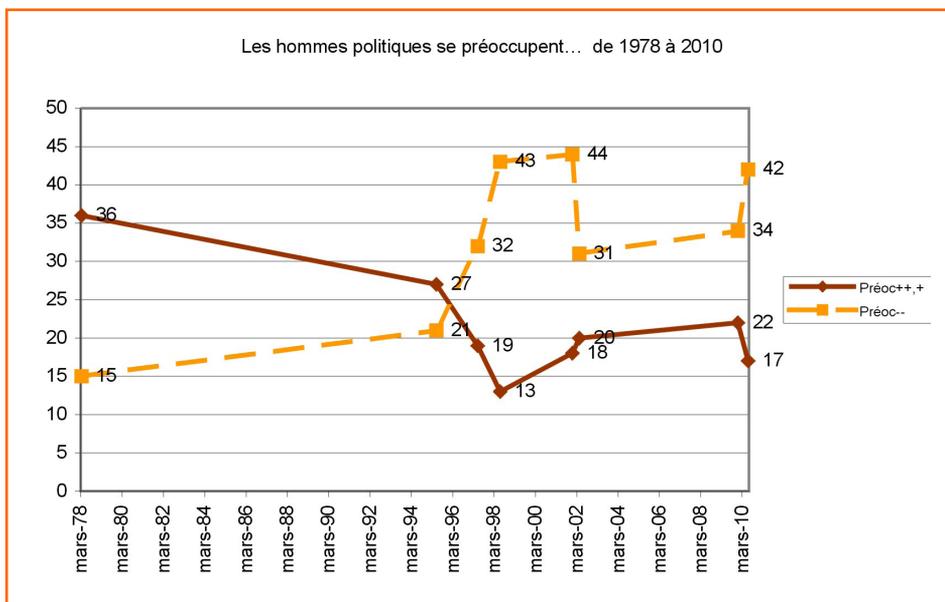
frontiste, Sarkozy se taillant la part du lion. C'était peu prévisible six mois plus tôt... En 2010, l'intérêt politique déclaré reste à un des niveaux les plus élevés jamais enregistrés<sup>22</sup>. Mais il n'est que de 39 % chez les 18-24 ans, contre 56 % des 65 ans et plus. Le contraste avec ce qu'on constate à propos de l'approbation des démonstrations collectives est flagrant.

#### Mais un discrédit massif des responsables politiques

Depuis 1978, on demande régulièrement aux personnes interrogées dans quelle mesure les responsables politiques se préoccupent (ou non) de ce que pensent les gens comme eux. La Figure 15 fait apparaître la profondeur d'une crise qui perdure, nonobstant la sensible rémission de 2007. En 1978, 15 % seulement répondaient *pas du tout* (- -). Ce pourcentage monte à 44 % en 2001, fléchit à 31 % en 2007 et se retrouve à 42 % en 2010. Le total « oui » s'élevait à 36 % en 1978. Il tombe à son plus bas niveau (17 %) en 2010. Chute vraiment abyssale...

Figure 15. À votre avis, dans l'ensemble, les responsables politiques se préoccupent-ils de ce que pensent les gens comme vous ?

*Beaucoup* (++) , *assez* (+) , *peu* (-) , *pas du tout* (- -)



22. 64 % selon TNS-SOFRES, décembre 2011.

---

# CHAPITRE IV

---

## L'AUTOPOSITION SUR LA DIMENSION DROITE-GAUCHE : UN ARCHAÏSME QUI FAIT DE MOINS EN MOINS SENS ?

---

### **Un débat récurrent**

Les notions de Gauche, de Centre et de Droite ont longtemps constitué, en France, un principe essentiel de structuration du champ politique<sup>23</sup>. Ce n'est pas vrai seulement pour ceux dont le politique constitue l'objet d'étude et de réflexion (historiens, chercheurs, mais aussi chroniqueurs et journalistes) ou le lieu privilégié de leur intervention (responsables politiques, élus, etc.). On a de solides raisons de penser que cela a été vrai aussi de la façon dont, dans une large fraction de la population, les individus perçoivent le champ politique et se situent par rapport à lui. En sens inverse, l'appel au dépassement de l'opposition gauche-droite et des antagonismes dont elle est supposée être porteuse est aussi ancien que

23. Cette opposition a naturellement changé de dénomination et de contenu au fil du temps. Cf. ces mots de Napoléon Bonaparte à Sainte-Hélène : « Il n'y a en France que deux choses : la Révolution et la contre-révolution ; l'Ancien et le Nouveau Régime ; les privilégiés et le peuple ; les armées étrangères et Condé – c'est-à-dire la Vendée – et les armées nationales. Les nuances ne sont rien... Ainsi en dernière analyse, il n'y a que deux partis. D'un côté les ultras de quelque dénomination qu'on les affuble ; de l'autre, les hommes de la Révolution : les blancs et les bleus ». Cité dans Antoine Casanova 1996, « Raisons et portée de la Révolution française, histoire des sociétés, masses et individus. Aspects philosophiques des paroles de Napoléon à Sainte-Hélène », *Cahiers d'histoire*, n° 64, p. 21-44. On ne peut certes pas qualifier Napoléon « d'homme de gauche » au sens actuel du terme. Mais l'analyse philosophique et historique, tout comme la géographie électorale, suggèrent que si les termes du débat ont changé (parfois du tout au tout), la structuration en deux « camps » demeure et qu'il existe une filiation entre les enjeux d'hier et ceux d'aujourd'hui. (Certains se font jour dès la période révolutionnaire, à propos notamment des limites à poser au libéralisme économique et à un exercice abusif du droit de propriété).

son émergence. Il renaît, avec des attendus nouveaux, au début des années 1960. Il retrouve aujourd'hui une nouvelle vigueur. Aux yeux de certains observateurs, cette polarisation gauche-droite, grosse de simplifications binaires, est appelée à faire de moins en moins dans une société française entrée de plain-pied dans la modernité. *A fortiori*, les vieux clivages idéologiques ne seraient plus de mise, compte tenu de l'acuité et de la globalité de la crise que nous connaissons et des urgences (notamment financières) qui en découlent<sup>24</sup>. L'heure serait davantage à la recherche du consensus sur des enjeux, pour tous incontournables, qu'à la perpétuation des antagonismes (et des déchirements) d'antan.

Le retour récurrent de ce thème ne saurait surprendre. Le refus ou du moins l'édulcoration de l'opposition gauche-droite, tout comme, à l'inverse, la volonté de lui conserver son tranchant, renvoient à des options stratégiques fondamentales en termes de projets et d'alliances politiques<sup>25</sup>. On peut même se demander si, dans la critique des notions de gauche et de droite, ce n'est pas d'abord celle de gauche qui est visée. Nous n'entendons pas nous placer ici sur ce terrain. Analyser les stratégies mises en œuvre par les diverses forces et sensibilités politiques et en décrypter les éventuelles justifications idéologiques constituent un objectif de recherche absolument justifié. Compte tenu de notre propre domaine d'investigation, notre propos est autre. Il est de nous interroger sur ce que les notions de gauche et de droite signifient aujourd'hui pour l'immense majorité de la population.

Rien ne permet en effet d'affirmer *a priori* que les notions de gauche et de droite sont épargnées par une crise des repères dont nos résultats confirment l'acuité. Certains indices sembleraient même aller dans le sens de la perception d'une obsolescence de la dimension droite-gauche par les Français. En 1988 par exemple, 77% des Français interrogés se disaient d'accord avec la phrase suivante : « Aujourd'hui, les notions de droite et de gauche ne veulent plus dire grand-chose ». Ils sont 75% en 2002. Mais comment entendre cette affirmation ? Signifie-t-elle que *pour eux*, se situer soi-même par rapport à la gauche et la droite devient de moins en moins naturel et porteur de sens ? Mais, d'une toute autre façon, on peut aussi dire que droite et gauche n'ont plus guère de sens telles qu'elles se donnent à voir au citoyen, dans le paysage politique institutionnel, en pensant aux discours et plus encore aux actes de la gauche et de la droite politiques et de leurs diverses composantes. Nous avons déjà évoqué ci-dessus cette ambivalence du mot « politique ». D'où deux questions : parvient-on et/ou consent-on toujours à se situer soi-même sur la dimension droite-gauche, et, dans ce cas, cet autopositionnement reste-t-il idéologiquement significatif ?

---

24. S'agissant du ton (et non certes du fond, bien au contraire), on est parfois tenté d'évoquer Mirabeau, apostrophant ses collègues députés : « Mais aujourd'hui, la banqueroute est à nos portes, et vous délibérez ! », *Le point du jour, ou résumé de ce qui s'est passé la veille à l'Assemblée nationale*, 27 septembre 1789.

25. Sans remonter à la IV<sup>e</sup> République et aux débats sur la « Troisième force », rappelons que le dilemme « alliance à gauche » ou « alliance au centre » se situait déjà au cœur des discussions au sein des formations de gauche et du centre dans la préparation de l'élection présidentielle de 1965.

**En fait, 67 % des Français acceptent de se situer à gauche, à droite, ou au centre en juin 2010. En revanche, 32 % s'y refusent.**

Comparer dans la durée la façon dont les individus et les groupes se situent eux-mêmes sur la dimension droite-gauche suppose qu'on pose la question à l'identique dans les questionnaires successifs (cette exigence de constance de l'indicateur vaut au demeurant pour toute question, dès lors qu'on s'intéresse aux évolutions). De 1978 à 2002, l'indicateur utilisé dans les enquêtes dont nous disposons est l'indicateur spatial utilisé par la SOFRES depuis 1964. Il consiste, rappelons-le, à présenter à la personne interrogée une figure constituée par sept « godets » alignés horizontalement, bornés à gauche par un intitulé « gauche » et à droite par un intitulé « droite », et à lui demander de se situer dans l'un d'entre eux. Il implique que les entretiens aient lieu en face-à-face. Le passage de plus en plus fréquent à l'interrogation par téléphone conduit à recourir à un indicateur verbal. C'est le cas pour l'enquête PEF-CEVIPOF de 2007 et notre enquête de 2010. En outre, le constat d'une crise profonde du rapport à l'univers politique et l'hypothèse d'une crise des repères, qui en est le corollaire, nous ont incités, comme la majorité des chercheurs, à ajouter l'option *ni à gauche ni à droite* aux éventualités de réponse proposées aux personnes interrogées. Tenter de retracer l'évolution de l'autoposition entre 1978 et 2010 sans tenir compte de ce changement de l'instrument de mesure serait plus que risqué.

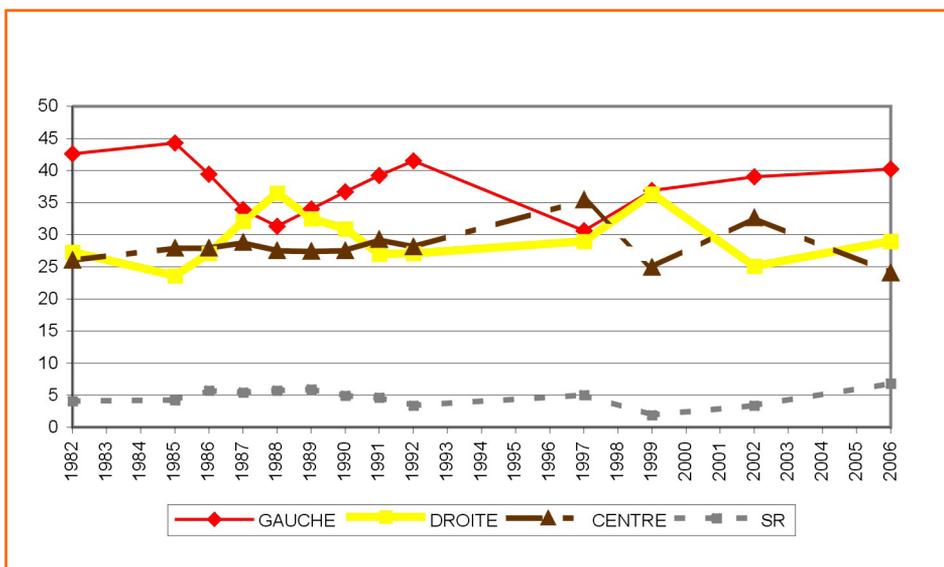
Nous avons donc préféré procéder en deux temps. Nous commencerons par un rappel des évolutions intervenues entre 1978 et 2002, période pour laquelle nous disposons de séries construites sur la base du même indicateur spatial<sup>26</sup>. Nous comparerons ensuite les résultats enregistrés en 2007 et 2010, à partir d'un même indicateur, verbal cette fois.

---

26. Pour une analyse des évolutions survenues entre la fin des années 1970 et le début des années 2000, cf. Guy Michelat, Michel Simon, *Les ouvriers et la politique*, *op. cit.*, p. 202-215. Voir également Guy Michelat, « À la recherche de la gauche et de la droite » dans CEVIPOF (Daniel Boy et Nonna Mayer dir.), *L'électeur français en questions*, Paris, Presses de Science Po, 1990, p. 71-103.

De 1978 à 2002 : quelles évolutions ?

Figure 16. Autoposition sur la dimension droite-gauche, de 1978 à 2002



Au cours de ces trois décennies, les bouleversements et renversements idéologiques et politiques ont été, on l’a vu, considérables. Ils s’accompagnent de forts mouvements à la hausse ou à la baisse des autopositions à gauche et à droite, et du rapport de force entre elles. En 1978, 43 % des personnes interrogées se situaient à gauche, 28 % à droite, 30 % se disaient au centre ou refusaient de répondre. L’image d’une France se positionnant massivement à gauche à la fin des années 1970 relève donc de l’illusion rétrospective<sup>27</sup>. En 2002, dans une conjoncture totalement différente, on retrouve des valeurs voisines. Gauches’ établit à 40 % (-2 points par rapport à 1978), droite à 31 % (+4 points), centre + sans réponse à 30 % (+1 point). Entre ces deux dates, l’avantage de gauche sur droite fléchit de 5 points. L’idée d’une « droitisation » entre la fin des années 1970 et le début des années 2000 n’est donc pas sans fondement. Mais ce n’est pas une évolution linéaire ni le bouleversement que l’on dit parfois. On a pu montrer que le choix de l’autoposition centre, outre le choix d’un réel centre politique, peut exprimer la réticence et /ou la difficulté subjective à se situer sur l’axe droite-gauche. Or la proportion de ceux qui fournissent cette réponse est la même en 2002 qu’en 1978. On ne peut donc pas parler d’une augmentation du refus de se situer à gauche ou à droite.

27. On rappellera qu’au premier tour de l’élection législative de 1978, le score de l’ensemble des formations de gauche est le plus élevé enregistré sous la V<sup>e</sup> République. Répétons à ce propos que se dire à gauche, au centre ou à droite, se déclarer proche de tel ou tel parti politique et *a fortiori* voter pour tel ou tel candidat ne sont nullement synonymes.

---

## *L'autoposition sur la dimension droite-gauche*

---

Toutefois, ce constat d'ensemble masque des évolutions très divergentes selon la classe sociale objective. En 1978, 30 points séparaient les 2 attributs ouvriers des 0 attribut pour l'autoposition « gauche ». Chez les 0 attribut ouvrier, *gauche* gagne + 4 points entre ces deux dates, *droite* reste stable, *centre + sans réponse* perd - 5 points. Même si elles témoignent d'un relatif mouvement à gauche chez les « non ouvriers » absolus, ces évolutions restent de faible ampleur. Il n'en va pas du tout de même chez ceux qui sont liés et/ou appartiennent au groupe ouvrier. Parmi les 1 attribut ouvrier, *gauche* régresse très sensiblement au profit de *droite* et de *centre + sans-réponse*. Chez les 2 attributs, les changements sont encore plus profonds. Le recul de *gauche* est sévère (-16 points). Il s'accompagne d'une translation relativement limitée, vers *droite* (+ 4 points). Il se traduit principalement par un basculement vers *centre + sans-réponse* (+ 12 points). Cette progression s'opère exclusivement aux dépens de *gauche*, naguère fortement identitaire. En 1978 plus on était ouvrier, plus on se montrait apte ou/et consentant à se dire soit de gauche, soit de droite<sup>28</sup>. Ce n'est plus vrai en 2002. Tout se passe comme si, chez les 1 et plus encore les 2 attributs ouvriers, une proportion élevée d'individus avait cessé de pouvoir ou vouloir s'identifier à un « bord de gauche » avec lequel le lien idéologique et affectif s'est rompu, sans pour autant refluer massivement vers un bord de droite à l'encontre de laquelle, dans ces catégories, les réticences sont loin d'avoir disparu. « L'effet de classe » n'a pas disparu, mais il s'est considérablement affaibli et il a en partie changé de nature. On est bien dans un autre monde.

Tableau 7. Autoposition sur la dimension droite-gauche selon les attributs ouvriers, en 1978

Attributs ouvriers	Autoposition			
	Gauche	Droite	Centre+SR	
0	33	32	35	(2472)
1	51	23	26	(1471)
2	63	17	20	(564)
Ensemble	42	27	30	(4503)

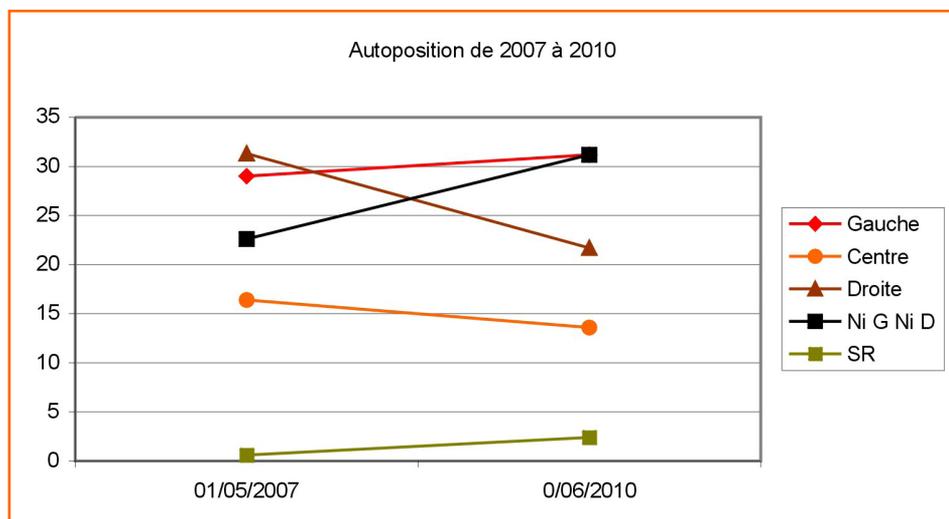
28. En 1966 (indicateur verbal), *gauche* augmentait de 28 % (0 attribut ouvrier) à 36 % (1 attribut) et à 58 % (2 attributs), *centre* diminuait dans le même ordre de 26 % à 23 % et à 15 %, *droite* de 24 % à 15 % et à 10 %, et *sans réponse* de 22 % à 26 % et à 17 %. Les « très ouvriers » se montraient donc les plus aptes (ou/et les plus déterminés) à se situer sur la dimension droite-gauche. La difficulté à opiner en matière politique n'est donc pas une propriété d'essence des catégories faiblement dotées en capital culturel, tel du moins que mesuré par le niveau de diplôme (Guy Michelat, Michel Simon, « Les sans réponse aux questions politiques : rôles imposés et compensation des handicaps », *L'Année Sociologique*, vol.32, 1982, p. 81- 114.

Tableau 8. Autoposition sur la dimension droite gauche selon les attributs ouvriers, en 2002

Attributs ouvriers	Autoposition			
	Gauche	Droite	Centre+SR	
0	37	32	30	(2112)
1	42	27	31	(1506)
2	47	21	32	(489)
Ensemble	40	31	31	(4107)

**De 2007 à 2010 : quasi-stabilité de l'autoposition à gauche, fléchissement de l'autoposition au centre, net recul de l'autoposition à droite, poussée de la réponse *ni à gauche ni à droite***

Figure 17. Autoposition sur la dimension droite-gauche, en 2007 et 2010



L'élection présidentielle de 2002 marquait une première rupture. Celle de 2007 en marque une seconde. En comparant les résultats de 2002 à ceux de 1978, nous avons relevé un fléchissement de l'autoposition à *gauche* et une progression de l'autoposition à

*droite*<sup>29</sup>. Mais, outre que ces mouvements restaient d'ampleur limitée, à *gauche* continuait de nettement l'emporter sur à *droite*. Ce n'est plus vrai en 2007. Pour la première fois depuis qu'on dispose de données, à *droite* dépasse à *gauche*, de très peu il est vrai. Sa poussée est donc peu niabile.

Nouveau renversement en 2010 (Figure 17). Par rapport à 2007, *gauche* reste stable, *centre* fléchit de -3 points, *droite* de -8, alors que *ni gauche ni droite* progresse de +12 points. La « désaffiliation » pénalise cette fois exclusivement *centre* et surtout *droite*, comme si c'était de ce côté qu'en juin 2010 perplexité et rejet se manifestaient avec le plus de force. Ceux qui se situent à gauche sont à nouveau plus nombreux que ceux qui se situent à droite. Mais c'est un succès par défaut.

L'évolution des pourcentages de *ni à gauche ni à droite* constitue en quelque sorte le solde de ces mouvements contraires. En décembre 2001, quatre mois avant le premier tour de l'élection présidentielle, 45 % des Français se déclaraient *ni à gauche, ni à droite*. En 2007, *ni à gauche ni à droite* tombe à seulement 23 %. Ce recul constitue un des indices d'une repolitisation et d'une mobilisation dont la droite politique, lors du scrutin présidentiel, est la bénéficiaire quasi exclusive<sup>30</sup>. Mouvement en sens inverse en 2010. *Ni à gauche ni à droite* remonte à 31 %. Score exceptionnellement élevé, indice du déclasserment définitif d'un mode de repérage tenu pour archaïque par nombre d'analystes ? Nos données ne permettent guère une conclusion aussi extrême. En 2010 encore, autour de deux Français sur trois persistent à se situer eux-mêmes sur la dimension droite-gauche.

Il convient donc d'être très vigilant quand on cherche à comprendre la signification de ces évolutions et à en évaluer la durabilité. La fréquence croissante et la brutalité des renversements de situation constituent un des traits les plus typiques de la période qui s'ouvre au début des années 1980. En tout cas, en juin 2010, peu après le second tour des élections régionales, on ne peut guère parler d'un pays en voie de droitisation. Cela ne préjuge en rien de ce qui pourrait se passer dans les urnes en 2012.

### Quid des catégories ouvrières et populaires ?

Tableau 9. Autoposition sur la dimension droite-gauche selon les attributs ouvriers, en 2007

Attributs ouvriers	Autoposition				
	GAUCHE	CENTRE	DROITE	Ni G Ni D*	
0	29	18	36	17	(1914)
1	32	17	26	25	(1571)
2	30	15	20	35	(521)
Ensemble	31	17	30	22	(4006)

29. Guy Michelat, « À la recherche de la gauche et de la droite », *op. cit.*

30. Le libellé de l'indicateur verbal utilisé en 2001 n'est pas rigoureusement identique à celui retenu pour 2007 et 2010. Les recoupements auxquels nous avons procédé laissent supposer que la proportion de *ni à gauche ni à droite* est surestimée dans l'enquête de 2001.

Tableau 10. Autoposition sur la dimension droite-gauche selon les attributs ouvriers, en 2010

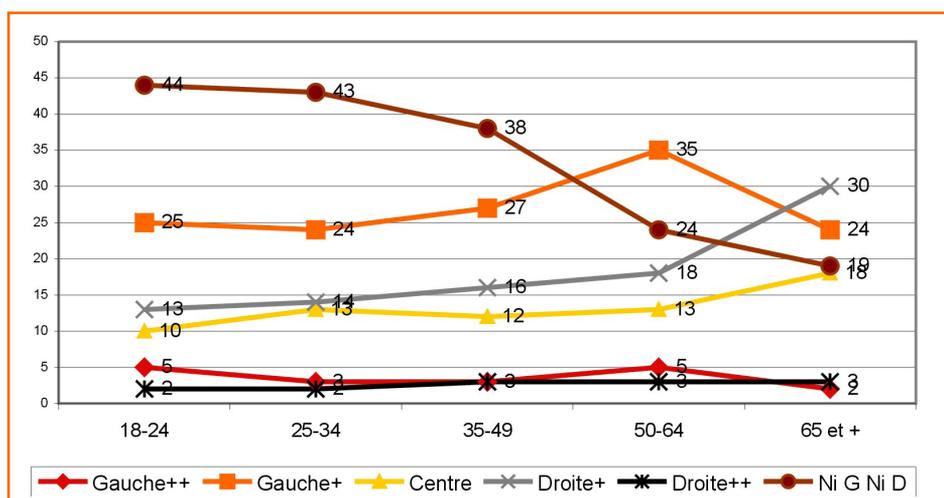
Attributs Ouvriers	Autoposition				
	GAUCHE	CENTRE	DROITE	Ni G Ni D*	
0	33	14	22	31	(932)
1	27	14	22	37	(460)
2	36	5	14	45	(112)
Ensemble	31	14	22	34	(1504)

En 2007 (Tableau 9), on retrouve en gros les grandes tendances relevées en 2002. La réponse *gauche* ne dépend pratiquement plus du nombre d'attributs ouvriers. Cet effacement d'une propension spécifique du groupe ouvrier, et des catégories qui lui sont les plus proches, à se déclarer et se sentir « de gauche » marque évidemment une rupture majeure par rapport aux décennies 1960-1980. En revanche, plus on est ouvrier, moins on se dit *au centre* et surtout *à droite*, et plus on se dit *ni à gauche ni à droite*. Ainsi, en 2007, *droite* l'emporte nettement chez les 0 attribut ouvrier. Mais *gauche* reste en tête chez les 1 et surtout les 2 attributs. Les catégories populaires et ouvrières ne sont donc pas devenues majoritairement *à droite*. La désaffiliation dont témoigne leur niveau élevé de *ni gauche ni droite* exprime essentiellement chez elles une désaffiliation à gauche. Nous faisons déjà ce constat dès 1993.

En 2010, (Tableau 10) les évolutions par rapport à 2007 sont d'ampleur comparable, quelle que soit la classe objective: progression de *gauche*, recul de *centre* et surtout de *droite* (particulièrement sévère chez les 0 attribut ouvrier), poussée très sensible de *ni à gauche ni à droite*. De tels basculements ne sont nullement le monopole du groupe ouvrier et des catégories qui lui sont les plus proches.

*Et les jeunes ?*

Figure 18. Autoposition selon les tranches d'âge, en 2010



Sur certaines dimensions, il existe entre les diverses classes d'âge des différences parfois profondes, comme nous l'avons déjà noté. C'est spectaculairement le cas pour l'autoposition sur l'axe droite-gauche (Figure 18). Plus on est jeune, plus on se dit *ni à gauche ni à droite* (65 ans et plus : 19 % ; 18-24 ans : 44 %, soit 25 points d'écart)<sup>31</sup>. Dans les tranches d'âge jeunes, on est bien en présence d'une crise sévère d'un repère auquel recourent quasi naturellement 80 % des « seniors ». La très grande proximité des 18-24 ans et des 25-34 ans, tout comme la régularité de la courbe, montrent qu'il ne s'agit pas d'un effet de « la jeunesse », conçue comme une étape dans le processus des apprentissages sociaux, mais bien d'un changement culturel dont il faut tenter de comprendre la signification. Rappelons qu'en 1978, plus on était à la fois jeune et ouvrier, plus on se situait à gauche, moins on se situait à droite et moins on manifestait son embarras ou son refus en se disant *au centre* ou en ne répondant pas. La différence entre la situation d'alors et celle d'aujourd'hui est tout à fait saisissante. Cela veut dire aussi que ni les catégories populaires et ouvrières, ni « la jeunesse » ne sont vouées par essence à une moindre capacité à opiner en matière idéologique et politique.

C'est essentiellement au détriment de l'autoposition « droite » que s'opère cette désaffiliation. Plus on est jeune, en effet, plus on répugne à se situer au centre et surtout à droite (*à droite + très à droite* tombe de 33 % chez les 65 ans et plus, à 15 % chez les 18-24 ans). Mais on ne se situe pas davantage à gauche. La proportion de *gauche + très à gauche* s'établit à 30 % chez les 18-24 ans ; elle varie peu quand on passe aux générations plus âgées, exception faite des 50-64 ans, où elle atteint son niveau maximum. On aboutit à des constats similaires si on regroupe les tranches d'âge en trois ensembles : 18-39 ans, 40-58 ans, 59 ans et plus. Cet effet d'âge est pratiquement identique, quel que soit le nombre d'attributs ouvriers. Refus croissant de se positionner à droite à mesure qu'on est plus jeune, répugnance à se positionner, pour autant, à gauche, choix de plus en plus fréquent de *ni à gauche ni à droite* : on est bien en présence d'un mouvement de fond qui affecte tous les groupes sociaux, tels que définis par notre indicateur de la classe sociale objective. Nous retrouvons, avec les jeunes générations, beaucoup des phénomènes d'allergie sélective observés dans les catégories populaires et ouvrières.

### **L'autoposition sur la dimension droite-gauche : quel rapport avec les attitudes politico-idéologiques ?**

#### *Une signification devenue faible ou nulle ?*

Dans les années 1960 déjà, nombre d'observateurs considéraient que l'autoposition sur la dimension droite-gauche avait perdu beaucoup de sa signification idéologique et politique pour se réduire de plus en plus à une survivance plus ou moins routinière d'identifications

31. Traduire de tels constats en disant que « les jeunes refusent de se situer à gauche ou à droite » constitue une dangereuse extrapolation. Ce que disent nos résultats, c'est qu'en termes de probabilités, les plus jeunes, en 2010, se situent beaucoup moins souvent sur la dimension droite-gauche que les plus âgés. Il n'en est pas moins vrai que 56 % des 18-24 ans acceptent néanmoins de le faire, et 44 % en revanche le refusent.

héritées du passé. Sur la base de leur enquête de 1962, Guy Michelat et Jean-Pierre Thomas ont montré qu'il n'en est rien<sup>32</sup>. À cette date, se dire de gauche ou de droite est significatif de fortes oppositions en matière de nationalisme colonial (guerre d'Algérie notamment), de l'ordre et de l'autorité en matière politique, du rigorisme moral associé au traditionalisme religieux, de la conviction que les rôles sociaux et leur hiérarchie sont fondés sur des inégalités biologiques, voire raciales, ou encore de l'attachement au capitalisme et à la propriété privée des moyens de production (exemple : les nationalisations). Certes, cette enquête avait été réalisée auprès d'un nombre limité d'étudiants, population qu'on pouvait estimer particulièrement politisée dans les conditions d'affrontement qui prévalaient alors. Notre enquête de 1966 portait sur un échantillon représentatif de la population française. Elle nous a pourtant conduits à une conclusion analogue, à partir d'un questionnement et de techniques d'analyse largement différents<sup>33</sup>. On pouvait enfin penser que cette relation entre autoproposition et dynamiques idéologiques s'était fortement dégradée au cours des décennies 1970 et surtout 1980. En fait, en 1988 encore, la façon de se situer sur l'axe droite-gauche reste très dépendante des attitudes en matière socio-économique et éthico-culturelle<sup>34</sup>.

Ce qui n'était pas avéré hier peut l'être aujourd'hui, compte tenu des bouleversements de tous ordres dont on cherche à donner un aperçu dans ce travail. Cette hypothèse se présente sous la forme de deux affirmations. En premier lieu, se dire à gauche, au centre ou à droite ne serait plus que faiblement associé aux dynamiques idéologiques analysées au cours de ce travail. En second lieu, quand cette association demeure, l'autoproposition sur la dimension droite-gauche dépendrait désormais essentiellement de la dimension éthique et culturelle des attitudes (autoritarisme et fermeture à l'autre *versus* tolérance et acceptation de la différence). En revanche, les antiques oppositions en matière sociale et économique (antilibéralisme, voire anticapitalisme *versus* ralliement à « l'économie de marché ») ne conserveraient qu'une incidence très affaiblie, sinon résiduelle. Dans les deux cas, l'opposition gauche-droite, telle qu'elle a pu structurer notre histoire politique, appartiendrait au passé. Tentons d'éprouver empiriquement le degré de validité de ces deux affirmations.

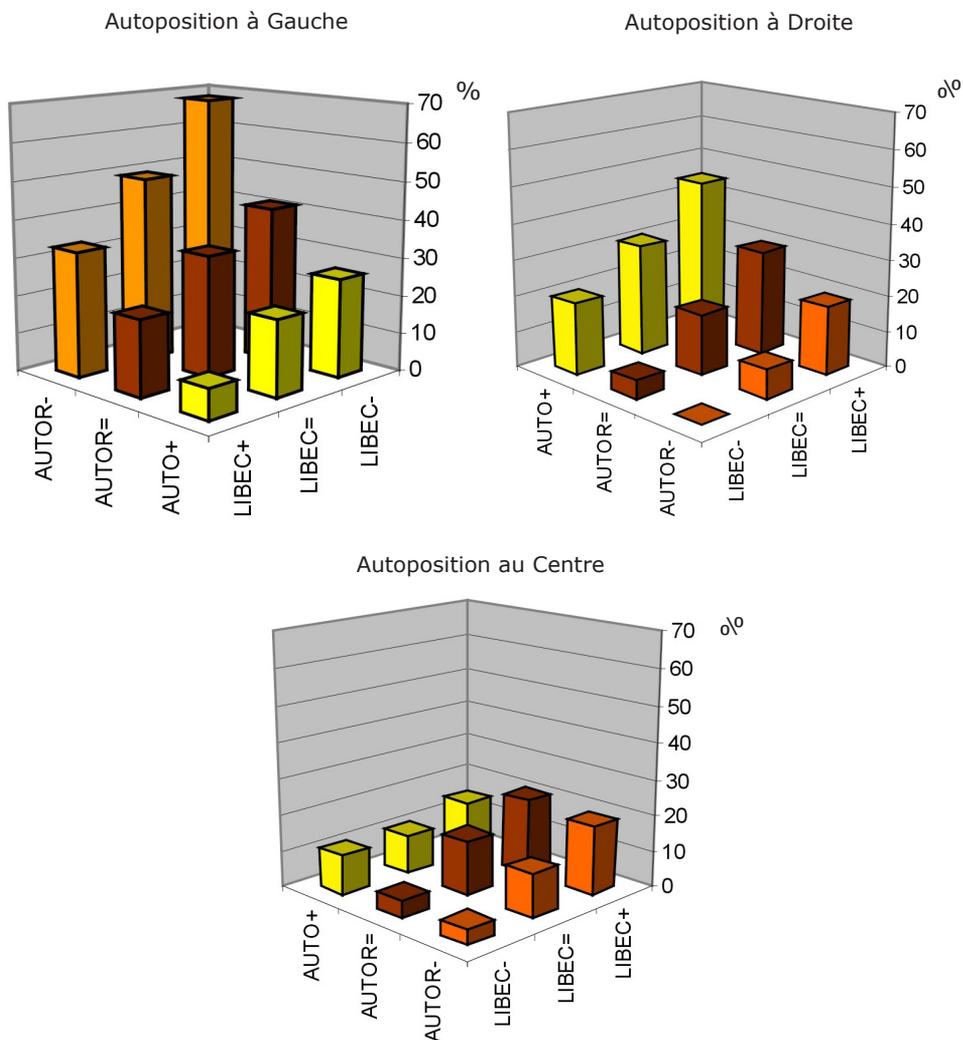
32. *Dimensions du nationalisme*, Paris, Armand Colin, (Cahiers FNSP 43), 1966.

33. Guy Michelat, Michel Simon, *Classe, religion...*, *op. cit.*

34. Guy Michelat, « À la recherche de la gauche et de la droite », dans CEVIPOF (Daniel Boy, Nonna Mayer, dir.), *L'électeur français en questions*, Presses de Sciences Po, 1990, p. 71-102.

## *L'autoposition sur la dimension droite-gauche*

Figure 19. Autoposition sur la dimension droite-gauche selon, à la fois, le xéno-autoritarisme (AUTOR) et le libéralisme économique (LIBEC)



Autoposition à gauche : la pile au fond du graphique indique que 68% de ceux qui sont à la fois peu xéno-autoritaires et peu libéraux économiques (AUTOR-LIBEC-) se situent à gauche, alors que ce n'est le cas que de 8% de ceux qui sont à la fois très xéno-autoritaires et très libéraux économiques (AUTOR+LIBEC+).

Autoposition à droite : la pile au fond du graphique indique que 45% de ceux qui sont à la fois très xéno-autoritaires et très libéraux économiques (AUTOR+LIBEC+) se situent au contraire à droite, alors que ce n'est le cas que de 0% de ceux qui sont à la fois peu xéno-autoritaires et peu libéraux économiques (AUTOR-LIBEC-).

*En réalité, en 2010 encore, on se situe d'autant plus à gauche qu'on est plus réfractaire à l'idéologie libérale et moins réceptif aux thèmes autoritaires et xénophobes; on se situe d'autant plus à droite dans le cas contraire (Figure 19).*

Soit d'abord l'autoposition à gauche. Elle est d'autant plus fréquente qu'on refuse plus nettement l'autoritarisme et la xénophobie, quelles que soient les attitudes en matière socio-économique. Ainsi, parmi les plus antilibéraux (LIBEC-), à gauche augmente de 26 % parmi les plus acquis aux idées xénophobes et autoritaires à 68 % chez ceux qui leur sont les plus réfractaires. Mais à gauche est également d'autant plus fréquent qu'on est plus hostile au libéralisme économique, quelles que soient les attitudes en matière de xénophobie et d'autoritarisme. Rejet du libéralisme économique et du xéno-autoritarisme cumulent leurs effets : à gauche s'établit à 8 % seulement quand on est le plus acquis à fois aux idées xénophobes et autoritaires et à l'idéologie libérale (AUTO +/LIBEC +), pour bondir à 68 % chez ceux qui leur opposent le refus le plus catégorique (AUTO-/LIBEC-). Soixante points d'écart...

Devant des variations d'une telle ampleur, il semble difficile de soutenir que se dire à gauche, au centre ou à droite n'a plus qu'un rapport très lâche avec les ensembles de représentations, de sentiments et d'attitudes, à forte charge idéologique, en fonction desquels les individus interprètent leur expérience et organisent leurs conduites, notamment en matière politique. On ne peut davantage conclure à l'obsolescence de la dimension socio-économique dans la détermination d'une orientation politico-idéologique à gauche. Ainsi, l'autoposition à gauche augmente de 33 % quand on très antiautoritaire, mais très libéral au plan socio-économique (« libéraux libertaires ») à 68 % quand on est très antiautoritaire mais, en plus, très hostile au libéralisme économique, voire au capitalisme (tenants d'une gauche dite « traditionnelle », sinon « archaïque »). Les effets de ces deux variables idéologiques sur les variations de gauche sont d'ampleur comparable. Ce n'est donc pas, si l'on peut dire, l'un ou l'autre, mais l'un et l'autre. La dimension socio-économique demeure un facteur essentiel d'une identification à gauche. Mais on vérifie aussi l'importance acquise par le « libéralisme culturel » dans la détermination d'une orientation politico-idéologique de gauche. N'oublions pas la progression, confirmée par nos résultats, des aspirations à la liberté d'être soi et à une société plus ouverte à la différence et plus permissive, notamment dans les jeunes générations, nonobstant la diffusion que conservent les orientations contraires.

Symétriquement, l'autoposition à droite est d'autant plus fréquente qu'on est davantage xénophobe-autoritaire et acquis au libéralisme économique. L'effet de ces deux dimensions idéologiques sur la probabilité de se situer à droite est d'ampleur quasi identique. L'idée parfois avancée selon laquelle « être de droite » dépend essentiellement de l'autoritarisme et de l'ethnocentrisme n'est donc pas vérifiée. Une analyse de régression logistique le confirme<sup>35</sup>. Pour la « quantité d'explication » de l'autoposition apportée par chaque

35. Pour plus de précisions sur cette procédure de calcul, cf. Annexe 3.

variable, la pratique religieuse vient en tête, suivie, à égalité, par le xéno-autoritarisme et le libéralisme économique. De ce fait, là où *gauche* atteint son niveau maximum (antilibéraux anti-autoritaires, AUTO-/LIBEC-), *droite* est quasiment inexistante. Là où *gauche* est au plus bas (libéraux autoritaires, AUTO +/LIBEC +), *droite* atteint son score le plus élevé (45 %). Le complexe conservateur unissant, d'une part, la volonté d'ordre et la méfiance vis-à-vis de l'étranger et, d'autre part, l'attachement au libéralisme économique, voire au capitalisme, a la vie dure, nonobstant l'évolution de ses contenus, sinon de ses cibles. Il en va de même pour son antagoniste de gauche.

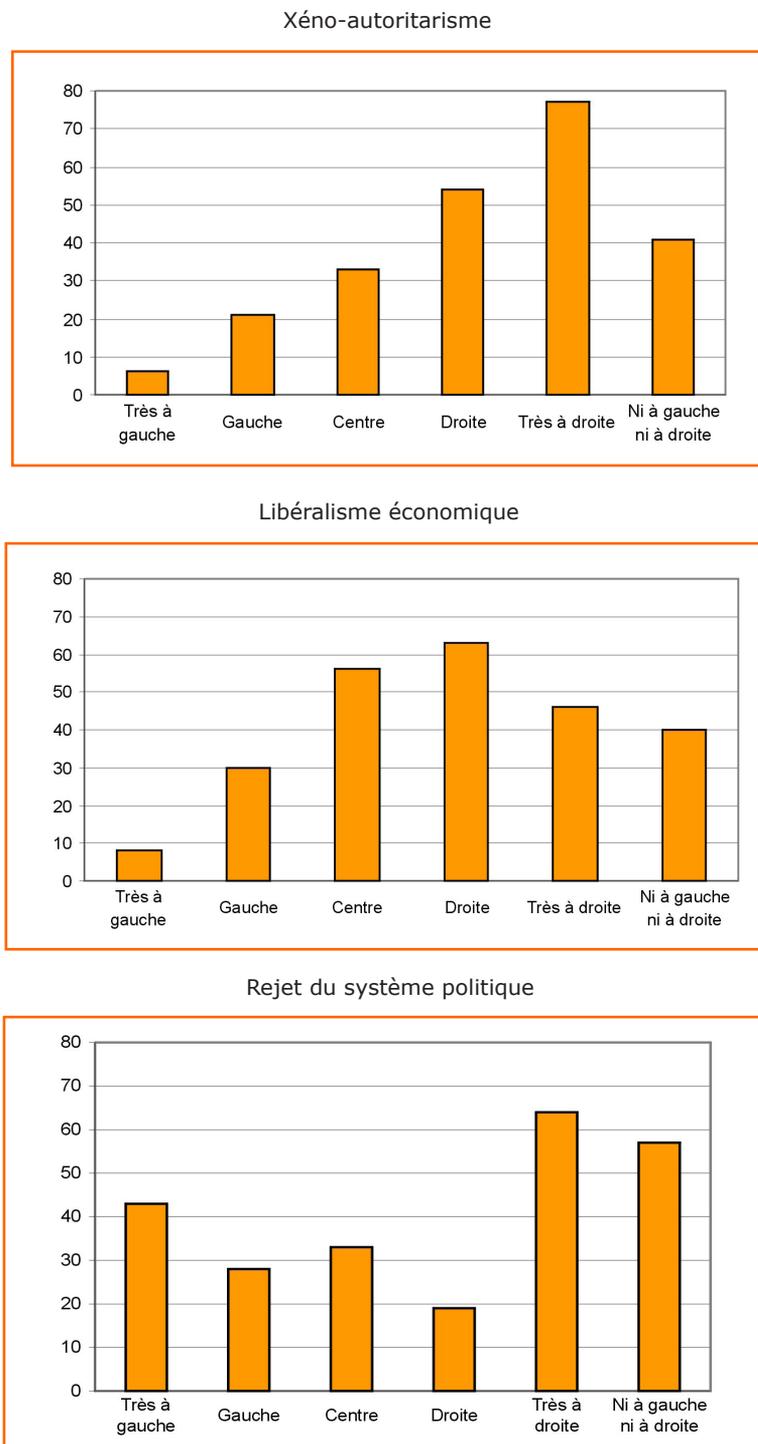
Comparée à *gauche* et *droite*, l'autoposition *centre* présente un cas de figure spécifique. En premier lieu, ses variations en fonction de nos deux variables idéologiques sont sensiblement plus faibles (moindre idéologisation?). En second lieu, à l'inverse de *gauche*, *centre* tend à augmenter avec le degré de libéralisme économique, ce qui le rapproche de *droite*, mais avec des écarts en pourcentages beaucoup plus limités. Enfin, l'incidence sur ses variations du complexe xéno-autoritaire est sensiblement plus faible et ne va pas toujours dans le même sens. Le choix de *ni à gauche ni à droite* n'est que faiblement expliqué par nos deux variables.

*De quelles attitudes politico-idéologiques se dire à gauche, au centre ou à droite sont-ils le signe ?*

Après avoir analysé comment les attitudes des individus influent sur la façon dont ils se situent eux-mêmes sur la dimension droite-gauche, demandons-nous, dans l'autre sens, ce que veut dire, en termes d'attitudes, le fait de s'identifier comme *très à gauche*, *à gauche*, *au centre*, *à droite* ou *très à droite*? Cela revient à examiner comment le xéno-autoritarisme, le libéralisme économique et le rejet du système politique <sup>36</sup> varient en fonction de l'autoposition sur la dimension droite-gauche (Figure 20). Loin de s'opposer, ces deux façons d'interroger les mêmes données se complètent. On peut ainsi vérifier si, et dans quelle mesure, à l'ordre sur l'axe du positionnement gauche-droite correspond bien un ordre du contenu et de l'intensité des attitudes réputées « de gauche » ou « de droite ». Limitons-nous à quatre remarques.

36. Pour le contenu des échelles, cf. Annexe 2.

Figure 20. Xéno-autoritarisme, libéralisme économique et rejet du système politique selon l'autoposition sur la dimension droite-gauche



1. La proportion de « xéno-autoritaires » varie considérablement selon l'autoposition sur la dimension droite-gauche. Plus on se situe à droite, plus elle est élevée. Elle est minimale pour *très à gauche*, plus élevée pour *gauche* (« modérés de gauche »), plus encore pour *au centre* et *a fortiori* pour *à droite* (« modérés de droite »), maximale enfin pour *très à droite*. Un gouffre sépare sous ce rapport les plus radicalement de droite des plus radicalement de gauche, ce qui n'autorise guère à tracer un signe d'égalité entre les « extrémistes » des deux bords. Quant aux *ni à gauche ni à droite*, ils se situent entre *centre* et *droite*. Pour l'essentiel, il existe une relation quasi parfaite entre l'ordre des positionnements sur la dimension droite-gauche et l'ordre des variations des attitudes en matière d'ethnocentrisme et d'autoritarisme.

2. Ce n'est plus aussi vrai quand on passe à la dimension socio-économique. Certes, les variations du libéralisme économique en fonction de l'autoposition restent très sensibles. C'est quand on se situe *très à gauche* qu'on se montre le plus réfractaire à la thématique libérale. On lui est plus réceptif quand on se dit *à gauche*, mais beaucoup plus si on se dit *au centre* (56 %) et, plus nettement encore, *à droite* (63 %). Sur cette dimension socio-économique, il existe un quasi-consensus entre *au centre* et *à droite* (7 points seulement les séparent).

3. En revanche, ceux qui se situent *très à droite* sont nettement plus favorables au libéralisme économique que ceux qui se situent *à gauche* et (*a fortiori*) *très à gauche*. Mais ils le sont moins que ceux qui se situent *au centre* et plus encore que ceux qui se situent *à droite*. Massivement ethnocentriques et autoritaires ils sont très partagés s'agissant du libéralisme économique (46 % seulement lui sont favorables). C'est bien l'autoritarisme et la xénophobie, associés à l'exigence d'ordre et d'autorité, qui cimentent cette sensibilité politico-idéologique. Quant aux *ni gauche ni droite*, ils se situent entre *gauche* et *centre*. Autrement dit, ils penchent plutôt vers le « bord de gauche » en matière socio-économique et plutôt vers le « bord de droite » quand il est question des problèmes d'ordre, de sécurité et d'immigration.

4. Avec le rejet du système politique, on se trouve devant une configuration très différente des deux précédentes. Rangeons les groupes d'autoposition par ordre de rejet croissant. Il est minimum pour *droite* (19 %), suivi de *gauche* (28 %) de *centre* (33 %), puis de *très à gauche* (43 %), de *ni à gauche ni à droite* (57 %) et enfin de *très à droite* (64 %).

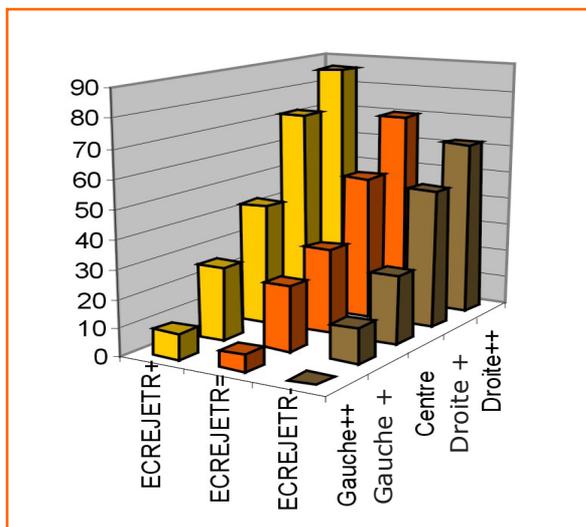
Résumons. En matière de rejet du système politique (souvent identifié à un rejet des « élites » en général), on a pu être tenté de parler d'une convergence des extrêmes. De fait, ce rejet est massif pour *très à droite*, et élevé pour *très à gauche*. Mais les identifier reviendrait à ne pas tenir compte des configurations idéologiques à l'intérieur desquelles il prend sens. Les *très à gauche* sont, de tous les groupes d'autoposition, les plus hostiles au libéralisme économique, à un ethnocentrisme à connotations racistes et aux propensions autoritaires et répressives. À l'inverse, les *très à droite* sont les champions du xéno-autoritarisme sans être, loin s'en faut, ceux de l'hostilité au libéralisme. Il faut se méfier des amalgames.

*Rejet de gauche, rejet de droite : la notion de populisme revisitée*

Pour pousser plus avant la démonstration, demandons-nous pour terminer si, quant au fond, ethno-autoritarisme et refus du système politique ne sont pas deux expressions d'un même syndrome de rejet qui prospérerait aux deux extrêmes du champ politique. Entre « populisme de gauche » et « populisme de droite », les ressemblances l'emporteraient sur les différences, ce qui expliquerait qu'on puisse aisément passer de l'un à l'autre (et essentiellement du premier au second).

Nous ne prétendons pas discuter en quelques lignes une thèse dont la solidité des fondements empiriques n'est pas à notre connaissance avérée. Demandons-nous seulement comment varie un haut degré de xénophobie et d'autoritarisme en fonction à la fois du *rejet du système politique* et de l'autoposition sur la dimension droite-gauche.

Figure 21. Autoritarisme/xénophobie (ECAUTOR +) selon le degré de rejet du système politique (ECREJETR) et l'autoposition sur la dimension droite-gauche



*La pile au fond du graphique indique que 86% de ceux qui se situent très à droite (Droite++) et, en même temps, rejettent le système politique (ECREJETR+) sont très xéno-autoritaires, alors que ce n'est le cas que de 0% de ceux qui se situent très à gauche (Gauche++) et, en même temps, ne rejettent pas le système politique (ECREJETR-).*

Quelle que soit l'autoposition sur la dimension droite-gauche, le xéno-autoritarisme est d'autant plus fréquent qu'on rejette davantage le système politique (Figure 21). L'hypothèse d'un fondement commun à ces deux formes de rejet n'est donc pas sans fondement. Mais

quelle que soit l'intensité du rejet du système politique, plus on se situe à droite, plus on a de chances d'être xénophobe et autoritaire. L'effet de la façon de se situer sur la dimension droite-gauche est de loin le plus déterminant. Un seul exemple : parmi ceux qui rejettent le plus catégoriquement le système politique (ECREJETR +), les pourcentages de xéno-autoritaires augmentent de 9 % pour *très à gauche* à 26 % pour *gauche*, 43 % pour *centre*, 72 % pour *droite* et 86 % pour *extrême droite*. Même si certains effectifs sont faibles, il est très peu probable que de telles régularités soient le fruit du hasard. Rejet de gauche et rejet de droite, ce n'est vraiment pas la même chose.

Au total, l'autoposition sur la dimension droite-gauche reste en 2010 un moyen de repérage essentiel pour deux tiers des Français. Elle demeure associée à des systèmes de représentations, de valeurs, de convictions et d'implications affectives dont nous allons vérifier une nouvelle fois le rôle déterminant dans la structuration des opinions et des conduites. Elle constitue toujours un instrument privilégié pour qui tente d'analyser les relations entre dynamiques idéologiques et positionnement dans le champ politico-idéologique. Même si la crise générale des repères ne l'épargne pas, sa pertinence est loin d'avoir disparu.



---

# CHAPITRE V

---

## À QUI SE FIER POUR GOUVERNER ? À LA GAUCHE, À LA DROITE OU NI À LA GAUCHE, NI À LA DROITE ?

---

### **Ni à la gauche, ni à la droite : une poussée spectaculaire en 2010**

#### *Les principales évolutions entre 1997 et 2010*

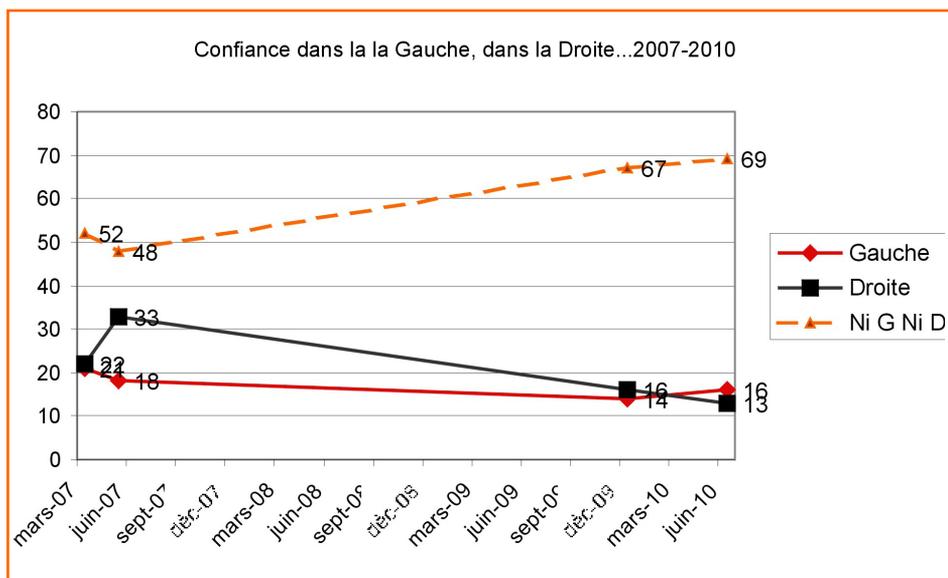
Par comparaison avec les décennies antérieures, nous avons constaté, en juin 2010, une plus grande réticence des personnes interrogées à se situer sur la dimension droite-gauche. Cette réticence atteint un niveau particulièrement critique dans des fractions importantes et politiquement sensibles de la population (catégories populaires et ouvrières, 18-35 ans). Mais au total, invités à dire comment ils se caractérisent eux-mêmes personnellement, deux Français sur trois continuent de répondre *à gauche, au centre ou à droite* et, en termes de probabilités, de manifester des dispositions idéologiques cohérentes avec cette façon de se situer.

Il n'en va plus du tout de même quand la question porte sur la confiance que l'on peut porter à la gauche ou à la droite politiques (partis, responsables, etc.) pour gouverner le pays (Figure 22). En mai 1997, juste après l'élection législative qui voit le retour de la gauche au pouvoir, 46 % des Français ne font néanmoins confiance ni à elle, ni à la droite pour gouverner le pays. Ils sont 57 % en mars 2007, 48 % « seulement » en mai 2007 (élection présidentielle marquée par un taux de mobilisation exceptionnel), mais 71 % en juin 2010 (+ 23 points en trois ans, du rarement vu)<sup>37</sup>.

37. Les « sans réponse » (2 %) ne figurent pas dans cette Figure. Nous les ajoutons généralement aux *ni dans la gauche, ni dans la droite*.

Figure 22. Concernant les prochaines années, laquelle des trois phrases suivantes se rapproche le plus de votre opinion ?

- J'ai confiance dans la gauche pour gouverner le pays
- J'ai confiance dans la droite pour gouverner le pays
- Je n'ai confiance ni dans la droite ni dans la gauche pour gouverner le pays



Une poussée aussi vertigineuse confirme la brutale aggravation d'une crise du système politique qui se joue pour ainsi dire à deux niveaux. D'une part, celui d'un brouillage avéré – mais somme toute limité – des repères idéologiques dont la façon de se situer sur la dimension droite-gauche constitue le résultat et l'indice. Mais d'autre part (et surtout), celui d'une crise spécifique qui affecte la confiance portée par la population à la gauche et à la droite en tant que forces politiques candidates à la direction du pays. Pour en comprendre la signification politique, il faut se demander qui, de la gauche ou de la droite, constitue, dans une conjoncture donnée, la cible victime principale, sinon unique de cette « motion de défiance ».

Soit d'abord la séquence 1997-2007. En mai 1997, au moment où le gouvernement Jospin est censé bénéficier d'un « état de grâce », 28 % seulement de l'ensemble de la population dit faire confiance à la gauche pour gouverner, contre 26 % à la droite. Ce n'est donc pas l'enthousiasme, mais le scepticisme qui domine.

Vingt ans plus tard, en mai 2007, la gauche tombe à 18 % de confiance (-8 points). Avec 33 %, la droite en gagne sept. *Ni dans la gauche ni dans la droite* demeure pratiquement stable. Il y a bien eu en 2007 un fort « transfert de confiance » au détriment de la gauche et au profit de la droite. Nous avons relevé plus haut un phénomène analogue à propos de l'autoposition sur la dimension droite-gauche. La victoire de Nicolas Sarkozy n'a pas seulement tenu à sa personne ni à son style de campagne. Elle a correspondu à un mouvement de fond dont nous évoquerons dans le chapitre suivant les composantes idéologiques et politiques.

Brutal renversement en juin 2010. Les gains réalisés par la droite sont plus qu'effacés. La confiance accordée par les Français à la gauche fléchit encore, mais reste proche de son niveau de 2007 (16 %, -2 points). En revanche, celle accordée à la droite s'effondre de 33 % à 13 % (-20 points). La très forte poussée de *ni à la gauche ni à la droite* (+23 points) s'explique donc pour l'essentiel par la perte de confiance dans la droite politique. On mesure par là l'ampleur du « désamour » éprouvé par ceux qui, trois ans plus tôt, avaient choisi de lui faire crédit. Évolution d'autant plus significative que, depuis au moins les années 1960, l'aptitude à *gouverner le pays* constitue dans l'opinion le point fort des partis de droite, comparativement à leurs compétiteurs de gauche<sup>38</sup>.

La progression impressionnante d'une défiance généralisée entre 2007 et 2010 tient donc à un recul massif de la confiance placée dans une droite qui, depuis 2002, réunit entre ses mains tous les leviers du pouvoir. Mais elle tient tout autant à l'incapacité de la gauche à susciter en sa faveur ne serait-ce que l'esquisse d'un mouvement en sens contraire. *Confiance dans la gauche* repasse de peu devant *confiance dans la droite*. Mais, comme nous le disions plus haut à propos de l'autoposition, c'est un succès par défaut. Nous sommes bien, en juin 2010, en présence d'une crise majeure de la confiance portée au fonctionnement du système politique (Chapitre III) et, plus particulièrement, aux deux principaux « camps » qui s'y affrontent historiquement. Les renversements brutaux dont nous venons de faire état en constituent un indice supplémentaire.

*Cette poussée affecte tous les groupes sociaux. Elle est particulièrement vive dans les catégories populaires et ouvrières et dans les tranches d'âge jeunes.*

Ces évolutions constatées au niveau de l'ensemble de la population sont le solde de changements qui peuvent affecter de façon différente les diverses catégories sociales et les diverses tranches d'âge qui la composent. Soit d'abord la place dans le système des classes et des stratifications sociales, telle que mesurée par notre indicateur de classe. En 1997, *ni à la gauche ni à la droite* dépend peu de la classe sociale objective (Tableau 11). En revanche, quand on dit faire confiance à l'un ou l'autre « camp », plus on est ouvrier, plus on désigne la gauche et moins on désigne la droite. Même atténué par rapport aux périodes antérieures, cet « effet de classe » reste sensible en 1997.

---

38. Cf. entre autres Monique Fichelet, Raymond Fichelet, Guy Michelat, Michel Simon, « Les Français, la politique et le Parti communiste », *Cahiers du communisme*, décembre 1967 et janvier 1968.

---

## Chapitre V

---

Tableau 11. LABO97. Confiance dans la gauche, la droite selon les attributs ouvriers, en 1997

Confiance	Attributs ouvriers			Ensemble
	0	1	2	
Dans la gauche	24	32	37	28
Dans la Droite	31	21	15	26
Ni dans la Droite ni dans la Gauche (+SR)	45	47	48	46
	(1615)	(1011)	(384)	(3010)

Tableau 12. Confiance dans la gauche, la droite selon les attributs ouvriers, en 2007

Confiance	Attributs ouvriers			Ensemble
	0	1	2	
Dans la gauche	18	18	18	18
Dans la Droite	40	29	23	33
Ni dans la Droite ni dans la Gauche (+SR)	42	52	59	48
	(1914)	(1571)	(521)	(4006)

Panorama très différent en 2007 (Tableau 12). La confiance dans la gauche recule dans tous les «groupes d'attributs». Sa chute est d'autant plus sévère qu'on est davantage lié au groupe ouvrier (- 6 points pour 0 attribut, - 14 points pour 1 attribut, - 19 points pour 2 attributs). De la sorte, en 2007, «l'effet de classe» qui portait les catégories populaires et surtout ouvrières à faire confiance à la gauche politique plutôt qu'à la droite a totalement disparu. La droite gagne en revanche autour de huit points de confiance quel que soit le degré d'appartenance aux catégories populaires et ouvrières. La répugnance traditionnelle de ces catégories à se fier à la droite politique s'est donc fortement érodée. Elle n'a pas pour autant disparu. La confiance dans la droite décroît en effet de 40 % chez les 0 attribut ouvrier à 29 % chez les 1 attribut et 23 % chez les 2 attributs. Perte de confiance dans la gauche et méfiance persistante envers la droite cumulant leurs effets, plus on est ouvrier, plus on refuse sa confiance aussi bien à la gauche qu'à la droite en 2007.

Tableau 13. Confiance dans la gauche, la droite selon les attributs ouvriers, en 2010

Confiance	Attributs ouvriers			Ensemble
	0	1	2	
Dans la gauche	18	13	15	16
Dans la Droite	13	13	7	13
Ni dans la Droite ni dans la Gauche (+SR)	69	73	78	71
	(932)	(460)	(112)	(1504)

Qu'en est-il en 2010 (Tableau 13)? La confiance placée dans la droite s'effondre dans tous les groupes sociaux, mais plus particulièrement chez les 0 attribut ouvrier, les plus portés en 2007 à se fier à elle pour gouverner le pays. Loin de profiter des déboires de sa rivale, la gauche voit son crédit rester stable chez les « non ouvriers absolus » (0 attribut), mais fléchir encore chez les 1 et les 2 attributs. De la sorte, la « défiance tous azimuts » marque une progression spectaculaire par rapport à 2007, quelle que soit la classe sociale objective. Elle reste d'autant plus répandue qu'augmente le degré d'appartenance aux catégories populaires et ouvrières (*ni à la gauche ni à la droite*/0 attribut: 69 %, 1 attribut: 71 %, 2 attributs: 75 %). Mais l'ampleur de la perte de crédit que la droite politique subit chez les « non ouvriers absolus » a entraîné la réduction de l'écart entre eux et les « très ouvriers ». Les catégories ouvrières et populaires sont les plus portées à cette « défiance tous azimuts ». Elles n'en ont pas, très loin s'en faut, le monopole.

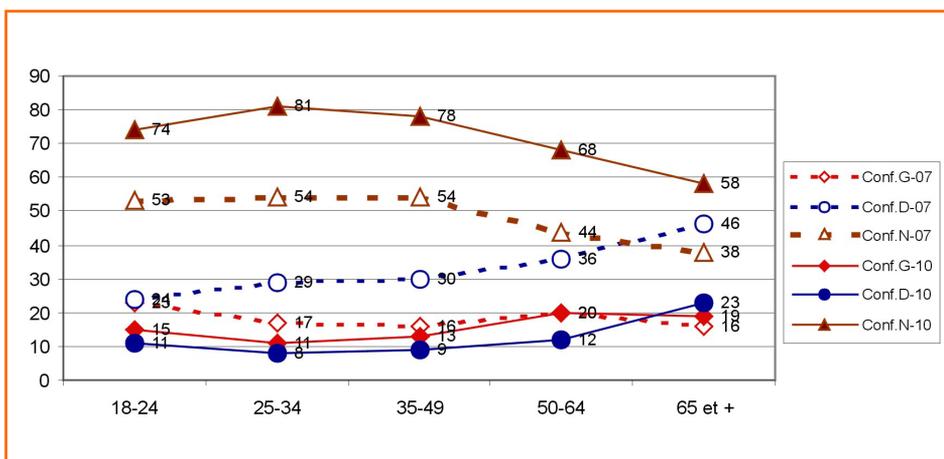
Même conclusion enfin, si on compare la situation de juin 2010 à celle de mai 1997. C'est chez « les plus ouvriers » que la confiance dans la gauche a le plus reculé. C'est chez les « non ouvriers absolus » que la perte de confiance dans la droite a été la plus considérable. Comme si, en treize ans, l'un et l'autre camp avaient subi le maximum de « désamour » dans les catégories qui lui étaient historiquement les plus favorables.

Ce qui ressort en définitive de nos résultats, ce n'est pas seulement l'acuité sans précédent, au moins sous la V<sup>e</sup> République, d'une crise de confiance qui, en 2010, affecte aussi bien la droite que la gauche politiques. C'est aussi son caractère interclassiste. Ce dernier constat rejoint nombre d'observations faites au cours de ce travail, par exemple à propos du sentiment de « mal vie » (Chapitre I). Il ne signifie naturellement pas qu'ait disparu toute différence entre les divers groupes sociaux, aussi bien en termes d'expérience vécue que d'attitudes, de représentations et de conduites politico-idéologiques.

On aboutit à des constats analogues si on analyse ces processus en fonction de l'âge des personnes interrogées (Figure 23). En 2007, au lendemain de l'élection de Nicolas Sarkozy, la confiance dans la gauche ne varie guère avec l'âge (mis à part peut-être les 18-24 ans, chez qui elle semble la moins rare). En revanche, plus on est âgé, plus on se dit confiant dans la

droite pour gouverner le pays. De ce fait, la « défiance tous azimuts », maximale entre 18 et 49 ans, est nettement moins fréquente chez les 50-64 ans et minimale chez les 65 ans et plus.

Figure 23. Confiance dans la gauche, dans la droite selon l'âge, en 2007 et 2010



Les courbes de 2007 sont en pointillé, celles de 2010 en lignes pleines. Lue horizontalement, la figure fait apparaître les variations de la confiance selon l'âge aux deux dates. Lue verticalement, elle fait apparaître les évolutions intervenues d'une enquête à l'autre dans chaque tranche d'âge. Exemple : parmi les 18-24 ans, confiance dans la gauche fléchit de 23 % en 2007 à 15 % en 2010. Confiance dans la droite fléchit de 24 % à 11 %. Résultat : ni dans la gauche ni dans la droite progresse de 53 % à 74 %.

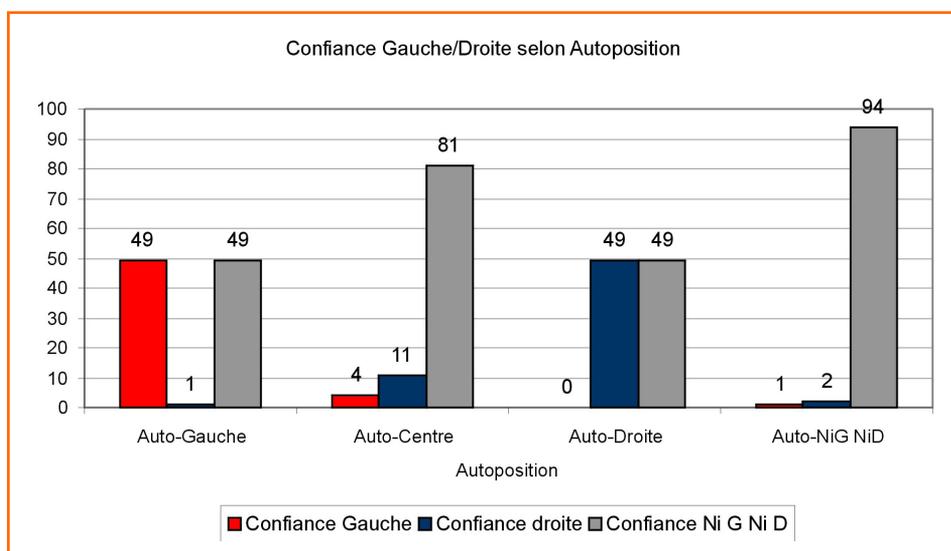
En 2010, loin de progresser, la confiance dans la gauche fléchit encore chez les moins de 50 ans (en particulier chez les plus jeunes d'entre eux), alors qu'elle demeure stable chez leurs aînés. En revanche, la perte de confiance dans la droite est d'ampleur comparable quel que soit l'âge (c'est chez les 18-24 ans qu'elle est la moins sensible). Dans toutes les tranches d'âge, la réponse *ni à la gauche ni à la droite* progresse très fortement. Chez les moins de 50 ans, elle frise en 2010 les 80 %. Chez les plus de 50 ans, elle est moins massive, mais elle atteint des scores élevés, supérieurs à ceux enregistrés trois ans plus tôt dans les générations plus jeunes.

Au total, la confiance portée à l'un ou l'autre « camp » entretient avec l'âge quasiment les mêmes relations en juin 2010 qu'en mai 2007. Mais le fait principal, c'est l'ampleur des évolutions intervenues. En termes de confiance, la gauche n'a pas repris de couleurs, très loin s'en faut, surtout chez les moins de cinquante ans. La situation de la droite n'est pas plus riante. En 2007, les plus de 50 ans lui faisaient nettement plus confiance qu'à la gauche, contrairement à leurs cadets. En 2010, seuls les 65 ans et plus sont dans ce cas et, même parmi eux, le recul est impressionnant. Près d'un sur deux faisaient confiance à la

droite en 2007. Ils sont moins d'un sur quatre en 2010. Cette perte de crédit de la droite dans les tranches d'âge qui, il y a peu, constituaient son principal socle de confiance est à rapprocher de la déconsidération qu'elle subit dans les catégories sociales les plus portées, en 2007, à se fier à elle pour gouverner le pays.

**Parmi ceux qui se situent à gauche, un sur deux ne fait pas confiance à la gauche en 2010. Parmi ceux qui se situent à droite, un sur deux ne fait pas confiance à la droite.**

Figure 24. Confiance dans la gauche ou dans la droite pour gouverner selon l'autoposition sur la dimension droite-gauche



67% des Français interrogés en juin 2010 (cf. supra, Chapitre IV) parviennent ou consentent à se situer eux-mêmes sur la dimension gauche-droite. 53% se disent soit à gauche, soit à droite. Mais ils sont 69% à ne faire confiance ni à la droite ni à la gauche politiques pour gouverner le pays (Figure 25). Que signifie un tel écart, déjà très sensible en 2007? Pour tenter de le comprendre, interrogeons-nous sur les relations entre, d'une part, la façon dont les individus se positionnent eux-mêmes sur la dimension droite-gauche, et, d'autre part, la confiance qu'ils accordent pour gouverner à la gauche, à la droite, ou ni à l'une ni à l'autre (Figure 24).

– Parmi ceux qui se disent *ni à gauche ni à droite*, la confiance dans la gauche ou dans la droite politiques est proche de zéro. Dit autrement, 94% (une quasi-unanimité) ne font confiance ni à l'une ni à l'autre. La perte de sens des notions de gauche et de droite quand il s'agit de se caractériser soi-même s'accompagne donc d'un profond scepticisme quant à la capacité, voire à la volonté des formations politiques de gauche comme de droite à

apporter, une fois au gouvernement, des réponses aux problèmes qu'ils rencontrent et que rencontre le pays.

- Parmi ceux qui se disent *au centre*, une proportion à peine moins élevée (81 %) ne fait confiance pour gouverner ni à la gauche, ni à la droite politiques. Ce double refus n'a rien d'illogique. On peut à la fois accepter de se situer sur la dimension droite-gauche, récuser la vision antagonique des rapports sociaux et politiques dont les notions de gauche et de droite sont ressenties comme porteuses, et, en conséquence, refuser sa confiance à une gauche et à une droite dont l'affrontement s'inscrit précisément dans cet antagonisme, voire l'entretient. Nous aurons plus loin à tester cette hypothèse, en nous demandant si ces « centristes d'autoposition ninistes » diffèrent sociologiquement et idéologiquement de ceux qui, comme eux, ne font confiance ni à la gauche ni à la droite mais refusent également de se situer sur l'axe droite-gauche. Relevons dès maintenant que, parmi ceux qui se situent *au centre*, 4 % seulement font confiance à la gauche, contre 11 % à la droite.

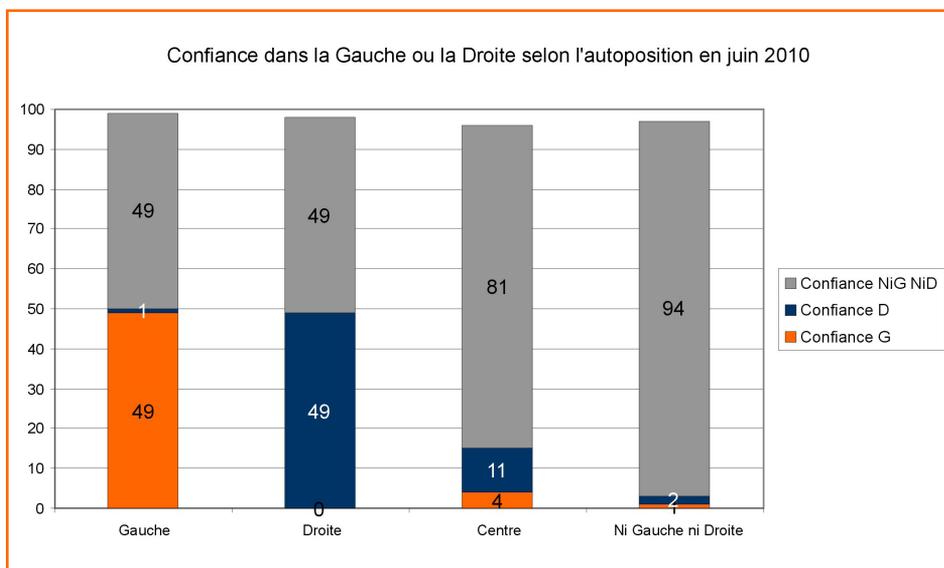
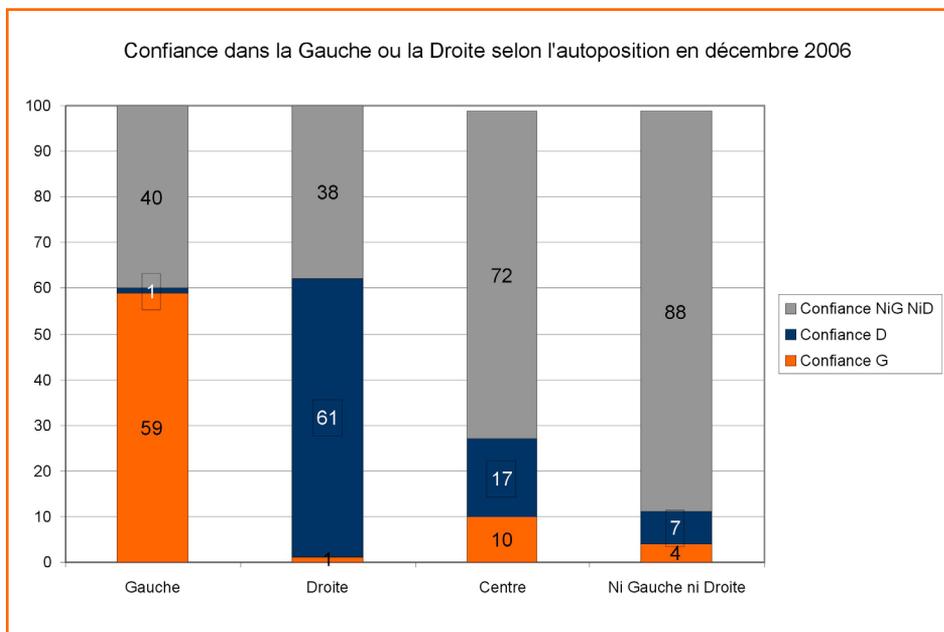
- Le fait peut-être le plus frappant, ce sont les réponses de ceux qui se sentent et se déclarent soit *à gauche*, soit *à droite*. Certes, pratiquement aucun des premiers ne fait confiance à la droite politique pour gouverner. Réciproquement, aucun des seconds ne fait confiance à la *gauche*. Il existe donc bien une très forte cohérence entre se dire *à gauche* et opposer à la droite politique une méfiance quasi totale. Même cohérence, dans l'autre sens, entre se dire *à droite* et exprimer envers la gauche une défiance non moins granitique. Le « vieux » clivage gauche-droite n'a donc pas disparu. Mais n'accorder aucun crédit à ceux qui incarnent le « camp d'en face » n'implique nullement qu'on se fie à ceux qui prétendent représenter le sien propre. Parmi les « gens de gauche », 49 % seulement font confiance à la gauche politique en 2010. Parmi les « gens de droite », 49 % seulement font confiance à la droite. Ces défections et le reflux vers *confiance ni dans la gauche ni dans la droite* ont fortement progressé par rapport à 2007, comme le montrent la figure 25.

---

## À qui se fier pour gouverner ?

---

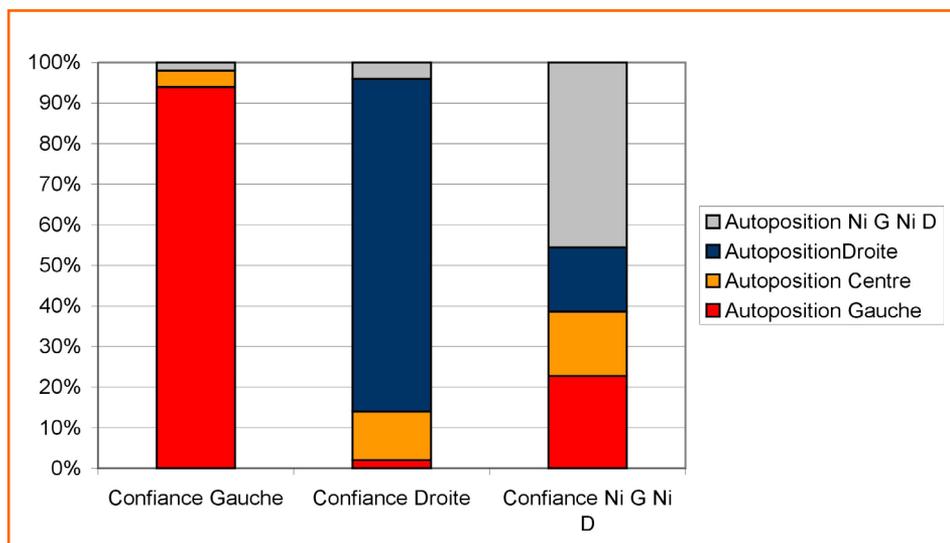
Figure 25. Confiance dans la gauche ou la droite pour gouverner le pays selon l'autoposition, en décembre 2006 et juin 2010



Parmi ceux qui se situent eux-mêmes à gauche, la confiance dans la gauche recule de 59 % à 49 % (-10 points). Parmi ceux qui se situent à droite, la confiance dans la droite recule de 61 % à 49 % (-12 points). Ceux qui se situent au centre étaient 72 % à ne faire confiance ni à la gauche ni à la droite à la fin de 2006. Ils sont 81 % trois ans et demi plus tard. Chez ceux enfin qui se disent ni à gauche ni à droite, la défiance vis-à-vis aussi bien de la gauche que de la droite politiques était déjà massive en décembre 2006 (88 %). En juin 2010, on frise l'unanimité (94 %). Ces évolutions nous semblent très révélatrices du niveau de défiance dont la gauche comme la droite politiques font l'objet en 2010, y compris parmi ceux qui constituent le socle principal de leur influence.

Pour préciser ce point, demandons-nous comment, en 2010, on se situe sur la dimension droite-gauche selon qu'on fait confiance à la gauche, à la droite ou ni à l'une ni à l'autre pour gouverner le pays (Figure 26). 94 % de ceux qui se fient à la gauche se situent eux-mêmes à gauche. 94 % de ceux qui se fient à la droite se situent eux-mêmes à droite ou, de façon très minoritaire, au centre. Dans ces deux groupes de « fidèles », la concordance entre autoposition déclarée et confiance accordée est donc quasi parfaite. Mais il faut se souvenir que, pris ensemble, ils ne représentent que 29 % des Français interrogés. Parmi les 71 % qui ne font confiance ni à la gauche ni à la droite, c'est au contraire l'hétérogénéité qui domine. 23 % se déclarent à gauche, 16 % au centre, 16 % à droite et 46 % (moins d'un sur deux) ni à droite ni à gauche. Comme nous en faisons l'hypothèse, la crise dont témoignent nos résultats ne tient pas seulement à un brouillage des repères politico-idéologiques dont le refus de se situer sur la dimension droite-gauche constitue un des symptômes (cas des *Nini/Nini*). Elle s'explique au moins autant par une brutale perte de crédit de la gauche et de la droite politiques parmi ceux qui acceptent de se situer sur la dimension gauche-droite.

Figure 26. Autoposition sur la dimension droite-gauche selon la confiance dans la droite ou dans la gauche pour gouverner



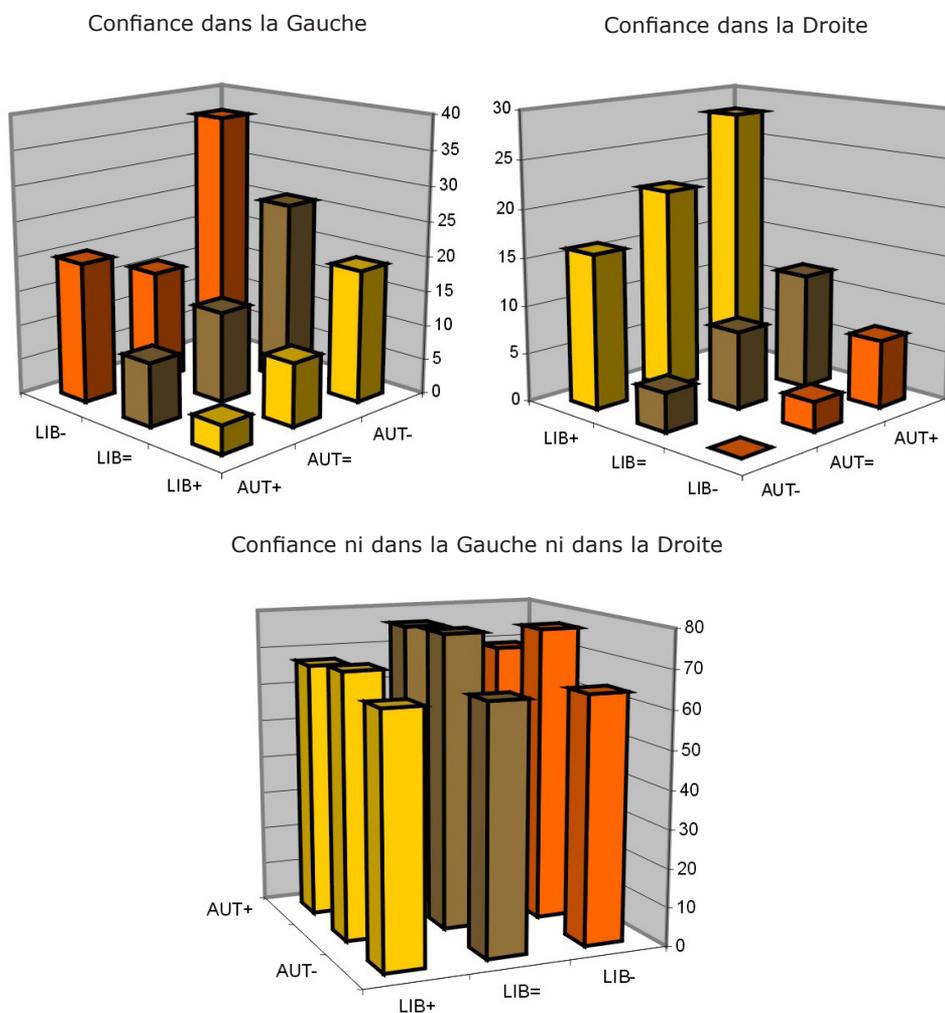
### **Confiance dans la gauche ou dans la droite selon le Xéno-autoritarisme et le Libéralisme économique**

À qui se fier pour gouverner le pays ? On a vu que les réponses des Français ont évolué dans le temps et qu'elles variaient selon la façon dont ils se situaient eux-mêmes par rapport à la gauche et à la droite. Pour pousser plus avant l'explication, il faut maintenant s'interroger sur les attendus subjectifs, explicites ou non, de la confiance qu'ils font à la gauche, à la droite ou ni à l'une ni à l'autre.

Premier constat. Plus on est à la fois opposé au libéralisme économique et au « complexe » autoritaire et xénophobe, plus (à une irrégularité près) on fait confiance à la gauche pour gouverner (Figure 27). Plus au contraire on est favorable à la thématique libérale et porté à l'autoritarisme et à l'ethnocentrisme, plus on fait confiance à la droite. Les systèmes d'attitudes qui portent à se fier soit à la gauche, soit à la droite politiques sont très proches de ceux qui conduisent à se situer soit à gauche, soit à droite (cf. plus haut Chapitre IV). C'est dire l'importance de ces attitudes dans la structuration du champ politique.

Sur la base de ces deux constats, on peut penser que si la moitié des « gens de gauche » accorde sa confiance à la gauche politique, alors qu'une autre moitié la lui refuse, ce n'est pas en raison de divergences en matière de libéralisme économique et de xéno-autoritarisme. La même hypothèse vaut pour la façon dont les « gens de droite » se partagent eux aussi par moitié sur la fiabilité de la droite politique. Elle semble s'imposer encore davantage s'agissant de ceux, très majoritaires, qui disent ne faire confiance ni à la gauche ni à la droite. Leurs réponses ne dépendent que très peu de leurs attitudes en matière de libéralisme économique et de xéno-autoritarisme. Dès lors, où trouver l'explication ?

Figure 27. Confiance dans la gauche et dans la droite pour gouverner selon le xéno-autoritarisme (AUT) et le libéralisme économique (LIB)



### Les ressorts de la défiance <sup>39</sup>

Sur quels critères se fonde donc le partage entre enquêtés « confiants » et « défiant » ? En quoi différent-ils, y compris quand ils se situent de la même manière sur la dimension droite-gauche ? Pour tenter de le comprendre, regroupons les personnes interrogées en fonction à la fois de leur autoprojection sur l'axe droite-gauche et de la confiance qu'ils placent ou non dans la gauche ou la droite politiques (voir ci-contre). Nous pourrions comparer les

39. Cf. notamment Pascal Perrineau, « Défiance politique ? » dans *SOFRES, l'état de l'opinion 2011, op. cit.*, p. 47-60.

---

## À qui se fier pour gouverner ?

---

six groupes ainsi construits selon certaines de leurs caractéristiques objectives, puis de leurs systèmes d'attitudes, et tenter par là de dégager les principaux facteurs de la confiance et de la défiance dans la gauche et dans la droite politiques.

Autoposition	Confiance	Désignation	En % des personnes interrogées
<i>A gauche</i>	Dans la gauche	<i>Gauche</i> /Gauche	15%
	Ni dans la gauche, ni dans la droite	<i>Gauche</i> /Nini	15%
<i>A droite</i>	Dans la droite	<i>Droite</i> /Droite	11%
	Ni dans la gauche, ni dans la droite	<i>Droite</i> /Nini	11%
<i>Au centre</i> *	Ni dans la gauche, ni dans la droite	<i>Centre</i> /Nini	11%
<i>Ni à gauche ni à droite</i>	Ni dans la gauche, ni dans la droite	<i>Nini</i> /Nini	32%
			(1504)

\* Les effectifs de ceux qui, se situant *au centre*, font confiance soit à la gauche soit à la droite étant trop faibles, nous n'avons pas reproduit les pourcentages correspondants.

### *La classe sociale ou l'âge ?*

Commençons donc par nous demander dans quelle mesure ces groupes diffèrent du point de vue de l'appartenance de classe et si, par conséquent, cette caractéristique contribue à expliquer qu'à autoposition constante, certains font confiance à la gauche ou à la droite politiques pour gouverner, alors que d'autres ne font confiance *ni à la gauche, ni à la droite*.

– Parmi ceux qui se situent *à gauche*, les fréquences de *Gauche*/Gauche et de *Gauche*/Nini ne dépendent pas significativement de l'appartenance de classe, telle que mesurée par notre indicateur de la classe sociale objective. Sous ce rapport, les « gens de gauche » qui refusent leur confiance à la gauche ne diffèrent pratiquement pas de ceux qui la lui accordent. Ce ne sont donc pas des appartenances sociales différentes qui expliquent que le « peuple de gauche » se partage par moitié entre « confiants » et « défiant ».

– Même constat pour ceux qui se situent *à droite*, à ceci près que les 2 attributs ouvriers, « ninistes » ou non, sont, comme on l'a vu, les moins portés à se fier à la droite politique. Mais, du point de vue de l'appartenance de classe, rien ne distingue vraiment les *Droite*/Droite des *Droite*/Nini. Quant aux *Centre*/Nini, ils ne diffèrent pas significativement, en termes d'appartenances sociales, de ceux qui, « ninistes » ou non, se situent *à droite*.

– Il n'en va pas de même pour ceux qui refusent à la fois de se situer sur l'axe gauche-droite et de faire confiance aussi bien à la gauche qu'à la droite politiques. On peut penser que ce double refus exprime une indifférence, voire une hostilité globales à tout ce qu'évoquent

la gauche et la droite au sens politique de ces termes. Il est d'autant plus fréquent qu'on appartient davantage aux catégories ouvrières et populaires (0 attribut : 28 %, 1 attribut : 35 %, 2 attributs : 42 %).

On aboutit à des conclusions très voisines si on utilise l'âge comme critère d'analyse. Quand on se situe à gauche, les *Gauche/Nini* ne diffèrent guère des *Gauche/Gauche* (mis à part les 65 ans et plus, chez qui *Gauche/Nini* est nettement plus rare que chez leurs cadets). Quand on se situe à droite, on fait d'autant plus confiance à la droite politique qu'on est plus âgé, mais là encore les différences entre *Droite/Droite* et *Droite/Nini* sont ténues, sinon marginales. En termes d'âge, les *Centre/Nini* sont peu discernables des « ninistes de droite ». En revanche, plus on est jeune, plus on refuse à la fois de se situer à gauche et de faire confiance à la gauche ou à la droite politiques. Ces *Nini/Nini* sont 20 % chez les 65 ans et plus, 26 % chez les 50-64 ans, 38 % chez les 35-49 ans et 42 % chez les 18-34 ans.

En résumé, parmi les Français qui acceptent de se situer sur la dimension gauche-droite (67 % en 2010), ni l'âge, ni l'appartenance sociale ne font apparaître de différences sensibles entre « ninistes » et « non ninistes ». Ces caractéristiques ne contribuent donc pas à expliquer leur partage entre « confiants » et « défiant ». Il n'en va pas de même s'agissant des « *Nini/Nini* » (32 % de la population). Plus on est jeune et plus on appartient aux catégories ouvrières et populaires, plus grande est la proportion de ceux qui récusent les notions de gauche et de droite, qu'il s'agisse de se situer soi-même par rapport à l'univers politique ou de faire confiance à l'un ou l'autre des « camps » qui s'y affrontent.

### *L'autoritarisme et la xénophobie ?*

Pour pousser plus avant l'interprétation, interrogeons-nous, dans un second temps, sur les attendus, explicites ou non, en fonction desquels les personnes qui se situent à gauche, au centre, ou ni à gauche ni à droite font ou non confiance à la gauche ou à la droite pour gouverner le pays. On analysera successivement leurs attitudes en matière de xénophobie et d'autoritarisme, d'adhésion au libéralisme économique, de niveau d'inquiétude et enfin du rapport au politique. Quelle contribution chacune de ces dimensions apporte-t-elle à l'explication ?

Tableau 14. Échelle de xéno-autoritarisme<sup>40</sup> selon les combinaisons Autoposition/Confiance

		Echelle de xéno-autoritarisme		
Autoposition	Confiance	--	+	
<i>GAU</i>	GAU	62	21	(231)
<i>GAU</i>	NINI	54	18	(232)
<i>CEN</i>	NINI	35	35	(165)
<i>DRO</i>	DRO	19	55	(160)
<i>DRO</i>	NINI	18	59	(160)
<i>NINI</i>	NINI	31	41	(474)
Ensemble		38	35	1504)

« Xéno-autoritarisme - » désigne les enquêtés les moins xéno-autoritaires (38 % des personnes interrogées). « Xéno-autoritarisme + » désigne ceux qui le sont le plus (35 %) ; ne figurent pas dans ce tableau ceux qui sont moyennement xéno-autoritaires.

Le degré d'adhésion au « complexe » autoritaire/xénophobe (Tableau 14) dépend essentiellement de l'autoposition sur la dimension droite-gauche (elle-même associée, on l'a vu, à des systèmes d'attitudes, de représentations et de valeurs très contrastés). Son refus le plus catégorique (ECAUTOR-) décroît de 62 % chez les « gens de gauche » qui ont *confiance dans la gauche* à 19 % seulement chez les « gens de droite » qui ont *confiance dans la droite*. Sur cette dimension, les « confiants de gauche » et les gens de droite, « confiants » ou non, se situent aux deux extrêmes. L'écart entre eux est saisissant (44 points).

Quand on se situe à *gauche*, l'autoritarisme et la xénophobie sont un peu plus fréquents chez les « défiants » (*Gauche/Nini*) que chez les « confiants » (*Gauche/Gauche*). Quand on se situe à *droite*, en revanche, on est tout aussi xénophobe et autoritaire quand on fait confiance à la droite de gouvernement (*Droite/Droite*) que quand on s'y refuse (*Droite/Nini*). On pouvait supposer que les premiers exprimeraient en la matière des attitudes plus modérées et ouvertes que les seconds. Il n'en est rien.

Il faut donc derechef éviter les amalgames quand on évoque ceux qui ne font confiance *ni à la gauche ni à la droite* pour gouverner. Un fossé sépare les « ninistes de gauche » des « ninistes de droite ». Quant aux « ninistes intégraux » (*Nini/Nini*), ils se placent en position intermédiaire. Ils sont plutôt plus proches des « ninistes » de gauche que de ceux de droite. Il en va de même des « ninistes » qui se situent *au centre* (*Centre/Nini*). Au total, une fois contrôlée par l'autoposition, la dimension xéno-autoritaire n'explique nullement le partage entre « confiants » et « défiants ».

40. *On ne se sent plus en sécurité nulle part – Il y a trop d'immigrés en France – Motifs d'inquiétude : l'augmentation du nombre des étrangers en France – L'école devrait donner avant tout le sens de la discipline et de l'effort.*

Ces résultats sont confirmés si on considère seulement les réponses à la question « il y a trop d'immigrés en France » qui est particulièrement significative de cette attitude (Tableau 15).

Tableau 15. « Il y a trop d'immigrés en France » selon les combinaisons Autoposition/Confiance

		<i>Il y a trop d'immigrés en France</i>		
Autoposition	Confiance	++,+	-, -	
<i>GAU</i>	<i>GAU</i>	27	71	(231)
<i>GAU</i>	<i>NINI</i>	32	66	(232)
<i>CEN</i>	<i>NINI</i>	51	48	(165)
<i>DRO</i>	<i>DRO</i>	69	31	(160)
<i>DRO</i>	<i>NINI</i>	70	26	(160)
<i>NINI</i>	<i>NINI</i>	53	43	(474)
Ensemble		48	48	(1504)

D'accord/tout à fait: ++ ; plutôt: +; plutôt pas: -; pas du tout: -. La colonne des Sans réponse (3 % des personnes interrogées) ne figure pas dans ce tableau.

- D'accord (++,+) augmente régulièrement des *Gauche/Gauche* (27%) aux *Droite/Nini* (70%, +43 points). Pas d'accord (-,-) diminue dans le même ordre de 71% à 26%. Au sein du peuple de droite, ceux qui accordent leur confiance à la droite politique sont donc tout aussi hostiles aux immigrés que ceux qui la lui refusent. Les « ninistes de gauche » sont légèrement plus réceptifs que les « confiants de gauche » à cet ethnocentrisme à connotations souvent racistes. Mais un fossé les sépare des « ninistes de droite ». Les « ninistes » du centre se situent à mi-chemin entre gens de gauche et gens de droite. Il en va de même des « ninistes intégraux » (*Nini/Nini*). Ce n'est donc pas un niveau élevé de rejet des immigrés qui les caractérise en propre ni qui explique leur refus de donner sens aux notions de droite et de gauche.

- Au total, à autoposition constante, l'attitude vis-à-vis des immigrés varie peu, que l'on fasse confiance à la gauche ou à la droite pour gouverner ou qu'on les englobe dans un même refus. L'hostilité aux immigrés n'explique pas, au moins pour l'essentiel, la poussée spectaculaire de *confiance ni dans la gauche ni dans la droite* entre 2007 et 2010.

---

## À qui se fier pour gouverner ?

---

### *Le rejet des orientations libérales en matière économique et sociale ?*

Tableau 16. Échelle de Libéralisme économique selon les combinaisons Autoposition/Confiance <sup>41</sup>

		Echelle de <i>Libéralisme économique</i>		
Autoposition	Confiance	- , =	+	
<i>GAU</i>	<i>GAU</i>	73	27	(231)
<i>GAU</i>	<i>NINI</i>	72	28	232)
<i>CEN</i>	<i>NINI</i>	45	55	(165)
<i>DRO</i>	<i>NINI</i>	46	54	(160)
<i>DRO</i>	<i>DRO</i>	30	70	(160)
<i>NINI</i>	<i>NINI</i>	61	39	(474)
		58	42	(1504)

Échelle de *Libéralisme économique*: + désigne les enquêtés les plus libéraux (42 % des personnes interrogées); -, =, désigne ceux qui le sont le moins (58 %).

– Comme pour le xéno-autoritarisme, l'autoposition sur la dimension droite-gauche reste déterminante. L'adhésion au libéralisme économique (ECLIBEC +) augmente de façon spectaculaire (+ 43 points) depuis les « confiants de gauche » (*Gauche/Gauche*) jusqu'aux « confiants de droite » (*Droite/Droite*).

– Chez ceux qui se situent à *gauche*, rien ne distingue les « confiants » des « défiants ». L'antilibéralisme joue dans le peuple de gauche le même rôle unificateur que l'autoritarisme et l'hostilité aux immigrés dans le peuple de droite. La situation est différente quand on se situe à *droite*. Ceux qui font confiance à la droite politique (*Droite/Droite*) adhèrent très majoritairement à la thématique libérale. Ceux qui s'y refusent (*Droite/Nini*) sont au contraire très partagés. Les réticences d'une forte minorité d'entre eux (46 %) vis-à-vis d'un libéralisme économique prôné et mis en œuvre par un Président, un gouvernement et une majorité de droite contribue sans doute à leur prise de distance vis-à-vis de la droite politique.

– Les *Centre/Nini* ne diffèrent guère de ces « ninistes » de droite. En revanche, les « ninistes intégraux » (*Nini/Nini*) sont proches de la moyenne de l'échantillon, ce qui confirme l'hétérogénéité de leur recrutement en termes de sensibilités idéologiques.

– Au total, c'est seulement dans le noyau des « fidèles de droite » que le libéralisme économique, naguère largement dominant dans l'opinion, suscite en 2010 une adhésion massive. La très forte poussée de l'antilibéralisme, constatée au chapitre II, n'est pas étrangère à ce relatif isolement.

41. Pouvez-vous me dire pour chacun des mots suivants s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, très négatif, plutôt négatif ou très négatif? – Libéralisme – la Bourse – Profit – Capitalisme.

Pour préciser l'analyse, référons-nous à deux questions déjà évoquées au même chapitre II : *En France, à l'heure actuelle, l'influence des syndicats de salariés sur la politique du gouvernement est-elle trop importante, pas assez importante ou juste ce qu'il faut ?/Et celle du patronat et des milieux d'affaires ?* (Tableau 17). Ces questions n'entrent pas dans notre échelle de libéralisme économique. Autrement dit, elles mesurent une autre facette des attitudes par rapport au système socio-économique.

Tableau 17. Influence (insuffisante ou excessive) des syndicats de salariés et du patronat selon les combinaisons Autoposition/Confiance

		Influence		
Autoposition	Confiance	Syndicats : insuffisante	Patronat : excessive	
<i>GAU</i>	<i>GAU</i>	81	71	(231)
<i>GAU</i>	<i>NINI</i>	73	69	(232)
<i>CEN</i>	<i>NINI</i>	45	53	(165)
<i>DRO</i>	<i>DRO</i>	17	29	(160)
<i>DRO</i>	<i>NINI</i>	27	33	(160)
<i>NINI</i>	<i>NINI</i>	55	42	(474)
Ensemble		52	50	(1504)

Les réponses confirment l'essentiel des précédents constats. Elles incitent en même temps à nuancer certains d'entre eux. Quand on se situe à *gauche*, une très forte majorité déplore que l'influence des syndicats de salariés sur la politique du gouvernement soit insuffisante. Ce sont les *Gauche*/Gauche qui en sont les plus massivement persuadés. Ils ne sont donc pas plus « tièdes » sur ce point, tant s'en faut, que les « ninistes » de gauche. Se situer à *gauche* et n'avoir confiance *ni dans la gauche ni dans la droite* pour gouverner n'est donc pas nécessairement synonyme de plus de radicalité au plan des attitudes. Phénomène d'une certaine façon symétrique parmi les gens de droite. Les *Droite*/Nini sont 27 % à juger insuffisante l'influence des syndicats, contre seulement 17 % des *Droite*/Droite. La cohérence entre autoposition déclarée et opinions exprimées est donc maximale chez les « confiants » des deux bords et c'est entre eux que le clivage entre gens de gauche et gens de droite est le plus accusé.

– L'essentiel demeure toutefois le fossé qui sépare les « gens de gauche » des « gens de droite ». 73 % des « ninistes » de gauche jugent insuffisante l'influence des syndicats de salariés sur la politique du gouvernement, contre seulement 27 % des « ninistes » de droite. Les « ninistes » qui se situent *au centre* sont en revanche très partagés. Ils sont moins favorables aux syndicats que ceux de gauche, mais moins hostiles que ceux de droite.

– Mêmes constats à propos de l'influence du patronat et des milieux d'affaires, à deux nuances près. D'une part, sur cette question, le clivage gauche droite reste extrêmement fort. Il est toutefois plutôt moins intense que lorsqu'il s'agit des syndicats. Comme nous le disions au chapitre II, les syndicats constituent pour la plus grande partie de la population une réalité plus proche et tangible que le patronat et les milieux d'affaires, même si les Français (ils ne sont pas les seuls) ont accédé à beaucoup d'informations sur le rôle (et sur le train de vie) de ces derniers depuis le krach boursier de 2008. D'autre part (et surtout), quand il s'agit de l'influence du patronat et des milieux d'affaires, la différence cesse d'être significative entre « défiant » et « confiant » de gauche. Elle s'estompe fortement entre « défiant » et « confiant » de droite.

### *L'attitude par rapport aux mobilisations collectives ?*

Soit l'appréciation des moyens auxquels les citoyens peuvent recourir pour se faire entendre, telle que mesurée à l'aide notre échelle *modalités d'action* (Tableau 18). Les questions qui contribuent à sa construction portent sur la légitimité du recours par les citoyens à certaines actions collectives pour *faire connaître leurs opinions ou leurs revendications*<sup>42</sup>. On se trouve par là à l'interface entre le social (voire le sociétal) et le politique, quoiqu'au sens non électoral du terme. Dans la mesure où ces actions touchent les gens dans leur vie quotidienne et mettent en cause des visions antagonistes de l'ordre social, leur légitimité fait de façon récurrente l'objet de débats passionnés. On a vu néanmoins combien l'approbation de ce type d'intervention dans le champ socio-politique avait progressé dans la dernière décennie (Chapitre III).

42. *Voici un certain nombre de moyens que les gens utilisent pour faire connaître leurs opinions ou leurs revendications. Pouvez-vous me dire, pour chacun d'entre eux, si vous les approuveriez, au moins dans certaines circonstances ? – Participer à des manifestations dans la rue/Occuper des bâtiments publics ou autres/Faire grève.*

Tableau 18. Échelle Modalités d'action collective selon les combinaisons Autoposition/Confiance

		Echelle Modalités d'action collective		
Autoposition	Confiance	-	+	
GAU	GAU	8	56	(231)
GAU	NINI	8	59	(232)
NINI	NINI	29	36	(474)
Ensemble		30	36	(1504)
CEN	NINI	33	27	(165)
DRO	NINI	54	14	(160)
DRO	DRO	68	7	(160)
		30	33	(1504)

En fonction de notre échelle de modalités d'action collective, - désigne la fraction de la population qui les approuve le moins (30 %), + celle qui les approuve le plus (33 %); ceux qui se situent en position intermédiaire (33 %) ne figurent pas dans le tableau.

Comme ci-dessus, l'autoposition sur la dimension droite-gauche joue un rôle déterminant. La proportion d'attitudes hostiles aux mobilisations collectives (Modalités -) augmente régulièrement de 8% pour *Gauche/Gauche* à 68% pour *Droite/Droite* (+60 points, un écart rarement constaté). En sens inverse, la proportion d'attitudes favorables (Modalités +) augmente de seulement 7% pour *Droite/Droite* à 56% pour *Gauche/Gauche*. Quand on se déclare à *gauche*, rien ne distingue significativement les « confiants » des « ninistes ». Les premiers ne sont pas plus « tièdes » que les seconds, ni les seconds plus « durs » que les premiers. Chez ceux qui se déclarent à *droite*, les « défiants » sont sensiblement moins fermés aux démonstrations collectives que les « confiants ». Mais un gouffre les sépare des « défiants » de gauche. Cette hostilité des « gens de droite » à la grève et autres mobilisations collectives est cohérente avec leurs vœux relatifs à l'influence des syndicats de salariés et à celle du patronat et des milieux d'affaires sur les orientations gouvernementales (Chapitre II). Quant aux ninistes intégraux (*Nini/Nini*), ils sont moins éloignés des gens de gauche que des gens de droite. Ils ne sont donc pas « sans idées » sur le sujet. S'ils disent n'avoir confiance *ni dans la gauche, ni dans la droite*, ce n'est pas là qu'il faut chercher l'explication.

Comme on a vu, les « ninistes » de droite sont partagés quand il s'agit du libéralisme économique, voire du capitalisme, en particulier dans leur dimension financière. Ils se différencient en cela des « confiants » (ou des « fidèles ») de droite. Mais dès qu'il est question de l'influence respective des syndicats de salariés et, plus encore, du patronat et des milieux d'affaires sur la politique gouvernementale, les rangs se resserrent, et l'attachement du peuple de droite à une vision hiérarchique de l'ordre social tenue pour naturelle et légitime réapparaît. Même constat à propos de la légitimité de la grève, des manifestations dans les

rues ou de l'occupation de bâtiments, privés ou publics. Entre lui et le peuple de gauche, le clivage, en termes naturellement de probabilités, est aussi marqué sur ce point qu'en matière d'autoritarisme et de xénophobie. Ce parallélisme doit-il surprendre ? Avec ces deux questions, on se trouve comme à la lisière des enjeux socio-économiques et de ceux qui concernent les relations d'autorité et la hiérarchie des statuts et des rôles sociaux<sup>43</sup>. L'opposition sur ces enjeux structure historiquement le registre idéologique de la droite et de la gauche. Elle semble rester très vivace quand on tente de scruter les attitudes des Français d'aujourd'hui. On ne peut tracer un signe d'égalité entre un « anticapitalisme de gauche » et un « anticapitalisme de droite », dès lors qu'on tient compte des systèmes d'attitudes politico-idéologiques à l'intérieur desquels l'un et l'autre prennent sens.

Pour éprouver cette interprétation, on peut considérer que refuser à la fois la thématique xénophobe-autoritaire et celle du libéralisme économique est caractéristique des attitudes de gauche. Adhérer à la fois à l'une et à l'autre serait au contraire significatif des attitudes de droite. De fait, les « antilibéraux économiques » réfractaires à l'autoritarisme et à la xénophobie sont 23 % des *Gauche/Gauche*, 20 % des *Gauche/Nini*, mais seulement 3 % des *Centre/Nini*, 0 % des *Droite/Droite* et des *Droite/Nini* et enfin 8 % des *Nini/Nini*. À l'autre pôle, les « libéraux économiques » autoritaires et xénophobes ne représentent que 4 % des *Gauche/Gauche* et des *Gauche/Nini*, mais 17 % des *Centre/Nini*, 29 % des *Droite/Nini*, et 35 % des *Droite/Droite* (*Nini/Nini*: 15 %).

#### *Ou plutôt la dimension anxieuse des attitudes...*

Comme on vient de le voir, les attitudes relatives à la thématique xénophobe-autoritaire ou à celle du libéralisme économique dépendent essentiellement de l'autoposition sur la dimension droite-gauche. À autoposition constante, elles ne varient que faiblement selon qu'on se fie ou non à la gauche ou à la droite pour gouverner le pays. Nonobstant certaines nuances significatives, elles n'aident guère à comprendre pourquoi certains font confiance au « camp » censé les représenter, alors que le scepticisme, voire la rancœur domine chez les autres.

Tout autre panorama quand on passe au niveau d'inquiétude. Rappelons que notre échelle d'inquiétudes est construite à partir de questions très liées à l'existence personnelle, voire quotidienne des individus, avec ce que cela implique d'investissements affectifs. Elle donne la mesure du degré d'anxiété qui est le leur. On en a vu la poussée dans la dernière période (Chapitre I). Faute de prendre cette donnée en compte, on risque de ne pas mesurer l'intensité des affects associés aux perplexités, aux choix, aux refus et finalement

43. *Il y a trop d'immigrés en France* est fortement corrélé avec *il y a des races plus douées que d'autres* ainsi qu'avec des questions mesurant la dimension autoritaire et répressive des attitudes. L'adhésion à ces opinions est symptomatique d'une vision hiérarchique du monde où les relations d'autorité sont à la fois légitimes et fondées en nature. Cf. Guy Michelat, Jean-Pierre Thomas, *Dimensions du nationalisme*, 1962, *op. cit.*

aux comportements politiques des Français d'aujourd'hui. Plus la conjoncture est tendue, moins l'irénisme en pareille matière est de saison.

Pour présenter nos résultats, nous avons cette fois rangé nos diverses combinaisons d'autoposition/confiance en fonction du niveau croissant d'inquiétude. Le Tableau 19 fait apparaître un ordre des variations très différent de celui constaté à propos du xéno-autoritarisme et du libéralisme économique.

Tableau 19. Niveau d'inquiétude selon les Combinaisons Autoposition/Confiance <sup>44</sup>

		Echelle d'inquiétude		Indice d'inquiétude*	
Autoposition	Confiance	-	+		
<i>DRO</i>	<i>DRO</i>	54	23	-31	(160)
<i>CEN</i>	<i>NINI</i>	42	27	-15	(165)
<i>GAU</i>	<i>GAU</i>	36	33	-3	(231)
ENSEMBLE		35	39	4	(1504)
<i>DRO</i>	<i>NINI</i>	37	41	4	(160)
<i>GAU</i>	<i>NINI</i>	30	43	13	(232)
<i>NINI</i>	<i>NINI</i>	25	49	25	(474)

\* Cet indice d'inquiétude est obtenu à partir de la soustraction : « très inquiets » (+) - « peu inquiets » (-). Quand il est négatif, peu d'inquiétude l'emporte. Quand il est positif, c'est au contraire beaucoup d'inquiétude. Avec un indice de -31, les Droite/Droite se révèlent les moins inquiets. Avec un indice de +25, les Nini/Nini se révèlent les plus inquiets.

Le niveau d'inquiétude ne dépend que secondairement de l'autoposition sur la dimension droite-gauche. Parmi les peu inquiets, on trouve en effet, dans l'ordre, les « confiants de droite » (*Droite/Droite*), les « défiantes » du centre (*Centre/Nini*) et, à un moindre degré, les « confiants » de gauche (*Gauche/Gauche*). Trois groupes se caractérisent au contraire par une inquiétude croissante. Ce sont, dans l'ordre, les « ninistes » de droite, les « ninistes » de gauche et enfin les « ninistes intégraux » (*Nini/Nini*). À autoposition constante, le niveau d'inquiétude est beaucoup plus élevé chez les « défiantes » que chez les « confiants ». Quand on se situe à gauche, 16 points d'indice séparent les *Gauche/Nini* des *Gauche/Gauche*. Quand on se situe à droite, l'écart entre *Droite/Nini* et *Droite/Droite* monte à 35 points. Implicitement porteuse d'une demande pressante d'issues, cette anxiété contribue donc à expliquer la perte de crédit de la gauche politique auprès d'une fraction considérable du peuple de gauche. Elle est encore plus explicative de la défiance qui frappe

44. Échelle d'inquiétude : *Sentiment de vivre moins bien/En pensant à l'avenir il m'arrive d'avoir peur/On ne se sent plus en sécurité nulle part/Chaque mois on se demande comment on va faire pour tout payer/Inquiété par l'insécurité et la violence/Inquiété par l'aggravation du chômage.*

la droite politique auprès d'une fraction tout aussi considérable du peuple de droite. Niveau d'inquiétude et refus de faire confiance à la droite comme à la gauche pour gouverner ont indéniablement partie liée <sup>45</sup>.

Ce constat posé, le niveau d'inquiétude n'est pas indépendant de la façon de se situer sur la dimension droite-gauche. Confiant ou non, on manifeste davantage d'inquiétude quand on se situe à gauche que quand on se situe à droite. C'est particulièrement net parmi les « confiants ». Les « confiants » de droite (*Droite/Droite*) se montrent de loin les moins inquiets. Ils se distinguent en cela de tous les autres groupes. Viennent ensuite les *Centre/Nini*. Moins sereins que les premiers, ils ne sont pas pour autant taraudés par l'inquiétude. Les « confiants » de gauche sont beaucoup plus partagés. Ils sont loin toutefois de la sérénité qui domine chez les « confiants » de droite. Enfin, du côté des « défiants », le niveau d'inquiétude s'accroît dans l'ordre : *Droite/Nini*, *Gauche/Nini* et enfin *Nini/Nini*. Que les « ninistes » de gauche soient plus anxieux que ceux de droite n'avait *a priori* rien d'évident.

Quel sens donner à ces résultats ? Une première interprétation, lointainement inspirée de Lipset vient à l'esprit. « L'anxiété de base » que mesure notre échelle d'inquiétude, l'hostilité à la modernité libérale, la crispation autoritaire et xénophobe et enfin la défiance envers la gauche et la droite politiques seraient autant de symptômes du rejet, non exempt de pessimisme, voire de rancœur, d'un monde où l'on ne trouve plus sa place. Il en existerait certes une version « gauche » et une version « droite ». Mais les différences qui les séparent ne sauraient en faire oublier les profondes affinités. Ce système d'hypothèses n'a rien d'une construction spéculative. Il s'appuie sur des données factuelles que nous-mêmes évoquons dans ce travail. Mais il ne nous semble pas compatible avec l'ensemble de nos résultats. Les *Gauche/Nini* se situent à un très haut niveau d'inquiétude. Ils sont très hostiles au libéralisme économique, mais ni plus ni moins que les *Gauche/Gauche*, pourtant nettement plus sereins. Mais ils ne sont guère moins réfractaires que ces derniers à l'autoritarisme et à la xénophobie.

On est donc conduit à envisager une seconde interprétation. Un niveau élevé d'inquiétude ne renvoie pas seulement à un ensemble de frustrations souvent vécues à la fois dans la résignation et la révolte (Chapitre I). Il révèle aussi, comme en creux, l'intensité des attentes citoyennes et du sentiment (justifié ou non selon le regard qu'on porte sur le monde social et politique) d'avoir été déçu, voire trahi par ceux en qui on avait placé sa confiance. Plus s'élève au cours du temps le niveau d'inquiétude de la population, plus ces exigences se font pressantes. Moins on supporte, en conséquence, ce qu'on vit comme un décalage entre les demandes qu'on porte en soi, sans toujours les verbaliser, et l'offre du camp politique dont on attend qu'il leur apporte réponse. C'est cette contradiction qui marque la conjoncture de 2010. Mais en termes de contenus, ce que les gens de gauche attendent de

---

45. Seuls font exception les « ninistes » du centre. Ils sont parmi les moins inquiets. Mais, se positionnant eux-mêmes *au centre*, ils ne se reconnaissent ni dans la gauche ni dans la droite politiques, et refusent en conséquence de s'en remettre à l'une ou à l'autre pour gouverner le pays.

la gauche politique et les gens de droite de la droite non seulement diffère, mais s'oppose sur des points essentiels, comme le suggère l'ensemble de nos résultats. On ne peut tracer un signe d'équivalence entre anxieux de gauche et anxieux de droite.

On peut en trouver une confirmation indirecte avec deux motifs d'inquiétude qui ne figurent pas dans notre échelle : *la remise en cause des acquis sociaux* et *le risque de voir disparaître les services publics* (Tableau 20). Ces deux thèmes touchent à des sujets concrets, très liés au vécu quotidien de la grande majorité de la population, et font l'objet de vives préoccupations. Ils renvoient en même temps à des conceptions du rapport public/privé et, au-delà, de l'organisation sociale qui opposent historiquement les sensibilités de gauche et les sensibilités de droite.

Tableau 20. Motifs d'inquiétude selon les combinaisons Autoposition/Confiance

		<i>Ce qui inquiète beaucoup</i>				
Autoposition	Confiance	La remise en cause des acquis sociaux	Le risque de voir disparaître les services publics	L'insécurité et la violence	L'augmentation du nombre des étrangers en France	
<i>GAU</i>	GAU	81	74	35	13	(231)
<i>GAU</i>	NINI	76	73	44	17	(232)
<i>CEN</i>	NINI	42	47	56	25	(165)
<i>DRO</i>	DRO	17	25	64	38	(160)
<i>DRO</i>	NINI	35	36	72	46	(160)
<i>NINI</i>	NINI	48	49	63	31	(474)
Ensemble		52	52	55	27	(1504)

Sur ces deux enjeux (partie gauche du tableau), le niveau d'inquiétude est maximum chez ceux qui se situent à gauche, minimum chez ceux qui se situent à droite. Parmi les premiers, il n'y a pas de différence vraiment significative entre ceux qui font confiance à la gauche politique et ceux qui la lui refusent. Un même attachement aux acquis sociaux et au service public les unit, par-delà leur divergence sur la fiabilité de la gauche politique. Parmi les seconds, le record de l'indifférence (ou, pris dans l'autre sens, de l'hostilité) est détenu par les « confiants de droite ». Les *Droite/Nini* sont davantage préoccupés de l'avenir des acquis sociaux et du service public. Mais ils le sont incomparablement moins que les « ninistes » de gauche. Ce n'était pas *a priori* évident.

On a ajouté, aux fins de comparaison (partie droite du tableau) les résultats de deux questions qui portent sur la dimension éthico-culturelle des inquiétudes : *l'insécurité et la violence* et *l'augmentation du nombre des étrangers en France* (Tableau 20). Contrairement aux cas précédents, le niveau d'inquiétude est cette fois maximum quand on se situe à droite,

minimum quand on se situe à gauche. Certes, les relations que nos données font apparaître ne sont que probabilistes. Elles ne définissent pas des types qui seraient autant de blocs étanches. Si 72 % des *Droite/Nini* s'inquiètent *beaucoup* de l'insécurité et de la violence, c'est aussi le cas de 44 % des *Gauche/Nini*. Ce qui préoccupe fortement la grande majorité des premiers préoccupe tout autant une minorité parfois substantielle des seconds. Il faut évidemment être attentif à cette complexité et à ces recouvrements partiels. Mais, au total, les inquiétudes et les attentes dont ces dernières sont implicitement porteuses se hiérarchisent de façon clairement opposée au sein du peuple de droite et du peuple de gauche.

*Et plus encore le sentiment que le monde politique et ceux qui l'incarnent sont peu sensibles à ce que vivent et pensent les « gens comme nous » ?*

Nous avons examiné au chapitre III diverses « facettes » du rapport au politique. Il s'agit notamment du jugement porté sur le fonctionnement de la démocratie, de l'appréciation de la capacité d'écoute des responsables politiques et enfin de l'intérêt pour la politique. Reprenons-les dans cet ordre, en nous demandant en quoi chacune de ces « facettes » aide à comprendre le partage entre « défiants » et « confiants ».

1. Soit d'abord la question suivante : *Diriez-vous qu'en France la démocratie fonctionne très bien, assez bien, pas très bien ou pas bien du tout ?* L'interrogation porte, non sur le principe même d'une démocratie représentative que la très grande majorité des Français ne remet pas en cause<sup>46</sup>, mais sur l'adéquation entre les principes démocratiques proclamés et l'exercice effectif du pouvoir.

Trois groupes expriment une satisfaction supérieure à la moyenne de l'échantillon (Tableau 21). Les *Droite/Droite* viennent en tête (satisfaits : 80 %). Ils ont confiance dans une droite dans laquelle ils se reconnaissent et dont ils pensent que la politique est conforme à leurs idées. Par cette adhésion massive, ils se séparent une fois de plus de tous les autres groupes. Viennent ensuite les « ninistes » du centre et, plus étonnant, les « ninistes » de droite. Ces derniers sont sans doute partagés entre leurs griefs envers les représentants politiques de leur camp, et leur satisfaction de les voir aux affaires plutôt que « ceux d'en face ».

---

46. Ce qui n'est pas exclusif d'une demande croissante de formes plus directes de participation démocratique. En 1998 déjà, 87 % de Français se disaient *d'accord* avec *Les choses iraient mieux si on nous demandait plus souvent notre avis*, dont *tout à fait d'accord* : 47 %.

Tableau 21. « Diriez-vous qu'en France la démocratie fonctionne très bien, assez bien, pas très bien ou pas bien du tout? » selon les combinaisons Autoposition/Confiance G-D

Autoposition	Confiance	...la démocratie fonctionne... très bien, assez bien	
<i>DRO</i>	DRO	80	(160)
<i>CEN</i>	NINI	61	(165)
<i>DRO</i>	NINI	58	(160)
<i>Ensemble</i>		55	(1504)
<i>GAU</i>	GAU	50	(231)
<i>GAU</i>	NINI	50	(232)
<i>NINI</i>	NINI	47	(474)
		55	

On est sensiblement plus critique quand on se situe à gauche, et rien ne distingue sous ce rapport les « confiants » des « défiants ». Le mode d'exercice du pouvoir depuis 2007 n'y est sans doute pas pour rien. Sur cette dimension démocratique, voire républicaine (historiquement fondatrice des sensibilités de gauche), les « gens de gauche » se retrouvent une nouvelle fois. Les « ninistes intégraux » se situent pratiquement au même niveau. Ce niveau d'insatisfaction ne les caractérise donc pas en propre. Il n'explique pas leur refus de s'inscrire dans un système de catégorisation politique où les notions de gauche et de droite feraient sens.

2. La situation est très différente quand l'interrogation porte de façon concrète sur l'attention prêtée par les responsables politiques à l'opinion de leurs mandants. Soit la question : *À votre avis, dans l'ensemble, les responsables politiques se préoccupent-ils de ce que pensent les gens comme vous ?* Nous avons constaté la montée spectaculaire de la réponse *pas du tout* entre 2007 et 2010 (cf. Chapitre III).

Tableau 22. « À votre avis, dans l'ensemble, les responsables politiques se préoccupent-ils de ce que pensent les gens comme vous? » selon les combinaisons Autoposition/Confiance

Autoposition	Confiance	Les responsables politiques se préoccupent-ils... Pas du tout	
<i>DRO</i>	DRO	17	(160)
<i>CEN</i>	NINI	35	(165)
<i>GAU</i>	GAU	37	(231)
<i>DRO</i>	NINI	41	(160)
<i>Ensemble</i>		42	(1504)
<i>GAU</i>	NINI	48	(232)
<i>NINI</i>	NINI	57	(474)

L'attitude vis-à-vis des responsables politiques varie dans le même ordre que le niveau d'anxiété, tel que mesuré par notre échelle d'inquiétude. Elle ne dépend que secondairement de l'autoposition sur la dimension droite-gauche. La palme de l'indulgence (ou du sentiment d'affinité) revient aux « confiants de droite » (*Droite/Droite*) suivis, à quasi-égalité, par les *Centre/Nini* (ils refusent leur confiance à la gauche et à la droite sans être spécialement hostiles aux responsables politiques en général) et par les « confiants de gauche ». Quelle que soit leur façon de se situer sur la dimension droite-gauche, les « ninistes » sont nettement plus critiques envers « ceux d'en haut » que les « confiants ». L'écart est de 11 points quand on se situe à *gauche*, mais de 24 points quand on se situe à *droite*. Enfin, les *Nini/Nini* détiennent le record de la réprobation. 40 points (un peu plus qu'un fossé) les séparent des *Droite/Droite*.

Cela dit, on est nettement plus sévère pour le personnel politique quand on se dit à *gauche* que quand on se dit à *droite*. Les *Gauche/Gauche* sont 37 % à juger les responsables politiques sourds à ce que pensent les « gens comme nous », contre seulement 17 % des *Droite/Droite*. Du côté des ninistes, ceux de gauche sont encore plus critiques (ou révoltés) que ceux de droite. On aurait pu s'attendre au résultat inverse.

Au total, la conviction « qu'ils » n'ont nul souci de ce que « nous » pensons (et, au-delà, de ce que nous vivons)<sup>47</sup> n'est pas pour rien dans la défiance, souvent grosse d'exaspération et de rancœur, qui frappe en 2010 aussi bien la gauche que la droite politiques. Elle est fortement liée au niveau d'anxiété. Elle connaît sa diffusion maximale chez ceux qui refusent à la fois de se positionner sur l'axe gauche-droite et de faire confiance à la gauche comme à la droite pour gouverner (*Nini/Nini*). Cette imputation d'indifférence, parfois mêlée de dégoût, éclaire la signification de leur sentiment d'extériorité par rapport au champ politique.

Les variations de l'intérêt déclaré pour la politique entretiennent des relations encore moins prévisibles avec nos combinaisons autoposition/confiance (Tableau 23).

---

47. « Petits problèmes pour eux, gros problèmes pour nous », disait déjà une employée interviewée par entretien non directif en 1978 (Jean-Marie Donegani, Guy Michelat, Michel Simon, *Représentations du champ social, attitudes politiques et changements socio-économiques*, Institut de sociologie Lille I-CEVIPOF, 1980; Guy Michelat, Michel Simon, *Les ouvriers et la politique*, *op. cit.*

Tableau 23. Intérêt pour la politique selon les combinaisons Autoposition/  
Confiance

Autoposition	Confiance	<i>Est-ce que vous intéressez à la politique ?:</i> beaucoup, assez	
<i>GAU</i>	<i>GAU</i>	77	(231)
<i>DRO</i>	<i>DRO</i>	65	(160)
<i>GAU</i>	<i>NINI</i>	61	(232)
Ensemble		50	(1504)
<i>DRO</i>	<i>NINI</i>	47	(160)
<i>CEN</i>	<i>NINI</i>	44	(165)
<i>NINI</i>	<i>NINI</i>	27	(474)

Trois groupes témoignent d'un intérêt politique plus élevé que la moyenne de la population. Ce sont, dans l'ordre, les *Gauche*/Gauche, suivis des *Droite*/Droite et enfin des *Gauche*/Nini. Trois autres se situent au-dessous : les *Droite*/Nini, les *Centre*/Nini et, nettement distancés, les *Nini*/Nini. Ces résultats inhabituels appellent trois remarques.

1. À autoposition constante, les « confiants » s'intéressent davantage à la politique que les « ninistes ». Deux interprétations se présentent à l'esprit. S'intéresser à la politique peut s'accompagner d'un niveau d'information qui conduit à faire confiance pour gouverner aux représentants politiques de son « camp ». Mais la relation causale inverse n'est pas moins vraisemblable. On peut être davantage encouragé à s'intéresser à la politique quand on fait confiance à ceux qui ont en principe vocation d'appliquer les idées auxquelles on tient et qu'on se préoccupe en conséquence davantage des aléas du combat politique. L'absence de confiance constitue au contraire un facteur de découragement qui se traduit par une attention moindre, voire quasi nulle, à ce qui se joue sur la scène politique au sens institutionnel du terme. Ces deux interprétations ne sont pas exclusives l'une de l'autre. Être rebuté par la politique conduit à s'en tenir de moins en moins informé et, par voie de conséquence, à la considérer toujours plus comme une réalité opaque et lointaine à laquelle on ne veut ni ne peut prendre intérêt, faute des ressources matérielles et/ou symboliques nécessaires.

2. Toutefois, cette « spirale du retrait » n'a rien de fatal. À confiance ou défiance constantes, on s'intéresse davantage à la politique quand on se dit à *gauche* que quand on se dit à *droite* et, plus encore, *au centre*. On vérifie une relation mise en évidence, à de rares exceptions près, par toutes les recherches menées depuis le début des années 1960. Le cas des « ninistes » de gauche (*Gauche*/Nini) est particulièrement éloquent. Mis à part les *Nini*/Nini, ils sont les plus portés à l'anxiété et les plus enclins à condamner l'indifférence des

responsables politiques à ce que pensent et attendent les « gens comme nous ». Et pourtant, en matière d'intérêt politique, s'ils ne décrochent pas la médaille d'or, remportée haut la main par les *Gauche*/Gauche, ils s'installent en troisième position sur le podium, talonnant les *Droite*/Droite. Leur refus de faire confiance aux représentants de leur camp a donc toute chance de revêtir une signification très politique. Par ce niveau élevé de politisation, ils se distinguent fortement des « ninistes » de droite et du centre. Ces derniers (*Centre*/Nini) sont en majorité peu inquiets, plutôt satisfaits du fonctionnement de la démocratie et plus qu'indulgents vis-à-vis des responsables politiques. Mais ils ne s'intéressent que modérément à la politique<sup>48</sup>. Rien n'est mécanique en ce bas monde<sup>49</sup>.

3. Chez les « ninistes intégraux » (*Nini*/Nini), en revanche, la mise hors champ de « la politique » est poussée au maximum. Ils ne refusent pourtant pas d'opiner en des matières qui se situent au cœur du politique au sens large et originel du terme, dans la mesure où elles mettent implicitement en jeu des conceptions différentes, voire opposées, du fonctionnement de la cité. Mais ils se distinguent du reste de la population par un intérêt pour « la politique » particulièrement faible. La question : *Est-ce que vous vous intéressez à la politique ?* est la seule où l'on enregistre un tel écart entre eux et la moyenne des personnes interrogées. Refus de se situer sur l'axe gauche-droite ; refus de faire confiance à la gauche comme à la droite pour gouverner le pays ; niveau d'anxiété maximum ; sentiment que les responsables politiques fonctionnent à des années-lumière de leurs préoccupations et, enfin, intérêt minimum pour la politique : autant de symptômes d'un sentiment d'extériorité particulièrement intense par rapport à un univers politique qu'ils jugent centré sur lui-même et ni capable, ni même vraiment désireux de trouver réponse à leurs problèmes et à ceux du pays. Entre ces *Nini*/Nini et les « ninistes » qui acceptent de se situer sur l'axe gauche-droite, la différence n'est sans doute pas qu'un problème de degré. Rappelons qu'ils sont 32 % des Français interrogés en 2010, et que c'est le seul groupe dont la proportion augmente à mesure qu'on est plus jeune et qu'on appartient davantage aux catégories populaires et ouvrières.

48. On retrouve l'existence d'un « marais » mise en évidence au milieu des années 1960. Cf. Emeric Deutsch, Denis Lindon, Pierre Weil, *Les familles politiques aujourd'hui en France*, Paris, Éditions de Minuit, 1966.

49. L'approche non directive fait apparaître que ce désintérêt, voire cette aversion pour « la politique » renvoient, chez des gens de droite et du centre – par ailleurs socialement bien intégrés – à l'idée que dans un système social tenu pour seul pensable, la priorité va à la bonne gestion (sur laquelle tous devraient pouvoir s'accorder) et que tout le reste n'est « qu'idéologie ». Cela ne veut pas dire qu'ils ne votent pas, bien au contraire. Ce système d'attitudes est beaucoup plus répandu chez les gens du centre et de droite que chez ceux de gauche. Toutes les données quantitatives dont nous disposons montrent qu'il diminue en fréquence quand on passe des catholiques pratiquants réguliers aux sans religion. Le moindre débat télévisé confirme combien le couple technique/rationalité opposé à idéologie/utopie fait partie du répertoire argumentaire des responsables politiques de droite et du centre.



---

# CHAPITRE VI

---

## À QUEL PARTI DONNER LA PRÉFÉRENCE ?

---

### **Bref retour sur les évolutions électorales : que s'est-il passé au premier tour présidentiel de 2007 ?**

Dans la plupart des publications relatives aux élections, les résultats présentés et commentés sont calculés en proportion des suffrages exprimés. Cette procédure est évidemment légitime : c'est le décompte des bulletins valides déposés dans les urnes qui décide de la victoire de telle ou telle tendance politique et, s'agissant des scrutins législatif et présidentiel, de son accession à la direction de l'État. Mais si l'on cherche à comprendre l'événement, il faut raisonner en proportion des électeurs inscrits, comme nous le faisons ici (raisonner en nombre de voix est moins rigoureux, du fait de la croissance du corps électoral, d'autant plus sensible que les scrutins étudiés sont plus éloignés dans le temps). L'abstention et les bulletins blancs ou nuls sont en effet des « votes » aussi porteurs de sens que les autres, et se limiter aux seuls suffrages exprimés expose à de sérieux contresens sur l'évolution réelle des comportements<sup>50</sup>.

Pour mieux apprécier la conjoncture politique en ce début de l'année 2012, commençons par évoquer à grands traits le premier tour présidentiel de 2007, en le situant lui-même par rapport aux consultations antérieures. Les évolutions intervenues depuis le début des années 1960 ont fait l'objet de nombreux travaux<sup>51</sup>. Nous n'y reviendrons pas en détail, sinon pour rappeler que la gauche (nettement minoritaire depuis 1958)

50. On aurait une appréciation encore plus exacte de la signification des résultats électoraux en prenant, comme bases des divers calculs, l'ensemble de la population disposant du droit de vote (non inscrits inclus), comme nous le faisons dans la plupart des enquêtes que nous avons conduites. Il serait également intéressant de rapporter les suffrages enregistrés à l'ensemble des résidents en âge de voter (étrangers compris).

51. Cf., entre autres, Guy Michelat et Michel Simon, *Les ouvriers et la politique*, *op. cit.*

devance la droite en voix au premier tour législatif de 1978 pour la première fois depuis l'instauration de la V<sup>e</sup> République (ce sera aussi la dernière, et elle perdra le second tour). Nous nous limiterons à la période 1988-2007 (présidentielles, premier tour) en insistant plus particulièrement sur la séquence 2002-2007<sup>52</sup>.

En 2002, la non participation (abstentions, blancs, nuls) dépasse les 30 % (un record pour une présidentielle). Le nombre des candidatures (facteur de dispersion des voix) bat elle aussi un record. La gauche (PCF inclus) et la droite « de gouvernement » reculent fortement par rapport aux présidentielles antérieures. L'extrême gauche progresse, Le Pen ne dépasse que de moins de deux points ses scores de 1995 et 1988. S'il se retrouve au second tour, c'est en raison, non de ses gains propres en proportion des inscrits (ou, dit autrement, de l'élargissement de sa sphère d'influence), mais de la chute de Lionel Jospin, tombé au niveau le plus bas jamais enregistré par un candidat socialiste, et de celle de Jacques Chirac, l'un et l'autre fortement pénalisés par l'abstention. Nous avons enregistré des tendances analogues dès l'élection législative de 1993. Elles sont poussées au paroxysme en 2002.

Rien de tel en 2007. La non participation tombe à 17,43 % (- 13,37 points par rapport à 2002). Mobilisation exceptionnelle, supérieure à celle de 1981 et guère éloignée des taux records de l'époque gaullienne, en rupture avec la tendance constatée à partir du premier « vote de crise » de 1993. Le score des candidats « hors système » s'effondre. Avec 30,9 % des inscrits, la gauche globalement considérée gagne 4,12 %. La droite n'a donc nullement progressé à son détriment. Ségolène Royal (21,36 %) en est quasiment l'unique bénéficiaire. La droite non frontiste, quant à elle, réalise un véritable bond (+ 23,60 % sur 2002, dont Bayrou : +10,61 % et Sarkozy : + 11,99 %). Avec 45,92 %, elle dépasse tous ses scores depuis 1981 et se rapproche des 51,59 % du premier tour 1965. Sarkozy obtient 25,74 %, soit près de 12 % de gain sur Chirac cinq ans plus tôt. L'extrême droite frontiste perd 4,66 %. Ce recul profite essentiellement à Sarkozy, comme l'a montré Nonna Mayer<sup>53</sup>. « Ruée vers l'urne », concentration des suffrages sur les « crédibles » dès le premier tour, mobilisation préférentielle en faveur des droites « de gouvernement » : autant de symptômes, semble-t-il, d'une demande d'issue proprement politique, en rupture avec le retrait électoral et/ou les votes protestataires qui avaient largement marqué le scrutin de 2002. On a surtout voté Sarkozy en pensant qu'il était porteur de solutions crédibles. On a très souvent voté Royal pour barrer la route à son adversaire. En mai 2007, près des trois quarts des électeurs de gauche (dont Royal : 70 %) ne pensent pas que l'élection présidentielle puisse améliorer les choses ; 52 % de ceux de Bayrou et 94 % de ceux de Sarkozy en sont au contraire persuadés.

---

52. Pour l'étude des résultats électoraux, nous utilisons les statistiques officielles. Quand notre analyse porte sur les mêmes résultats ventilés selon l'âge, le genre, la profession, les attitudes politiques ou religieuses, etc. (informations couvertes par l'anonymat du vote), nous utilisons les enquêtes par sondages.

53. Nonna Mayer, « Comment Nicolas Sarkozy a rétréci l'"électorat Le Pen" », *Revue française de science politique*, 57 (3-4), juin-août 2008.

---

## *À quel parti donner la préférence ?*

---

Quelle que soit l'appartenance de classe, toutes les évolutions observées sur l'ensemble de la population se vérifient. On est bien en présence d'un mouvement de fond, auquel n'échappent pas, pour l'essentiel, les catégories ouvrières et populaires. Pour mesurer l'ampleur des transformations intervenues, comparons le premier tour présidentiel de 2007 (victoire de Nicolas Sarkozy) à celui de 1988 (victoire de François Mitterrand), en insistant plus particulièrement sur les ouvriers. Depuis au moins la Libération, le vote dominant était de gauche, en majorité communiste, mais la proportion des ouvriers votant à droite a toujours été très importante. Ainsi, en 1962, 43 % des ouvriers choisissaient la gauche (25 % le PC) et 31 % la droite (21 % les Gaullistes). Cet « alignement à gauche » atteint son apogée au premier tour législatif de 1978 (gauche: 59 %, dont PCF: 31 % droite: 26 %). Bien qu'affaiblie, cette spécificité ouvrière demeure en 1988. Elle s'estompe en 1995. Elle disparaît en 2002 et en 2007.

Pour préciser l'analyse, on se limitera aux premiers tours des scrutins présidentiels intervenus depuis 1988 en utilisant les pourcentages calculés sur les inscrits (enquêtes post-électorales CEVIPOF). En 2007 (victoire de Nicolas Sarkozy), l'ensemble centre + droite progresse très fortement dans toutes les catégories socio-professionnelles (CSP) par comparaison avec 1988 (victoire de François Mitterrand): +14 points parmi les cadres et professions intellectuelles supérieures (CPIS), + 12 parmi les professions intermédiaires, + 16 chez les employés, et +19 chez les ouvriers (ensemble +15). Chez les ouvriers, et chez eux seuls, cette progression s'accompagne, non d'un fléchissement, mais d'un recul spectaculaire de la gauche: - 2 seulement chez les cadres/professions intellectuelles supérieures (CPIS) et les professions intermédiaires, - 7 chez les employés, mais -15 points chez les ouvriers. En revanche, le vote frontiste, significatif dès 1988, reste quasiment stable dans toutes les PCS. C'est bien un mouvement des ouvriers vers la droite non frontiste (Sarkozy) et, secondairement, vers le centre (Bayrou) qui, beaucoup plus que le vote FN ou une abstention en sensible recul, expliquent qu'ils aient à ce point rompu en 2007 avec un sinisme électoral trop souvent considéré, non comme un construit historique, mais comme une propriété d'essence. Au total, il y a bien eu « droitisation » du vote ouvrier, comme l'a montré Florent Gougou.

Pour autant, ce ne sont pas les ouvriers qui, même à cette date, ont le plus massivement voté à droite ou au centre. Additionnées, ces deux sensibilités politiques recueillent en effet 60 % des suffrages chez les commerçants et artisans (CA), 56 % chez les cadres, professions intellectuelles supérieures (CPIS), 44 % chez les professions intermédiaires, autant chez les employés et 34 % chez les ouvriers (ensemble: 44 %). On a pu montrer que le vote frontiste constitue, pour l'essentiel, l'expression d'une orientation à droite « en rupture ». Sa prise en compte ne modifie pas la tendance. Au premier tour de 2007, le vote pour l'ensemble centre + droite + extrême droite (regroupement scientifiquement discutable, il est vrai) s'établit à 67 % des commerçants et artisans, 65 % des CPIS, 53 % des professions intermédiaires, 57 % des employés et « seulement » 49 % des ouvriers (ensemble: 55 %). Au-delà de fluctuations politiquement très symptomatiques, ces relations se vérifient dans tous les scrutins présidentiels depuis 1988.

En 1988, le vote Front national dépendait peu de la catégorie socio-professionnelle. À cette date, il exprimait essentiellement l'exaspération « interclassiste » d'une fraction des électeurs de droite vis-à-vis d'une gauche dont ils réprouvaient la politique et d'une droite à leurs yeux trop molle. Les choses changent avec la crise économique (et notamment industrielle) qui s'ouvre au début des années 1990. Dès lors, le vote FN (14 % des personnes interrogées en 1998) est d'autant plus fréquent qu'on appartient davantage aux catégories ouvrières et populaires. Ses fluctuations sont d'assez faible amplitude, contrairement à ce qui peut apparaître quand on raisonne en pourcentages des suffrages exprimés. C'est dans les catégories ouvrières et populaires que ses progressions (1995, 2002) sont les plus marquées, et son reflux de 2007 le moins sensible. C'est également chez elles qu'il concurrence le plus le vote pour la droite non frontiste. Que le FN ait attiré à lui une fraction des électeurs populaires et ouvriers de gauche semble avéré. Mais, au moins jusqu'en 2007, il a surtout gagné parmi les électeurs populaires et ouvriers de droite. Nul ne sait actuellement dans quelle mesure *l'aggiornamento* entrepris par la présidente et candidate du FN conduira à revoir ces conclusions.

En 2007, 31 % des employés et 33 % des ouvriers ont voté pour un candidat ou une candidate de gauche, mais 44 % et 34 % pour un de droite, 11 % et 16 % pour un d'extrême droite. Au sein des catégories populaires, il existe donc des nuances entre employés et ouvriers. Les enseignants sont les seuls en 2007 à avoir donné l'avantage à la gauche, et c'est chez eux que le vote frontiste a été le plus rare. On notera enfin que le vote pour la « gauche de la gauche » a été le plus fréquent (ou, plus exactement, le moins rare) chez les enseignants, les étudiants et les ouvriers.

### **De quel parti se sent-on le plus proche ? La situation en juin 2010**

Certes, le scrutin présidentiel de 2007 peut sembler sur bien des points exceptionnel. Mais on aurait tort de n'y voir qu'un accident sans lendemain. Les deux « séismes » de 2002 et 2007 constituent des symptômes particulièrement éloquents d'une situation de plus en plus marquée depuis 1993 par des renversements brutaux, où l'imprévu tend à devenir la règle. C'est donc avec la plus grande prudence qu'il convient de les interpréter.

Première raison : notre enquête a été réalisée en juin 2010, au lendemain d'élections régionales où la gauche progresse, principalement en sièges et en présidences de régions. Le climat lui est donc plutôt favorable. L'affrontement idéologique et politique est encore loin de son degré d'acuité actuel. Les dispositifs des principaux courants politiques ne sont pas arrêtés, ni *a fortiori* désignés les candidats à l'élection présidentielle. En particulier, la stratégie et la tactique de la candidate frontiste n'ont pas encore produit leurs effets.

Seconde raison : des sondages réalisés immédiatement avant et surtout après le scrutin correspondant se révèlent relativement proches des résultats réels et l'on peut les contrôler en fonction de ces derniers. Il n'en va pas du tout de même s'agissant d'intentions de vote

---

## *À quel parti donner la préférence ?*

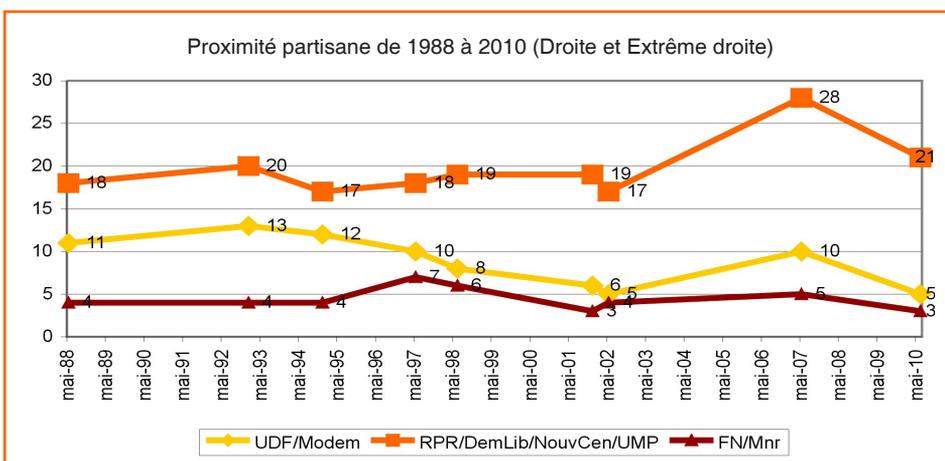
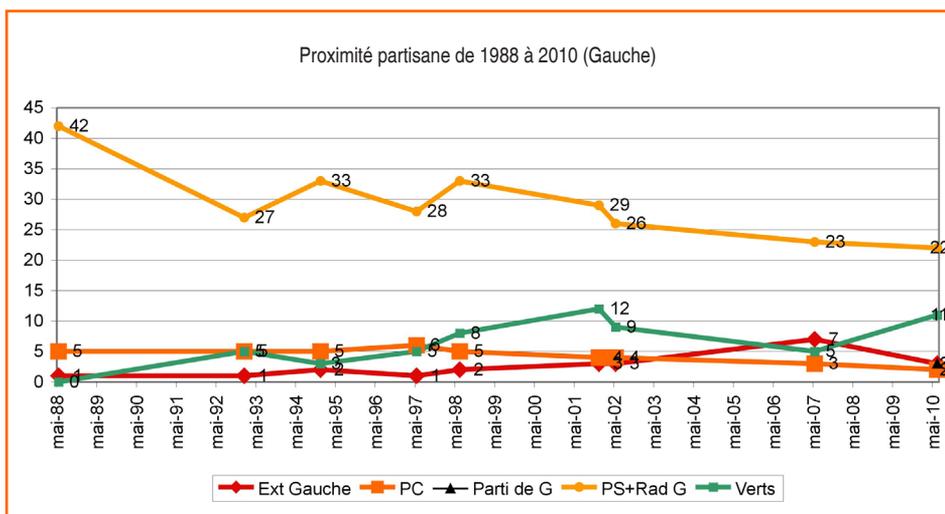
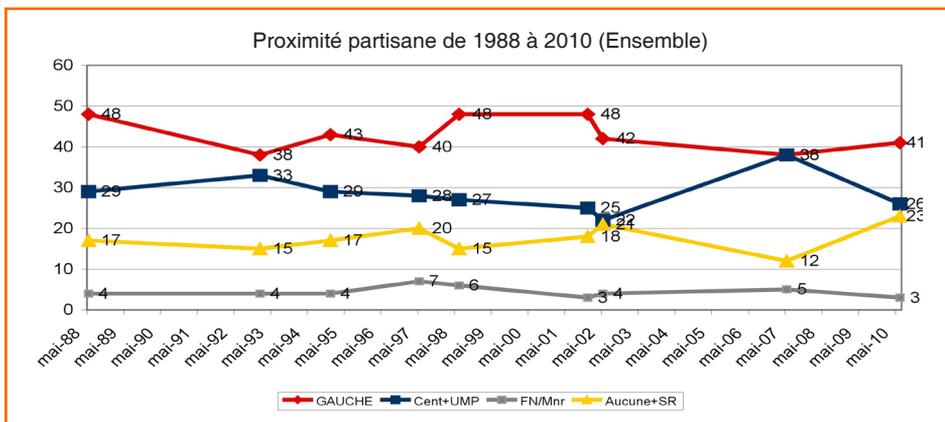
---

pour 2012 recueillies près de deux ans avant l'échéance, surtout dans une situation aussi mouvante que celle que nous connaissons. Dans cette étude, nous utiliserons donc comme indicateur de la préférence pour telle ou telle formation politique la réponse à la question suivante: *Sans penser seulement aux élections, pouvez-vous me dire de quel parti politique vous vous sentez le plus proche ou disons le moins éloigné?*

La «proximité partisane», telle qu'ainsi mesurée, n'est nullement l'équivalent d'un vote ou d'une intention de vote: on peut, dans une conjoncture donnée, se sentir proche d'un parti et refuser catégoriquement de voter pour ses candidat(e)s ou, inversement, «prendre le mauvais pour éviter le pire», comme nous le disait un fermier beauceron lors d'une de nos vagues d'entretiens non directifs. Elle est néanmoins significative de «l'aire de sympathie» dont disposaient, en juin 2010, les diverses formations politiques. Nous appellerons souvent «sympathisants» du Front de gauche, du PS, etc., les personnes qui désignent le parti politique considéré comme celui dont elles se sentent le plus proche. Plus qu'aux valeurs absolues des pourcentages, on sera attentif à leurs variations et, plus encore, à leurs relations avec les caractéristiques objectives et les attitudes des personnes interrogées.

## Chapitre VI

Figure 28. Sans penser seulement aux élections, pouvez-vous me dire de quel parti politique vous vous sentez le plus proche ou disons le moins éloigné ?



## Les principales évolutions de 1988 à 2010 : vue d'ensemble

La Figure 28 présente (de haut en bas) une vue d'ensemble sur l'évolution de l'audience des grands « blocs » politiques entre mai 1988 et juin 2010, un « zoom » sur la gauche et enfin un « zoom » sur la droite.

La gauche, globalement considérée, se situe à 48 % en 1988 (victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle). Elle tombe à 38 % en 1993 (voir sa défaite retentissante à l'élection législative de la même année). On la retrouve à 38 % seulement en 2007 (élection de Nicolas Sarkozy) et à 41 % en juin 2001, soit 7 points de moins que 23 ans plus tôt. Son fléchissement par rapport à ses périodes fastes est indéniable.

La droite n'en profite que très peu. Elle perd -3 points de sympathie par rapport à 1988, soit une quasi-stabilité. Elle connaît deux « pics » de sympathie, l'un en 1993 et l'autre en 1997. Dans le premier cas, elle talonne la gauche. Dans le second, elle fait jeu égal avec elle. Ces deux dates correspondent à deux victoires électorales retentissantes remportées par elle sur sa rivale. Au total, en termes de proximité partisane, le rapport de force entre les deux camps rivaux a peu varié en près de deux décennies. Reste que la gauche l'emporte de + 15 points seulement sur la droite en 2010, contre + 19 vingt-trois ans plus tôt. Chacun de nos indicateurs de l'orientation politique possède sa spécificité propre, qu'il s'agisse de l'autoposition sur l'axe droite-gauche, de la proximité partisane ou du vote. Mais la concordance (naturellement relative) des évolutions enregistrées témoigne, chez les citoyens « ordinaires », d'un niveau de cohérence très supérieur à celui qu'on leur prête généralement. Toutefois, en valeurs absolues, on aboutit à un tableau beaucoup plus favorable pour la gauche si l'on se réfère à la proximité partisane que si l'on se réfère aux comportements électoraux. Se sentir proche d'un parti est une chose, décider du bulletin qu'on dépose effectivement dans l'urne à l'heure du choix en est une autre.

On n'enregistre pas non plus, en juin 2010, une poussée du sentiment de proximité avec l'extrême droite (essentiellement représentée par le Front national). Sa sous-estimation est hautement vraisemblable, mais rien, à cette date, n'indique qu'elle se soit aggravée par rapport aux périodes antérieures. On peut donc penser qu'en termes d'évolution, cette relative stabilité rend assez bien compte de la réalité. Elle correspond à ce que révèle l'étude du vote FN en proportion des inscrits à l'élection régionale. Il est plus que vraisemblable que nous n'en sommes plus là. Mais pour apprécier la situation actuelle, conserver ce résultat en mémoire n'est pas inutile.

Enfin, *sans préférence partisane* connaît des fluctuations faibles, encore que significatives entre 1988 et 2007. Son score, à cette date, est le plus bas enregistré au cours des deux décennies écoulées (12 % seulement, pourcentage tout à fait cohérent avec la très forte mobilisation électorale lors de la présidentielle de 2007). Trois ans plus tard, il remonte à 23 % (+6 points par rapport à 1988, mais seulement +3 par rapport à 1997 et +2 par rapport à 2002). Score élevé, mais qui n'a rien d'un *raz-de-marée*. Rien n'indique au demeurant que nous soyons entrés dans une phase de démobilisation politique. Cela ne préjuge rien du

niveau de l'abstention au printemps 2012, sur lequel aucun institut de sondage ne hasarde jusqu'à présent le moindre pronostic.

Ces résultats incitent à considérer plus en détail la séquence 2002-2007-2010. En 2007, la « sympathie à gauche » avait fléchi par rapport à 2002. La « sympathie à droite et au centre » avait au contraire connu une poussée exceptionnelle. Le très net recul de *sans préférence partisane* s'opérait exclusivement à son profit. En 2010, la sympathie pour un parti de gauche remonte à 41 % (+ 5 points par rapport à 2007). Au contraire, la sympathie pour un parti de droite ou du centre chute à 26 % (-12 points en trois ans). La poussée de *sans préférence partisane* lui est cette fois exclusivement imputable. On retrouve ainsi des évolutions très proches, en termes de tendances, de celles observées à propos de l'autoposition sur la dimension droite-gauche. Le reflux du centre et des droites non frontistes peut s'être atténué, encore que rien ne soit sûr. S'agissant au moins de la droite sarkozyste, rien n'indique qu'il ait été effacé. Nous avons signalé et commenté plus haut ce qu'il en était du sentiment d'être proche du Front national.

Terminons par un rapide regard sur la situation à l'intérieur de la gauche, puis de l'ensemble des formations du centre et de droite non frontiste.

En 1988, 42 % des Français se sentaient proches du Parti socialiste. Ils ne sont plus que 23 % en 1995. Le PS reste le premier parti de gauche. Mais par rapport à 1988, son hégémonie à gauche s'est fortement effritée. Par la suite, sa cote marque une relative stabilité, nonobstant certaines remontées (1995, 1999). Elle s'établit en juin 2010 à 22 % (-20 points par rapport à 1988). Le PS est principalement concurrencé tantôt par l'extrême gauche et le PC, tantôt par l'extrême gauche (2007), tantôt par les Verts. C'est le cas en 2010 où ils montent à 11 %, au lendemain de leur percée aux régionales. Fonder sur cette base une analyse en vue des scrutins présidentiels et législatifs de 2012 était peut-être prématuré. En juin 2010 enfin, le Front de gauche (Parti communiste + Parti de gauche) retrouve, avec 5 %, le niveau de proximité partisane obtenu en 1998 par sa seule composante communiste, très affaiblie en 2007<sup>54</sup>.

À droite, le sentiment de proximité avec une des composantes de la coalition menée par le RPR, puis l'UMP demeure relativement stable entre 1998 et 2002. Le changement est plutôt à rechercher du côté de la préférence pour les formations de sensibilité plus centriste (UDF puis MoDem), en sensible recul à partir de 1995. Le premier tour présidentiel de 2007 marque une interruption de ce cycle. Le sentiment d'être proche du MoDem gagne quatre points par rapport à 2002, celui d'être proche de l'ensemble UMP/Nouveau Centre (NC) en gagne onze. Trois ans plus tard, la sympathie pour le MoDem et l'UMP/Nouveau Centre recule sensiblement. Les gains réalisés en 2007 sont annulés pour le premier, et fortement réduits pour les seconds. À nouveau, nous retrouvons pour la proximité partisane

---

54. En juin 2010, et compte tenu de la situation politique d'alors, on avait testé à part le sentiment de proximité avec le PC et avec le PG. Le total *Front de gauche* résulte de l'addition des scores de ces deux formations. Compte tenu des évolutions intervenues, cette procédure n'est sans doute plus de saison.

---

## À quel parti donner la préférence ?

---

des mouvements très proches de ceux décrits et commentés à propos de l'autoposition sur la dimension gauche-droite.

### La proximité partisane selon l'appartenance de classe et l'âge en 2010

#### *Le degré d'appartenance aux catégories populaires et ouvrières*

Tous les gains et pertes par rapport à 2007 ci-dessus décrits se vérifient, quel que soit le degré d'appartenance aux catégories populaires et ouvrières. Parmi les 0 attribut ouvrier, la gauche gagne huit points de sympathie, alors que l'ensemble Centre + Droite en perd au contraire vingt-trois et que le FN fléchit (-3). Comme pour l'autoposition, la proximité pour la droite sarkozyste connaît son plus fort recul dans les catégories qui lui avaient fait le plus massivement confiance en 2007, que ce soit en termes de préférence partisane ou de choix électoral. Parmi les 2 attributs en revanche, la sympathie pour un parti de gauche progresse aussi de sept points, la sympathie pour le centre ou la droite en perd seize (c'est moins que la moyenne d'ensemble), mais dès juin 2010, la sympathie pour le FN en gagne quatre. Frémissement, certes, mais apparemment prémonitoire. En tout cas, même chez les plus ouvriers, le reflux du sentiment d'être proche du centre et des droites « de gouvernement » n'a que marginalement bénéficié à la gauche.

Tableau 24. Proximité partisane selon l'âge et selon le nombre d'attributs ouvriers (juin 2010)

PROXPAR	Age			Attributs ouvriers			Ensemble
	18-39	40-58	59 +	0	1	2	
Extrême Gauche	6	5	0	2	5	8	4
FdG	6	6	5	5	5	9	6
PS, PRG	16	24	26	23	20	21	22
Verts	15	12	5	11	11	11	11
<i>Gauche</i>	<i>47</i>	<i>47</i>	<i>39</i>	<i>41</i>	<i>41</i>	<i>49</i>	<i>43</i>
Centre + Droite	20	18	38	23	20	10	25
Extrême droite	5	4	5	3	5	11	5
Autres*	5	6	5	6	6	7	7
Sans pref part	26	23	13	24	25	26	23
	(505)	(490)	(509)	(932)	(460)	(112)	(1504)

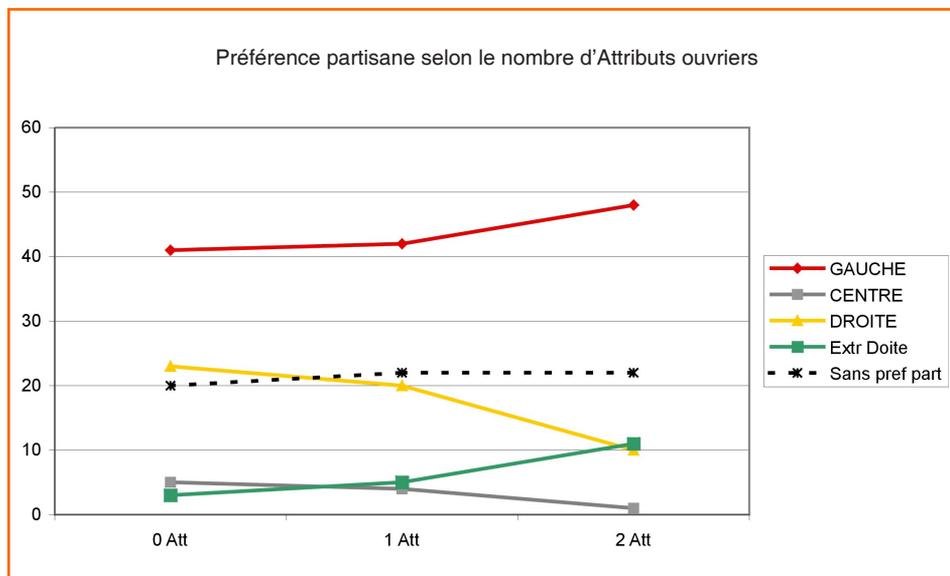
\*Autres écologistes/CPNT.

En juin 2010, la proximité avec un parti de gauche dépend peu du degré d'appartenance aux catégories populaires et ouvrières (Tableau 24, partie droite du tableau). Tout juste observe-t-on que les « très ouvriers » se disent un peu plus souvent proches d'un parti de gauche et un peu moins souvent proches d'un parti de droite ou d'extrême droite que l'ensemble de la population. Cela ne veut pas dire que tout « effet de classe » ait disparu. À

l'intérieur de la gauche, le sentiment d'être proche d'une formation d'extrême gauche ou du Front de gauche augmente sensiblement avec le nombre d'attributs ouvriers (0 attribut : 7 %, 1 attribut : 10 %, 2 attributs : 17 %). En revanche, la probabilité de se sentir proche du PS ou des Verts est pratiquement identique, quelle que soit la classe sociale objective. L'audience des Verts à cette date, y compris en milieux populaires et ouvriers, mérite d'être notée.

Cet effet de classe joue un rôle encore plus déterminant quand il s'agit d'arbitrer entre, d'une part, le centre et surtout la droite non frontiste et, d'autre part, une extrême droite incarnée pour l'essentiel par le FN. Plus on est ouvrier, moins on se sent proche des premiers, et plus on se sent proche de la seconde. Cette préférence de classe en faveur d'une « droite de rupture », au détriment du centrisme ou de la droite « de gouvernement », est particulièrement sensible dans la fraction la plus ouvrière de la population <sup>55</sup>. Ainsi, le sentiment d'être proche du FN quadruple presque quand on passe des 0 attribut ouvrier aux 2 attributs. La « prolétarisation » de la sympathie ou du vote pour le FN, vérifiée depuis 1993 et 1995, pourrait s'être encore accentuée <sup>56</sup>. Dès juin 2010, elle annonce ce qui est devenu une des principales caractéristiques de la situation politique actuelle. La Figure 29 synthétise ces observations.

Figure 29. Préférence partisane selon le nombre d'attributs ouvriers



55. Rappelons que les 2 attributs ouvriers (ouvriers ou ouvrières nés d'un père ouvrier) représentent environ la moitié du groupe ouvrier.

56. *Les ouvriers et la politique, op. cit.*

---

## À quel parti donner la préférence ?

---

### L'âge

En 2010, on se sent un peu plus souvent proche d'un parti de gauche et surtout moins souvent proche d'un parti de la droite « de gouvernement » parmi les 18-58 ans que chez les 59 ans et plus (Tableau 24, partie gauche du tableau). À l'intérieur de la gauche, c'est chez les 18-39 ans que le PS est le plus concurrencé par les Verts. En revanche, les niveaux de sympathie pour le Front de gauche, le MoDem et le FN ne varient pas significativement en fonction de l'âge. Au total, en termes, répétons-le, de proximité partisane, la gauche globalement considérée l'emporte de +33 points sur la droite sarkozyste chez les 18-39 ans et les 40-58 ans, mais de seulement +5 chez les 59 ans et plus. C'est aussi entre 18 et 58 ans que *sans préférence partisane* est le plus fréquent. Autrement dit, dans ces générations, le refus d'accorder sa sympathie à la droite ne se traduit que de façon très limitée par un report de sympathie sur la gauche.

Au total, la proximité avec la droite UMP/NC est minimale dans les tranches d'âge actives de la population et dans les catégories populaires, sans que la gauche ne profite entièrement, loin s'en faut, de ce déficit de sympathie. C'est au contraire dans les générations âgées que la droite conserve le plus de soutiens. Les enquêtes qui se multiplient en ce début de 2012 donnent à penser que ces constats conservent pour l'essentiel leur actualité, si du moins l'on s'en tient, non aux valeurs absolues des pourcentages, mais aux grandes tendances que leurs variations révèlent.

### Proximité partisane et autoposition sur la dimension droite-gauche: quelles relations en 2010?

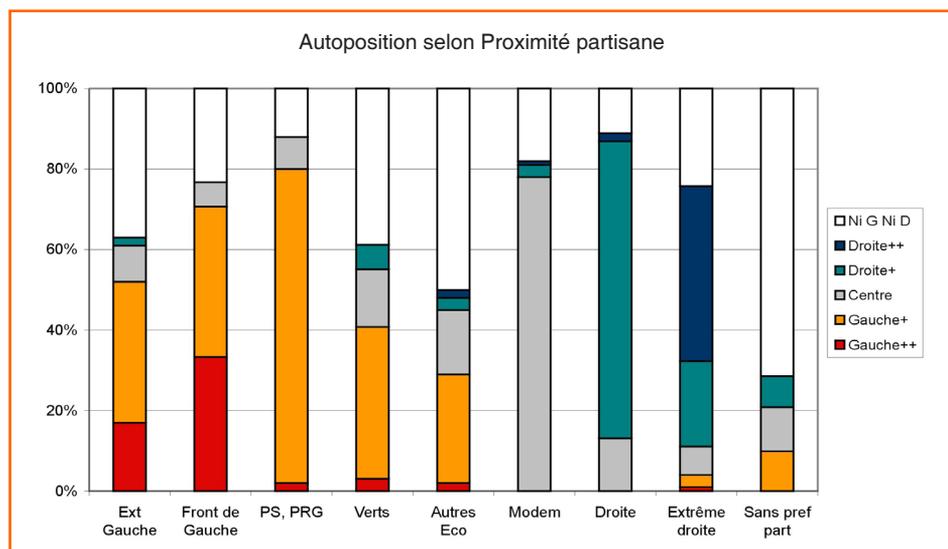
Tableau 25. Parti le plus proche selon l'autoposition sur la dimension droite-gauche

	Autoposition				
	A gauche	Au centre	A droite	Ni à gauche ni à droite	Ensemble
Extrême Gauche (1)	6	2	0	4	4
Front de gauche	12	2	0	4	6
PS, RDG	56	12	1	8	22
Verts	14	11	3	13	11
<i>Total gauche</i>	<i>74</i>	<i>14</i>	<i>1</i>	<i>29</i>	<i>32</i>
Autres écologistes	4	5	1	6	4
MoDem	0	25	1	2	4
Droite	0	20	73	7	21
Extrême droite	1	2	13	3	5
Sans pref part	7	17	7	49	23
	(469)	(204)	(326)	(505)	(1504)

Lecture verticale, par colonnes : parmi les personnes qui se situent à gauche (469 personnes), 6 % se disent proches de l'extrême gauche, 12 % du Front de gauche, 56 % de l'ensemble PS+radicaux de gauche. Parmi celles qui se situent à droite (326 personnes), respectivement 0 %, 0 % et 1 % sont dans ce cas. Les « autre parti » (5 % de l'échantillon) ne figurent pas dans ce tableau.

Première question : selon que l'on se situe à gauche, au centre ou à droite, de quel parti choisit-on de se dire le plus proche ? Le Tableau 25 confirme la forte cohérence entre la façon dont on se situe sur la dimension droite-gauche et le sentiment d'être proche de telle ou telle formation politique. Ce mode de repérage de son positionnement propre par rapport au champ idéologique et politique continue bien de structurer non seulement les attitudes, comme nous l'avons montré, mais aussi les préférences partisans dans une très large majorité de la population. Parmi ceux qui se situent à gauche, quasiment aucun ne se sent proche du MoDem, de la droite « de gouvernement » ni (fait dont devraient mieux tenir compte nombre d'observateurs) de l'extrême droite frontiste. Cette relation n'est évidemment que probabiliste. Si 74 % des « gens de gauche » donnent la préférence à une formation de la gauche politique, c'est aussi le cas de 14 % de ceux qui se situent au centre, mais de seulement 1 % de ceux qui se situent à droite. Symétriquement, parmi ceux qui se situent à droite, quasiment aucun ne se sent proche de l'extrême gauche, du Front de gauche, du PS/radicaux de gauche, des Verts et même du MoDem (ce qui n'était pas évident *a priori*). Ils sont en revanche 73 % à se dire proches de la droite non frontiste et 13 % du Front national (soit un total de 86 %). Chez ceux qui se situent au centre, les choix sont en 2010 beaucoup plus dispersés. 25 % seulement se disent proches du MoDem, 28 % d'une formation de gauche, 20 % de la droite et 17 % d'aucun parti. Enfin, ceux qui déclarent ne se situer ni à gauche ni à droite sont 29 % à indiquer leur proximité avec un parti de gauche, 12 % seulement avec soit le MoDem, soit la droite, soit l'extrême droite, et 49 % (un sur deux) à ne se sentir proches d'aucun parti. Rappelons que ces *ni à gauche ni à droite* représentent en 2010 34 % des personnes interrogées.

Figure 30. Autoposition sur la dimension droite-gauche selon le parti le plus proche



Pour préciser l'analyse, reprenons les mêmes données en nous posant la question inverse (Figure 30) : comment les sympathisants des diverses formations politiques se situent-ils sur la dimension droite-gauche ou, si l'on préfère, quelles sont parmi eux les « couleurs » dominantes ?<sup>57</sup> On aboutit ainsi à une sorte de « radiographie » des divers groupes de sympathisants et, au-delà, à ce qu'on pourrait considérer (non sans forcer le trait) comme une « analyse spectrale » du champ politique. Nous avons déjà utilisé cette double procédure à propos du rapport entre l'autoposition et les attitudes politico-idéologiques.

Nous avons choisi d'utiliser, pour l'autoposition, notre indicateur détaillé en sept positions : *ni à gauche ni à droite* (ni G ni D dans le cartouche à droite de la figure), *très à droite* (Droite ++), *à droite* (Droite +), *au centre* (Centre), *à gauche* (Gauche +) et *très à gauche* (Gauche ++). Limitons-nous aux principaux constats qui découlent de cette démarche, en nous rappelant la prudence qu'appelle la faiblesse de certains effectifs.

1. Parmi les sympathisants du Front de gauche et du Parti socialiste, aucun ne se situe *à droite* ou *très à droite*. Ce n'est le cas que de 2 % des sympathisants de l'extrême gauche. À l'autre pôle, parmi les sympathisants de la droite « parlementaire », aucun ne se situe *à gauche* ou *très à gauche*. Ce n'est le cas que de respectivement 3 % et 1 % des sympathisants frontistes. L'hypothèse d'un gauchisme ne repose donc pas sur rien, mais elle ne correspond qu'à des réalités tout à fait marginales. En termes d'autoposition, les « plus extrêmes » des deux bords sont tout aussi antagoniques que leurs homologues « moins extrêmes ».

2. Les sympathisants du PS/PRG se situent massivement *à gauche* (78 %, contre 2 % seulement *très à gauche*). Ils se différencient par là fortement de ceux du Front de gauche (*très à gauche* : 33 %, *à gauche* : 37 %). Il en va de même, encore que moins nettement, des sympathisants de l'extrême gauche (*très à gauche* : 33 %, *à gauche* : 37 %). Contrairement à ce que suggèrent les dénominations généralement utilisées, c'est au Front de gauche qu'on trouve le plus de « rouges », en termes toujours d'autoposition. La proportion de *ni à gauche ni à droite* constitue un second principe de différenciation. Exprimer la réticence à s'inscrire dans une opposition gauche-droite, elle est maximale (37 %) chez les proches de l'extrême gauche, encore importante chez ceux du Front de gauche (23 %), minimale

---

57. Dit plus rigoureusement, le Tableau 25 indique le pourcentage de proches de l'extrême gauche, du Front de gauche, etc. (la proximité partisane est la variable dépendante), en prenant pour bases de calcul le nombre de personnes qui se situent à gauche, au centre, etc. (l'autoposition est la variable indépendante). L'hypothèse sous-jacente est qu'en termes d'interprétation causale, mon sentiment d'être proche de tel ou tel parti *dépend* de la façon dont je me situe moi-même sur l'axe droite-gauche. La Figure 30 indique le pourcentage de personnes qui se situent *très à gauche*, *à gauche*, etc. (l'autoposition devient cette fois la variable dépendante), calculé sur le nombre de personnes qui se disent proches de tel ou tel parti (l'autoposition devient cette fois la variable indépendante). Si l'objectif recherché avec ce second mode de calcul est avant tout descriptif (quelle est la « physionomie » des divers groupes de sympathisants), le fait de se sentir proche d'un parti de gauche, du centre, etc. (*via* sa politique mais aussi ses responsables et ses militants), contribue sans doute en retour à structurer le sentiment de se sentir soi-même de gauche, du centre, etc. Il n'y a jamais causalité à sens unique.

chez ceux du PS/MRG. Quant à l'autoposition *au centre* (respectivement 9 %, 6 % et 8 %), elle ne varie pratiquement pas et demeure peu fréquente, y compris chez les sympathisants PS/MRG. Ce qui distingue ces trois groupes, c'est à la fois le degré de radicalité de leur positionnement à gauche et leur niveau d'acceptation de se situer sur l'axe gauche-droite. Mais il existe entre eux une zone de recouvrement non négligeable.

3. À l'autre pôle du champ politique on relève des principes de différenciation assez analogues. Les sympathisants de la droite de gouvernement se situent massivement à *droite* (78 %), plus rarement *au centre* (13 %), et plus rarement encore *ni à gauche ni à droite* (11 %) ; 2 % seulement se situent *très à droite*. C'est au contraire l'option majoritaire de ceux de l'extrême droite frontiste (43 %, contre à *droite* : 21 % et *ni à gauche ni à droite* : 24 %). En outre, 13 % des sympathisants de droite se situent au centre, contre 7 % seulement des sympathisants frontistes.

4. Entre ces deux pôles, les sympathisants du MoDem se différencient par leur concentration sur l'autoposition *au centre* (78 %). 18 % ne se situent *ni à gauche, ni à droite*.

5. Nous avons réservé pour la fin le cas des sympathisants d'Europe Écologie-Les Verts [EELV] – quatrième composante de la gauche –, celui des autres écologistes et celui des *sans préférence partisane*. Ce qui frappe chez les premiers c'est leur hétérogénéité. 38 % ne se situent *ni à gauche ni à droite*, 37 % se situent à *gauche*, 3 % seulement *très à gauche*, 14 % *au centre* et 6 % à *droite*. On peut se demander s'il n'en résulte pas une volatilité que confirmeraient les enquêtes et les développements politiques les plus récents. Ces tendances sont poussées au paroxysme chez les sympathisants des autres sensibilités écologistes (*ni à gauche ni à droite* : 50 %, *très à gauche* : 2 %, à *gauche* : 27 %, *au centre* : 16 % à *droite* ou *très à droite* : 5 %). Reste qu'au total, quand ils acceptent de se situer sur l'axe droite-gauche, ces autres écologistes se situent eux aussi plus souvent à gauche qu'au centre et *a fortiori* à droite. Quant aux *sans préférence partisane*, les deux tiers ne se situent *ni à gauche ni à droite*. Les autres se partagent quasiment à égalité entre à *gauche, au centre* et à *droite*.

Au total, l'analyse du rapport entre la proximité partisane et l'autoposition sur la dimension droite-gauche fait apparaître une situation politique bien plus complexe et incertaine que ne donnent à penser les classifications généralement reçues. À gauche, il existe de fortes analogies, mais aussi des différences sensibles entre les sympathisants du PS et ceux du Front de gauche. Les sympathisants de l'extrême gauche et, plus encore, d'Europe Écologie-Les Verts, se distinguent nettement de ces deux sensibilités qui structurent historiquement la gauche politique, sans pour autant pencher à droite. Au pôle opposé du champ politique, les sympathisants de la droite « de gouvernement » et ceux de l'extrême droite frontiste partagent un même refus de se dire à *gauche* et, *a fortiori, très à gauche*. Mais 73 % des premiers se situent à *droite*, 13 % *très à droite* (total : 86 %) et 11 % seulement *ni à gauche ni à droite*, contre respectivement 43 %, 21 % (total : 64 %) et 24 % des seconds. Quant aux sympathisants du MoDem, ils campent *au centre*, refusant de se dire à *droite* et, plus catégoriquement encore, à *gauche*. Ces résultats ne préjugent en rien du vote au premier

tour de la présidentielle de 2012, ni des éventuels reports de voix au second. Mais ils incitent à réfléchir sur les attitudes politiques et idéologiques dont ces choix peuvent être porteurs, et dont les évolutions ne s'arrêteront pas en mai 2012, pas plus que la vie économique, sociale et politique.

Dernière observation. L'autoposition sur la dimension droite-gauche « cristallise » pour ainsi dire des systèmes d'attitudes politico-idéologiques et de repères dont on a vu plus haut la consistance. L'hétérogénéité, sous ce rapport, de certains « groupes de proximité » est symptomatique d'un brouillage du sens des identifications partisans particulièrement sensible en 2010. Sont sélectivement concernés, par ordre d'intensité croissante, les sympathisants de l'extrême gauche, ceux d'Europe Écologie-Les Verts et ceux des autres écologistes ; il culmine chez les *sans préférence partisane*. Or, pris ensemble, ces quatre groupes représentent 42 % de la population interrogée. Ce constat aide à comprendre l'instabilité croissante des conjonctures politiques successives et le caractère de moins en moins prévisible de leurs issues. Il renforce l'hypothèse d'une crise profonde du rapport au système politique qui possède sa dynamique propre, mais qu'on ne saurait dissocier de la crise économique, sociale et sociétale qui s'est brutalement approfondie depuis 2008.

### **Proximité partisane et niveau d'intégration au catholicisme**

On a pu montrer (nonobstant des dénégations récurrentes) que la fréquence de la participation au culte constitue un bon indicateur de ce que nous appelons le niveau d'intégration religieuse, et dans le cas présent au catholicisme<sup>58</sup>. On sait aussi que plus on est catholique et pratiquant, plus on a de chances de voter ou de se sentir proche d'un parti de droite<sup>59</sup>. Inversement, plus on est religieusement détaché, plus on a de chances de voter ou de se sentir proche d'un parti de gauche. Cela reste très net en 2010 (Figure 31). La proximité avec un parti de gauche augmente de 27 % (*pratiquants réguliers*) à 49 % (*sans religion*)<sup>60</sup>. Même tendance pour l'absence de préférence partisane (de 5 % à 25 %). La proximité avec la droite UMP/NC diminue au contraire de 46 % chez les *catholiques pratiquants réguliers* à seulement 9 % chez les *sans religion*. C'est aussi le cas, en plus atténué, chez les proches du MoDem et du FN (leur proportion est divisée par deux quand on passe des *catholiques pratiquants réguliers* aux *sans religion*). Cela ne signifie évidemment pas qu'on puisse les assimiler les uns aux autres.

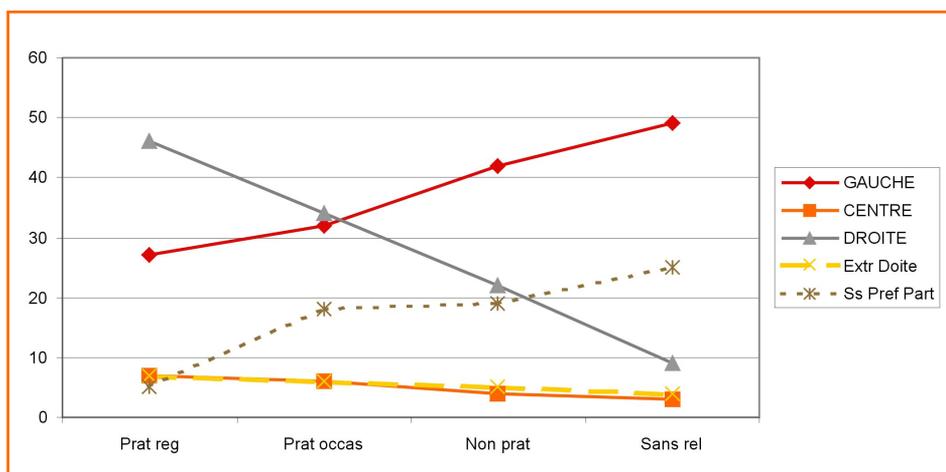
58. Guy Michelat, « L'identité catholique des Français. 1. Les dimensions de la religiosité » et 2. « Appartenances et socialisation », *Revue française de sociologie*, juil.-sept. 1990, p. 355-388 et oct.-déc. 1990, p. 609-633.

59. Guy Michelat, Michel Simon, *Classe, religion et comportement politique, 1977, op. cit.* ; « Attitudes politiques et religieuses en France. Des années 1960 au début des années 2010 », *La Pensée*, 351, juillet-septembre 2007, p. 75-91.

60. Selon notre enquête, les catholiques pratiquants réguliers sont 8 % de la population française en âge de voter, les catholiques pratiquants occasionnels 18 %, les catholiques non pratiquants 31 % et les sans religion 37 % (autres religions + sans réponse : 14 %).

La pratique religieuse est significative du degré d'adhésion au système de croyances, de convictions, de normes et de valeurs caractéristiques du catholicisme dans sa définition historiquement dominante. On sait que ce système porte, en termes évidemment de probabilité, à s'identifier beaucoup plus au « parti de l'ordre » qu'au « parti du mouvement », comme on le vérifie dans notre enquête et d'autres encore plus récentes. Si maintenant on analyse le « profil religieux » des divers groupes de sympathisants, on constate que la proportion de *pratiquants réguliers* ou *occasionnels* augmente de 13 % au Front de gauche à 20 % au PS, 21 % chez les Verts, 24 % au FN, 37 % au MoDem et culmine à 46 % chez les sympathisants de droite. À l'inverse, la proportion de *sans religion*, maximale (63 %) au Front de gauche, fléchit à 54 % à l'extrême gauche, 43 % chez Verts, 38 % pour le PS, 33 % pour le FN, 24 % pour le MoDem et seulement 15 % pour la droite UMP/Nouveau Centre. On retrouve, en fonction de la pratique religieuse, des systèmes d'affinités et de différences proches de celles mises en évidence en fonction de l'autoposition sur la dimension droite-gauche, mais avec des nuances importantes. Les sympathisants du FN se différencient de ceux du MoDem et plus encore de la droite UMP/Nouveau Centre, de tous les plus intégrés religieusement. Mais ils se différencient également de ceux de la gauche et surtout de ceux du Front de gauche, dont deux sur trois se disent totalement détachés de toute référence religieuse. On ne peut sur ce point les assimiler ni à une droite « classique », ni à la gauche, et en particulier à sa fraction la plus radicale.

Figure 31. Proximité partisane selon la pratique religieuse, en 2010

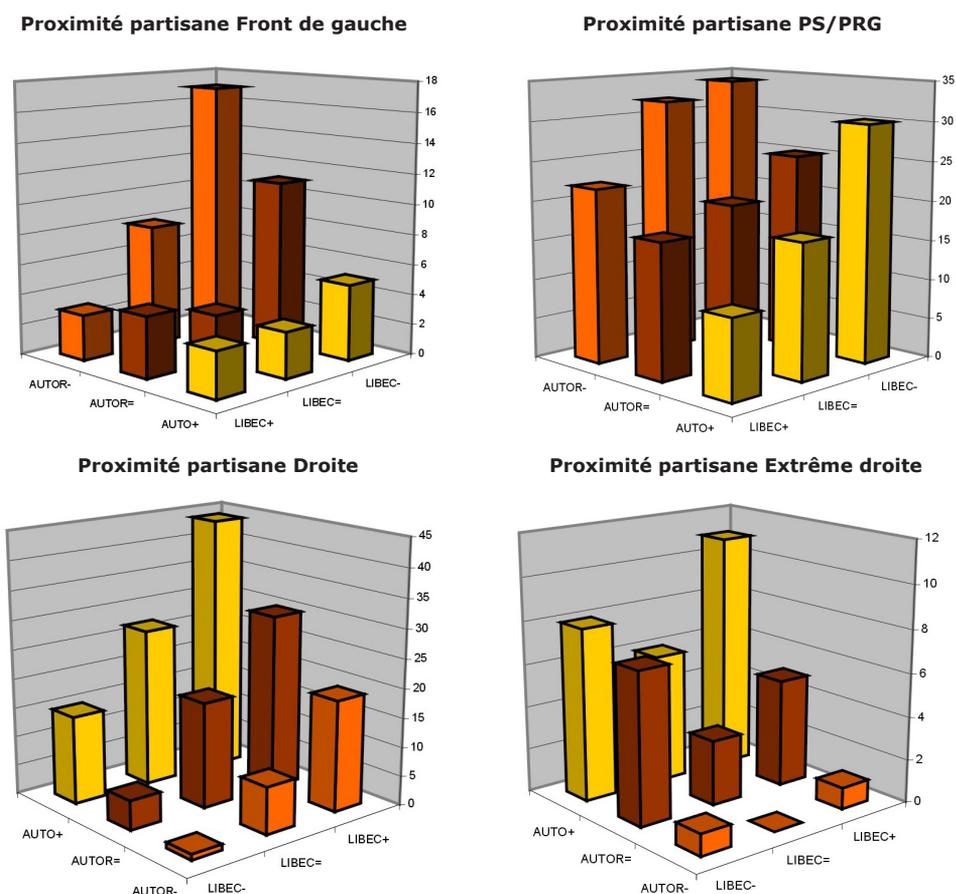


## Proximité partisane et attitudes politico-idéologiques : une relation qui demeure déterminante

### *Parti le plus proche selon le xéno-autoritarisme et le libéralisme économique*

Nous avons montré à plusieurs reprises que les attitudes relatives, d'une part, au libéralisme économique et, d'autre part, au xéno-autoritarisme exerçaient les unes et les autres une influence déterminante, et de poids sensiblement égal, sur les choix électoraux<sup>61</sup>. Nous l'avons une nouvelle fois vérifié pour 2010 à propos de l'autoposition sur la dimension droite-gauche. Sans répéter nos précédents commentaires, limitons-nous à trois constats (Figure 32).

Figure 32. Proximité partisane selon le xéno-autoritarisme (AUTOR) et le libéralisme économique (LIBEC)



61. Guy Michelat, Michel Simon, *Les ouvriers et la politique*, 2004, *op. cit.*; « Les ouvriers et la politique : par-delà les idées reçues », *Le Monde du Travail*, 2008, *op. cit.*

1. Le sentiment d'être proche d'un parti de gauche est d'autant plus fréquent qu'on refuse davantage la thématique libérale, quelle que soit l'attitude en matière d'autoritarisme et de xénophobie. Il augmente également à mesure qu'on refuse plus nettement de considérer la thématique xéno-autoritaire, quel que soit le degré d'adhésion au libéralisme économique<sup>62</sup>. Ces effets se cumulent. De la sorte, la proximité déclarée pour un parti de gauche atteint son niveau maximum chez les « antilibéraux non xéno-autoritaires ». C'est à propos de la proximité pour le Front de gauche que ces relations sont les plus nettes. En 2010, elle augmente de seulement 3 % chez les très libéraux/très xéno-autoritaires à 17 % chez les très hostiles à la fois au libéralisme économique et à l'autoritarisme et à la xénophobie (ensemble: 5 %). C'était déjà notre constat en 2007 où nous avons dû regrouper sous le nom de « gauche antilibérale » tous les candidats à gauche du PS, vu la ténuité de certains effectifs.

2. Symétriquement, on est d'autant plus enclin à se dire proche d'un parti de droite qu'on adhère davantage au libéralisme économique et qu'on est davantage autoritaire et xénophobe<sup>63</sup>. Nous relevions le même phénomène à propos des votes présidentiels de 2002 et 2007. L'hypothèse selon laquelle le scrutin de 2007 se serait joué principalement sur la dimension autoritaire et xénophobe des attitudes mérite pour le moins un sérieux réexamen. Ce faisant, on cerne de plus près les thèmes à la fois économiques, sociaux et autoritaires-sécuritaires sur lesquels Nicolas Sarkozy a bâti sa victoire et surclassé sa rivale. L'angle d'attaque choisi par la candidate frontiste (sur un mode qui tient compte des anxiétés et des sentiments de révolte liés à l'approfondissement de la crise) montre que la leçon n'a pas été perdue.

3. Enfin, la proximité avec une formation d'extrême droite (essentiellement avec le Front national) obéit à une logique tout à fait différente. Elle ne dépend que marginalement du degré d'adhésion à la thématique libérale, même si elle semble plus fréquente chez ceux qui expriment en la matière les positions les plus tranchées (très libéraux/LIBEC + et très antilibéraux/LIBEC -). Elle est très rare quand on n'est pas acquis à l'autoritarisme et à la xénophobie. C'était déjà vrai du vote Le Pen en 2002 et 2007. Les faits infirment, au moins jusqu'en juin 2010, l'assertion selon laquelle la sympathie pour l'extrême droite frontiste culminerait quand le xéno-autoritarisme et le rejet du système libéral atteignent leur acuité maximale. Là encore, l'hypothèse « populiste » mérite d'être soigneusement revisitée.

62. À une irrégularité près concernant le PS qui, contrairement au Front de gauche, recueille un soutien non négligeable chez les très antilibéraux autoritaires/xénophobes (AUTO +/LIBEC-).

63. Les proximités avec un parti de gauche et un parti de droite étant dues à des systèmes opposés de combinaison des deux attitudes, il s'ensuit que la fréquence maximale (pile la plus haute à l'intersection des deux fonds du graphique) est, pour les partis de gauche, celle des antilibéraux non autoritaires et, pour ceux de droite, celle des libéraux autoritaires.

---

## À quel parti donner la préférence ?

---

Ce phénomène apparaît de façon encore plus nette quand on utilise comme indicateur, non notre échelle de xéno-autoritarisme, mais seulement l'attitude vis-à-vis des immigrés<sup>64</sup>. Le sentiment d'être proche du FN est proche de zéro quand on n'est *pas du tout d'accord* ou *plutôt pas d'accord* avec *il y a trop d'immigrés en France*, quel que soit le niveau d'adhésion au libéralisme économique. Il reste rare quand on est seulement *plutôt d'accord*. Il n'atteint une fréquence plus que significative que si l'hostilité aux immigrés s'exprime sous sa modalité la plus véhémente (*tout à fait d'accord*). On avait déjà mis cette relation en évidence en recourant au vote comme indicateur du choix partisan (1997, 1998, 2002, 2007). Une fixation virulente sur les immigrés continue en juin 2010 à jouer un rôle central dans le système de représentations, d'attitudes et d'implications affectives qui conduisent à se sentir proche du FN. Tantôt explicitement, tantôt sur un mode quasi subliminal, elle demeure la marque distinctive de l'argumentaire de sa présidente-candidate. Nul ne sait dans quelle mesure cette dernière parviendra à élargir son audience auprès de ceux dont l'ethnocentrisme et l'intolérance ne se haussent pas à ce niveau extrême.

### *Les attitudes politico-idéologiques selon le parti dont on se sent le plus proche : zoom sur les sympathisants FN*

Tableau 26. Niveau élevé sur les échelles d'inquiétude, de rejet du système politique, de xéno-autoritarisme, de libéralisme économique et d'approbation des actions collectives selon la proximité partisane

% de niveau élevé						
	Inquiétude, anxiété	Rejet du système pol.	Xéno-autoritarisme	Libéralisme économique	Actions collectives	Effectifs
<i>Prox. partisane</i>						
Extrême Gauche	52	41	33	37	74	(54)
Front de Gauche	46	51	22	24	65	(83)
PS, PRG	40	28	28	31	49	(330)
Verts	34	39	23	42	48	(163)
<b>GAUCHE</b>	<b>40</b>	<b>35</b>	<b>26</b>	<b>33</b>	<b>53</b>	<b>(630)</b>
Autres Eco	31	34	18	27	34	(62)
MoDem	24	37	24	49	31	(67)
Droite	28	20	55	63	11	(415)
Extrême droite	53	53	69	54	25	(68)
Aucun	45	54	36	40	37	(339)
<b>Ensemble</b>	<b>38</b>	<b>37</b>	<b>36</b>	<b>42</b>	<b>37</b>	<b>(1504)</b>

*Lecture horizontale, en ligne. Parmi les sympathisants de l'extrême gauche (54 personnes), 52 % expriment un haut niveau d'inquiétude, 41 % un fort rejet du système politique, etc. Parmi ceux du Front de gauche (83 personnes), respectivement 46 % et 51 % sont dans ce cas.*

64. Rappelons que *il y a trop d'immigrés en France* entre dans la construction de notre échelle de xéno-autoritarisme.

Pour compléter l'analyse (Tableau 26), demandons-nous en sens inverse en quoi les sympathisants des divers partis se ressemblent ou diffèrent du point de vue de leurs systèmes d'attitudes politico-idéologiques (niveaux d'inquiétude, de rejet du système politique, de xéno-autoritarisme, de libéralisme économique et d'approbation des mobilisations collectives). Nous trouvons à nouveau des relations proches de celles établies à propos de l'autoposition sur la dimension droite-gauche.

1. Un haut niveau d'inquiétude connaît son maximum de fréquence aux deux pôles opposés du champ politique (d'une part les sympathisants de l'extrême gauche et, d'autre part, ceux de l'extrême droite frontiste). Il est également largement répandu chez les sympathisants Front de gauche et PS. Il l'est nettement moins chez ceux des Verts et moins encore chez ceux de la droite et du MoDem. Entre ces derniers et ceux de la gauche, PS inclus, il existe sur cette dimension un véritable fossé. Fait d'autant plus notable que tout donne à penser que plus l'anxiété et l'inquiétude sont élevés, plus la demande d'issues concrètes se fait pressante.

2. C'est également aux deux pôles opposés du champ politique que le système politique, tel qu'il fonctionne actuellement, est le plus rejeté. Ce rejet est particulièrement rare au contraire chez les sympathisants de la « droite de gouvernement » et, à un moindre degré, du PS, son principal compétiteur. Il est plus fréquent chez ceux des diverses sensibilités écologistes et du MoDem, maximum chez ceux qui ne se sentent proches d'aucun parti. Le rejet du système politique est donc en partie lié à des motivations proprement politiques. Par exemple, quand on est inquiet, on peut soit exprimer un fort refus du système (sympathisants du Front de gauche), soit s'en satisfaire (majorité des sympathisants PS). Ce qui fait sur ce point leur différence, c'est le jugement porté sur l'aptitude de ce système politique à répondre aux inquiétudes que suscite la situation. Entre son rejet et le niveau d'inquiétude, il existe une certaine relation. Mais cette dernière n'a rien de mécanique.

3. Un fort xéno-autoritarisme est minimum chez les sympathisants du Front de gauche (22 %). Il n'est guère plus élevé chez ceux du PS, des Verts et du MoDem, plus fréquent chez ceux de l'extrême gauche. Il bondit en revanche à 55 % chez ceux de la droite « parlementaire » et culmine à 69 % chez ceux du Front national/extrême droite. Mais, sur cette dimension, leur proximité avec ceux de droite est saisissante. Pourtant, autant l'inquiétude est élevée chez les sympathisants frontistes, autant la quiétude domine chez ceux de droite. Dans l'autre sens, à inquiétude quasiment constante, 41 points séparent les sympathisants FN de ceux du Front de gauche et 33 points de ceux de l'extrême gauche. Selon les « grilles » idéologiques dont les uns et les autres réinterprètent leur expérience, leurs attitudes en matière de xéno-autoritarisme sont diamétralement opposées. Inutile de reprendre ici les commentaires que nous ont inspiré plusieurs constats allant dans le même sens.

4. Arrêtons-nous un instant sur les attitudes vis-à-vis du libéralisme et du capitalisme <sup>65</sup>. Ceux qui leur sont favorables sont 24 % pour les sympathisants Front de gauche, 31 %

65. Notre échelle de *Libéralisme économique* est construite, rappelons-le, à partir des réactions positives ou négatives à *Libéralisme, la Bourse, Profit, Capitalisme*.

---

## À quel parti donner la préférence ?

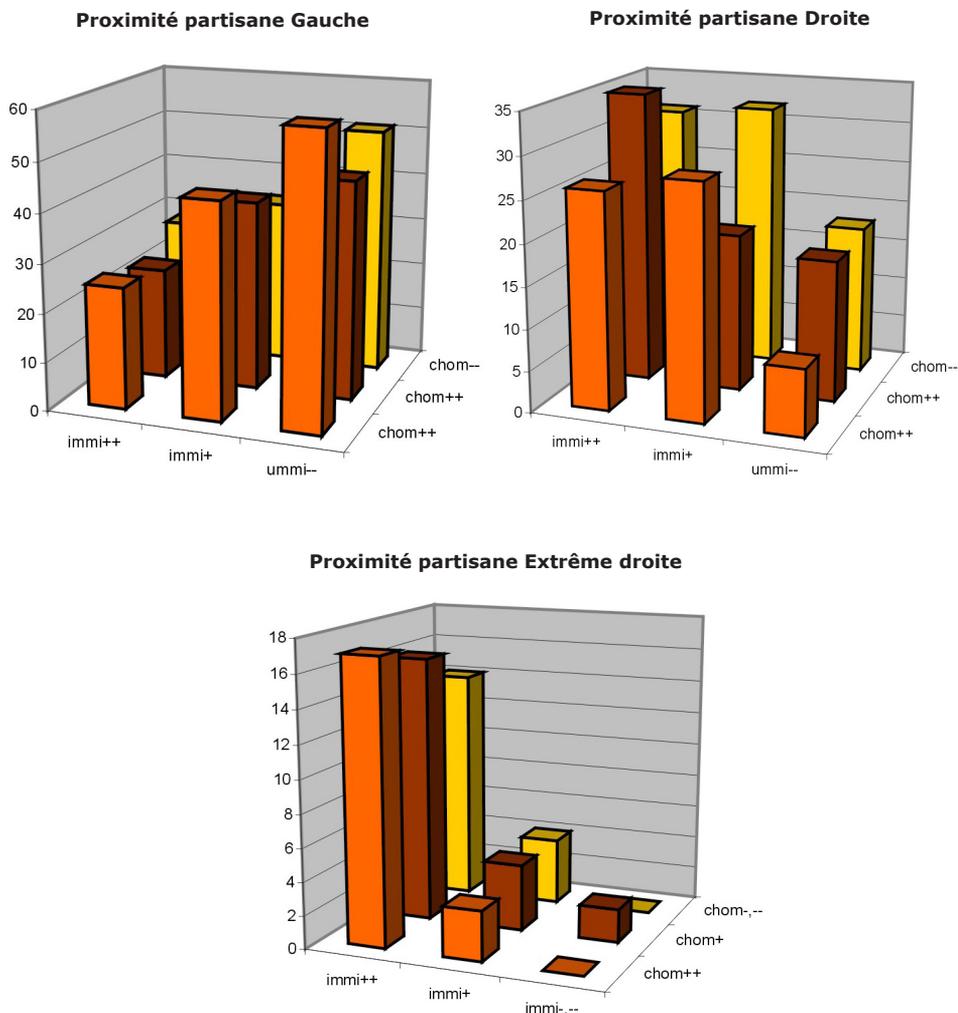
---

pour ceux du PS (soit 7 points seulement d'écart), 37% pour l'extrême gauche (qui ne sont plus, en 2010, une gauche extrême) et – confirmation de ce que nous avons déjà noté – 42% pour les Verts (total gauche: 33%). Ces scores montent à 54% pour le FN et 63% pour la droite de gouvernement. S'agissant du libéralisme économique (comme du xéno-autoritarisme), les sympathisants de l'extrême droite frontiste se démarquent de ceux de la droite sarkozienne. Mais la ressemblance l'emporte: 9 points seulement les séparent, contre 30 points d'écart entre les sympathisants du FN et ceux du Front de gauche. D'autres résultats le confirment. On peut estimer par exemple que tenir à la fois pour insuffisante *l'influence des syndicats sur la politique du gouvernement* et excessive *celle du patronat et des milieux d'affaires* constitue l'indice d'une vision antagonique, voire classiste des rapports sociaux. C'est l'avis de 59% des sympathisants du Front de gauche, de 49% des sympathisants PS, 40% des Verts, 30% du MoDem (dont la modération en la matière se confirme), mais de 16% seulement des sympathisants FN et de 9% de ceux de la droite « parlementaire ». Comme en matière d'autoritarisme et de xéno-autoritarisme, la ressemblance entre ces deux sensibilités l'emporte.

5. Mêmes constats à propos des actions collectives parfois utilisées par les gens *pour faire connaître leurs opinions et leurs revendications*. 53% des sympathisants de gauche estiment normal d'y recourir (74% pour l'extrême gauche, 65% pour le Front de gauche, 49% pour le PS, 48% pour les Verts), contre 31% pour le MoDem, 25% pour le FN et seulement 11% pour la droite.

Au total, il nous semble donc difficile d'identifier ceux qui se sentent proches du FN à une extrême droite « anticapitaliste ». Certes, sur certaines questions, ils se démarquent des proches de la droite non frontiste. Ils sont, par exemple, beaucoup plus favorables à *augmenter l'impôt sur les grandes fortunes*, beaucoup plus inquiets de *l'aggravation du chômage* ou du *risque de disparition des services publics*. Mais ils ne sont guère plus sensibles à *la remise en cause des services sociaux* (UMP: 24%, FN: 37%, contre total gauche: 69%) et tout aussi convaincus que *les chômeurs trouveraient plus facilement du travail s'ils le voulaient vraiment* (UMP: 70%, FN: 68%, contre total gauche: 34%). Ils se montrent souvent protestataires, voire exaspérés, mais pas au point d'approuver qu'on puisse *faire grève, manifester dans les rues* ou *occuper des bâtiments publics*. Leur révolte semble demeurer inscrite dans le respect d'un ordre social, économique et sociétal auxquels, dans leur grande majorité, ils ne semblent guère moins attachés que les sympathisants de la droite non frontiste.

Figure 33. Proximité partisane selon la crainte du chômage (*chom*) et l'attitude vis-à-vis des immigrés (*immi*).



6. Dès lors, qui sont les responsables de difficultés de moins en moins supportables, et, par voie de conséquence, où trouver la solution ? De quelle formation politique se sent-on le plus proche sous ce rapport ? La crainte du chômage est particulièrement lancinante chez les sympathisants de la gauche (notamment de ses composantes les plus radicales) et, plus encore, chez ceux de l'extrême droite frontiste. Mais les premiers et les seconds s'opposent frontalement sur la question des immigrés. Pour tenter de comprendre comment s'articulent ces deux constats, demandons-nous comment varie la proximité partisane en fonction de la fois de la crainte du chômage et de l'attitude envers les immigrés (Figure 33).

---

## À quel parti donner la préférence ?

---

De façon générale, l'attitude envers les immigrés joue un rôle déterminant. Quelle que soit la crainte du chômage, on a d'autant plus de chances de se sentir proche d'un parti de gauche qu'on nourrit moins d'hostilité à leur rencontre. À l'inverse, plus on leur est hostile, plus on a de chances de se sentir proche d'un parti de droite. Cette relation devient saisissante à l'extrême droite du champ politique. Quand on n'est *pas du tout* ou *plutôt pas* d'accord avec *il y a trop d'immigrés en France*, la sympathie pour le FN est quasiment nulle. Elle reste rare quand on est seulement *plutôt d'accord*. Elle ne bondit à un niveau plus que significatif que si l'hostilité aux immigrés s'exprime avec le maximum de véhémence (*tout à fait d'accord*). C'est ce que nous observions déjà en 1998. On aboutit à des constats identiques si on mesure la proximité au FN selon à la fois l'attitude à l'égard des immigrés et le sentiment d'insécurité, le niveau d'anxiété ou le rejet du système politique, selon le même dispositif.

Tout se passe donc comme si les difficultés vécues et le sentiment de révolte qu'elles suscitent n'entraînaient un fort niveau de sympathie pour le FN qu'à la condition d'être imputées à l'omniprésence d'immigrés qui « nous » coûtent, prennent « nos » emplois, multiplient les actes d'incivilité et de violence, et à qui « nos » politiques donnent et permettent tout, alors « qu'on » ne fait rien pour « nous ». Cette grille interprétative a d'autant plus de chances de faire sens qu'on appartient davantage aux catégories populaires et ouvrières et que la crise s'aggrave. Nous en décelions déjà l'émergence en 1978 dans les entretiens non directifs collectés à cette date<sup>66</sup>. Cette synthèse idéologique ne date pas d'aujourd'hui. Elle a fait ses preuves en d'autres temps. La candidate frontiste en reprend la logique en tenant compte, naturellement, d'une situation qui n'est plus celle de jadis ni même de naguère. Beaucoup va dépendre de la qualité des réponses de ses divers compétiteurs non seulement à ce qu'elle dit, mais aussi à la demande d'issues qui monte dans le pays. Le sentiment d'être proche du FN (ou le vote en sa faveur) ne sont donc pas seulement l'expression de sentiments protestataires ou d'un penchant pour des attitudes transgressives. Ils sont aussi idéologiques et politiques que les autres. Faute de le voir, on risque de mal comprendre les « raisonnements affectifs » sous-jacents à la préférence pour le FN et les ressorts de sa présence dans le champ politique depuis pas loin d'un quart de siècle.

66. Jean-Marie Donegani, Guy Michelat, Michel Simon, 1980, *Représentations du champ social, attitudes politiques et changements socio-économiques*, Institut de sociologie-Lille I, Centre d'étude de la vie politique française contemporaine (CNRS-FNSP) ; Guy Michelat, Michel Simon, 2004, *Les ouvriers...*, *op. cit.*



---

# REMARQUES

---

## FINALES

---

Comme nous l'avons écrit en commençant, la crise boursière de l'automne 2008 constitue un véritable séisme. Elle est à la fois signe et facteur d'une crise financière, économique et sociale qui va depuis de rebondissement en rebondissement. Notre objectif n'était évidemment pas d'en produire l'analyse. Il était d'en évaluer l'impact sur la façon dont la population la ressent et l'interprète, et sur les effets qui en découlent sur ses attitudes, ses implications affectives, sa vision du monde social et ses orientations politiques.

À toutes les étapes de ce travail, nous avons mesuré, souvent avec surprise, l'ampleur de ces effets et les profondes ambivalences qui les caractérisent. Ainsi, le déclin de l'identification « classe ouvrière » au profit de « classe moyenne », notamment chez les ouvriers (encore amplifié en 2010) représente une rupture historique majeure. Il avait pu paraître le signe d'une obsolescence de la notion de classe dans une société post-moderne « enfin » apaisée. Ce diagnostic, de moins en moins souvent formulé, se heurte à deux objections. D'une part, le sentiment d'appartenir à une classe sociale retrouve en 2010 son niveau de 1966. Les différences objectives et subjectives entre les catégories sociales n'ont pas disparu, même si elles ne sont plus celles d'hier ni porteuses des mêmes conséquences politiques, comme le montre l'analyse des attitudes et des comportements selon la catégorie socio-professionnelle ou des indicateurs fondés sur elle. D'autre part, le sentiment de vivre *plus mal qu'avant* connaît en juin 2010 une progression absolument spectaculaire. Il est devenu largement majoritaire dans toutes les catégories sociales, cadres et professions intellectuelles supérieures comprises. Il est d'autant plus répandu qu'on appartient davantage aux classes populaires et ouvrières. Les inquiétudes, et souvent les angoisses qui l'accompagnent connaissent une hausse similaire. On a souvent observé qu'elles entraînent repli sur soi et démobilité, au moins dans certaines conjonctures. Actuellement pourtant, le caractère conflictuel des rapports sociaux ne marque aucune rémission, bien au contraire. Les actions collectives

(grève, manifestation, etc.) se multiplient, principalement au niveau « micro », et elles sont soutenues par une très large majorité de la population.

Non seulement l'inquiétude se généralise, mais encore ses contenus se déplacent. Quelle que soit la catégorie socio-professionnelle, ils concernent en priorité les questions économiques et sociales (pouvoir d'achat, chômage notamment), suivies par les problèmes environnementaux. Le sentiment d'insécurité et plus encore la crainte d'une « invasion » de la France par les étrangers passent au second plan, tout en demeurant une composante majeure des attitudes. Cette hausse du niveau d'inquiétude marque en profondeur les représentations et les conduites. Plus il s'élève, plus s'élève également le degré d'hostilité au libéralisme économique, mais aussi celui des attitudes autoritaires-xénophobes ou du rejet du système politique. Faute de prendre cette donnée en compte, et plus généralement d'intégrer dans l'analyse la dimension affective des attitudes et leurs ambivalences, on s'expose à de sérieuses déconvenues en termes de connaissance comme en termes d'action.

Les années 1980 avaient été celles du libéralisme économique triomphant, y compris dans l'opinion. Par rapport à cette période, le renversement de tendance est spectaculaire. En témoigne la poussée des attitudes antilibérales, à connotations souvent anticapitalistes. Les aspects financiers et boursiers du système économique sont les premiers visés. On souhaite en majorité plus de régulation, mais non le passage à une économie « administrée », dans un pays où, en 1998, une proportion très élevée de Français (employés et ouvriers inclus) estimaient *très grave* de supprimer *la possibilité de fonder une entreprise, de se mettre à son compte*. Plus encore : certaines questions, situées pour ainsi dire à l'interface du socio-économique et du politique, témoignent que des changements profonds sont à l'œuvre dans la représentation du jeu social et des rapports de pouvoir. Après s'être effondrée dans les années 1980, l'idée que *les syndicats de salariés n'ont pas assez d'influence sur la politique du gouvernement* retrouve son niveau élevé de 1966. Celle que *le patronat et les milieux d'affaires en ont trop* progresse dans les mêmes proportions. En revanche, nonobstant la crise, l'autoritarisme et le rigorisme répressif (souhait d'un retour à la peine de mort, condamnation de l'homosexualité) ont considérablement reculé. Il en va de même pour l'hostilité aux immigrés. Certaines enquêtes indiquent un regain sensible de ces dispositions autoritaires et xénophobes dans la toute dernière période, même si elles divergent sur son ampleur. Mais on reste loin des « pics » de 1993, 1994 et 1995. Pour autant, la quiétude n'est pas de saison.

La relation entre ces systèmes d'attitudes, à forte charge idéologique, et les orientations politiques n'a rien d'automatique. Elle demeure pourtant déterminante, contrairement à une idée souvent assénée sur le mode de l'évidence. Soit par exemple l'autoposition sur la dimension droite-gauche. Elle n'est pas épargnée par une crise des repères d'autant plus répandue que l'on appartient davantage, d'une part aux catégories populaires et au groupe ouvrier et, d'autre part, aux jeunes générations. Mais elle continue de faire sens pour deux Français sur trois, et leurs opinions comme leurs choix politiques restent cohérents avec ce mode de repérage, historiquement enraciné dans la culture nationale. L'autoposition à gauche est d'autant plus fréquente qu'on refuse davantage à la fois le libéralisme économique

et la thématique xénophobe/autoritaire. À l'inverse, l'autoposition à droite atteint sa fréquence maximale quand on est à la fois très libéral au plan économique et très autoritaire et xénophobe. On notera que s'interroger sur l'actualité du clivage gauche-droite n'est pas simple curiosité de spécialiste. Le tenir pour dépassé (ou du moins considérablement affadi), ou au contraire le juger toujours structurant, renvoient à des options stratégiques opposées, en matière de projets comme en matière d'alliances. Les plus récents développements politiques en fournissent une démonstration grandeur nature.

Ce qui est nouveau, en revanche, c'est le niveau atteint par la crise du rapport des Français au système politique. Il ne s'agit pas de « dépolitisation ». L'intérêt déclaré pour la politique demeure élevé, et les enquêtes comme l'audience des émissions télévisées révèlent une population attentive à la campagne présidentielle et à son issue. Mais on considère, à une très forte majorité, que les responsables politiques se préoccupent peu de ce que veulent et pensent les « gens comme nous », et on refuse, dans des proportions voisines, de faire confiance, pour gouverner le pays, aussi bien à la gauche qu'à la droite politiques. Ce rejet est massif chez le tiers des Français qui refusent de se situer sur l'axe gauche-droite, en particulier parmi les jeunes et dans les catégories ouvrières et populaires. Mais la moitié de ceux qui se situent *à gauche* refusent eux aussi leur confiance à la gauche politique en juin 2010, et la moitié de ceux qui se situent *à droite* la refusent à la droite. Parmi eux, l'explication n'est pas à chercher du côté de l'âge ou de la classe sociale, mais du niveau d'inquiétude et de l'exigence d'issue qui l'accompagne. Dit autrement, elle renvoie au rapport entre une demande de solutions de plus en plus instante et une offre jugée très en deçà du nécessaire et du crédible. Sa dimension proprement politique se situe au cœur de la conjoncture actuelle.

Enfin les évolutions de la préférence partisane sont proches de celles enregistrées à propos de l'autoposition. En 2007, la sympathie pour un parti de gauche avait fléchi par rapport à 2002. le sentiment d'être proche du MoDem et surtout de l'UMP avait au contraire fortement progressé. Trois ans plus tard, ces gains de la droite au sens large sont quasiment effacés, alors que la gauche ne marque qu'une légère progression. Les déçus du sarkozysme ne se reportent pas sur elle, ni sur le FN, pratiquement stable. Ils viennent gonfler les rangs des *sans préférence partisane*, comme l'avaient fait en 2002 les déçus de la gauche et de la droite. Cette alternance dans la défection, chaque fois préférée au passage au camp d'en face, est caractéristique de la crise du rapport au système politique analysée dans ce travail. Le Front de gauche retrouve en 2010 le pourcentage de 1998 du seul PC, sorti très affaibli de la confrontation de 1997. Il est vrai que sa campagne et celles de son candidat commencent peut-être à produire de premiers effets. C'est le cas, plus que vraisemblablement, pour la candidate frontiste.

En 2010, la proximité avec un parti de gauche dépend peu de la classe sociale. En revanche, plus on appartient aux catégories populaires et surtout au groupe ouvrier, moins on se sent proche de la droite non frontiste et plus on se sent proche du Front national. Cet « effet de classe » sur la concurrence à droite est une constante depuis 1993-1995. Les candidats de l'UMP et du FN, tout comme ceux qui les entourent, en sont parfaitement conscients.

Au niveau des attitudes, les sympathisants du Front de gauche et ceux du FN ont en commun un fort niveau d'inquiétude et de rejet du système politique. Mais sur toutes les autres dimensions, ils se situent à l'exact opposé. Les premiers sont de tous les plus réfractaires à l'autoritarisme et à la xénophobie, mais guère plus que ceux du PS. Les seconds sont les plus autoritaires et xénophobes, mais les sympathisants de l'UMP les talonnent de près. De même, les sympathisants du Front de gauche sont les plus hostiles au libéralisme économique, ne devant que de peu ceux du PS. En revanche, les sympathisants FN lui sont parmi les plus favorables, devancés seulement d'une courte tête par ceux de la droite sarkozyste. On trouve des relations analogues à propos de l'approbation ou de la réprobation des actions collectives. Parler d'une « droite anticapitaliste » à propos de ceux qui se disent proches du FN ne correspond guère à la réalité. Il en va de même de la tentative, récurrente depuis plus d'un demi-siècle, de les identifier sous l'étiquette « extrémistes » ou « populistes » aux sympathisants d'un parti de gauche, et notamment à leur fraction la plus radicale.

Terminons par un bref regard sur le groupe ouvrier. La transformation extrêmement profonde de ses attitudes et de ses orientations politiques marque profondément la conjoncture depuis trois décennies. Elles sont évidemment inséparables des ruptures économiques, sociales et culturelles qui, par leur exceptionnelle brutalité, se sont traduites par le brouillage de ses repères identitaires, idéologiques et politiques. Le recul de l'identification « classe ouvrière » au profit de « classe moyenne » en est un des symptômes. Mais cette implosion ne renvoie-t-elle pas à une transformation plus générale des conditions et des identités sociales, où émergent des distances, mais aussi des proximités nouvelles ? L'observation des jeunes générations donne quelque crédit à cette hypothèse. La crise ne frappe pas, tant s'en faut, les seuls ouvriers ni même les seules catégories populaires. Elle les affecte sans doute plus et en tout cas autrement que d'autres. Dans la fraction la plus ouvrière de la population, la proximité des ouvriers au FN atteint sa fréquence maximale chez ceux qui n'ont pas (ou n'ont plus) le sentiment d'appartenir à une classe sociale. De même, c'est dans la partie du territoire la plus touchée par la désindustrialisation que le vote frontiste des ouvriers se situe à ses niveaux records, comme le montre Jérôme Fourquet. Le groupe ouvrier constitue moins que jamais un monde à part. Mais il conserve ses spécificités.

Dernière remarque. Dans une conjoncture historique marquée par des bouleversements aussi rapides, la relève des générations constitue, quelle que soit la classe sociale, une donnée explicative incontournable. Ceux qui ont 60 ans aujourd'hui en avaient trente en 1982. Ils se sont formés dans un monde dont leurs cadets ne peuvent guère avoir idée. Réciproquement, la « planète jeune » est, pour nombre des séniors, malaisément compréhensible. Bien des mots, des symboles, des « ismes » familiers aux premiers peuvent se révéler parfaitement hermétiques aux seconds et inversement. On retrouve cette question du sens à propos du rapport entre la population et l'univers politique. Elle concerne toutes les catégories sociales et toutes les tranches d'âge, mais prioritairement les catégories populaires et ouvrières et les générations nouvelles. Elle renforce sans doute le sentiment, massivement majoritaire, que nombre de responsables politiques et « nous », ne vivons décidément pas sur la même

planète. Beaucoup de personnes interviewées en mode non directif expriment leur irritation devant pareille coupure, notamment dans les milieux populaires et ouvriers. « Du concret ! ». Cette exigence concerne toutes les formations politiques. Beaucoup dépend, là encore, de l'aptitude des unes et des autres à y répondre <sup>67</sup>.

27 janvier 2012

67. Outre les recherches citées en notes de bas de page, nous nous sommes référés notamment aux travaux suivants :

- Céline Braconnier, Jean-Yves Dormagen, *La démocratie de l'abstention*, Paris, Gallimard, collection Folio actuel, 2007, 455 p.
- Jérôme Fourquet, *Les ouvriers français. Valeurs, opinions et attentes*, Fondation Jean Jaurès, 26 novembre 2009, p.1-18.
- Alain Mergier, Jérôme Fourquet, *Le point de rupture. Enquête sur les ressorts du vote FN en milieux populaires*, Fondation Jean Jaurès, septembre 2011, 85 p.
- Florent Gougou, « La droitisation du vote des ouvriers en France. Désalignement, réalignement et renouvellement des générations », in Jean-Michel De Waele, Mathieu Vieira (dir.), *Une droitisation de la classe ouvrière en Europe ?*, Paris, Economica, 2012, p. 142-172.
- Nonna Mayer, *Ces Français qui votent FN*, Paris, Flammarion, 1999 ; *Ces Français qui votent Le Pen*, Paris, Flammarion, 2002, 480 p.
- Anne Muxel, *Avoir vingt ans en politique*, Paris, Édition du Seuil, 2010
- Pascal Perrineau, « La dynamique du vote Le Pen : le poids du "gaucho-lepénisme" » dans P. Perrineau, C.Ysmal, (dir.), *Le Vote de crise. Élection présidentielle de 1995*, Paris, Presses de Science Po, 1995, p. 243- 261 ; « L'extrême droite en France : le retour du Front National », dans *Les extrêmes droites en Europe : le retour ?*, avec le soutien de la Fondation de la Résistance, *Les Cahiers du CEVIPOF*, n°53, avril 2011, p. 5-12.
- Henri Rey, *La gauche et les classes populaires. Histoire et actualité d'une mésentente*, Paris, La Découverte, 2004, 213 p.
- Etienne Schweisguth, « Le trompe-l'œil de la droitisation », *Revue française de science politique*, 57 (3), 2007, p. 393-410.
- 2012, *Les électorats sociologiques*, Notes du CEVIPOF, janvier 2012, [www.cevipof.com](http://www.cevipof.com)



# ANNEXES

## Liste des enquêtes utilisées

*	Institut	Date de	Effectif	Interviews
		l'enquête		**
FNSP	IFOP	Déc. 1962	1512	FaF
GMMS	IFOP	Nov. 1966	1780	FaF
GMMS	IFOP	Jan. 1973	1324	FaF
GMMS	IFOP	Jan. 1978	1712	FaF
CEVIPOF	SOFRES	mars-78	4507	FaF
GMMS	SOFRES	Fév. 1981	1709	FaF
GMMS	SOFRES	Oct. 1982	2025	FaF
GMMS	SOFRES	Oct. 1985	2002	FaF
CEVIPOF	SOFRES	mai-88	4032	FaF
GMMS	SOFRES	Jan. 1993	1812	FaF
GMMS	SOFRES	Déc. 1994	1617	FaF
CEVIPOF	SOFRES	mai-95	4078	FaF
CEVIPOF	SOFRES	mai-97	3010	Tél.
GMMS	SOFRES	juin-98	1803	FaF
GMMS	SOFRES	Déc. 2001	1804	Tél.
PEF (1)	SOFRES	avr-02	4107	FaF
PEF (2)	SOFRES	mai-02	4107	Tél.
PEF (1)	IFOP	avr-07	4004	FaF
PEF (2)	IFOP	mai-07	4006	Tél.
GMMS	SOFRES	juin-10	1504	Tél.

\* *FNSP*: Fondation nationale des sciences politiques – *CEVIPOF*: Centre d'étude de la vie politique française, CNRS- FNSP – *PEF*: Panel Électoral Français, enquêtes soutenues par le ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire– *GMMS*: enquêtes conduites sous notre responsabilité (avec Monique et Raymond Fichelet pour l'enquête SERES/IFOP de 1966) avec le soutien du Parti communiste français de 1966 à 2001 et de la Fondation Gabriel Péri en 2010.

\*\* *FaF*: en face à face ; *Tél.*: par téléphone.

## Contenu des échelles

### *Échelle XÉNO-AUTORITARISME*<sup>68</sup>

Voici une liste de phrases. Pour chacune d'elles, pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout ?

– *Il faudrait rétablir la peine de mort* : **Tout à fait d'accord** (13 %) / Plutôt d'accord, Plutôt pas d'accord, Pas d'accord du tout, SR.

– *En pensant à l'école, pouvez-vous me dire avec laquelle de ces deux opinions vous êtes le plus d'accord ?*

**L'école devrait donner avant tout le sens de la discipline et de l'effort** (48 %) / L'école devrait former avant tout des gens à l'esprit éveillé et critique.

Dans les prochaines années, en France, pouvez-vous me dire, parmi les choses suivantes, si elles vous inquiètent beaucoup, un peu, plutôt pas ou pas du tout ?

– *L'augmentation du nombre des étrangers en France* : **Beaucoup, Un peu** (59 %) / Plutôt pas, Pas du tout.

– *Il y a trop d'immigrés en France* : **Tout à fait d'accord, Plutôt d'accord, Plutôt pas d'accord** (77 %) / Pas d'accord du tout, SR.

– *On ne se sent plus en sécurité nulle part* : **Tout à fait d'accord, Plutôt d'accord, Plutôt pas d'accord** (83 %) / Pas d'accord du tout, SR.

Dans les prochaines années, en France, pouvez-vous me dire, parmi les choses suivantes, si elles vous inquiètent beaucoup, un peu, plutôt pas ou pas du tout ?

– *L'augmentation du nombre des étrangers en France* : **Beaucoup, Un peu** (59 %) / Plutôt pas, Pas du tout.

### *Échelle LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE*<sup>69</sup>

Pouvez-vous me dire pour chacun des mots suivants s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, plutôt positif, plutôt négatif ou tout à fait négatif ?

– *La Bourse* : **Très positif, Plutôt positif** (22 %) / Plutôt négatif, Tout à fait négatif, SR.

– *Profit* : **Très positif, Plutôt positif, Plutôt négatif** (43 %) / Tout à fait négatif, SR.

– *Capitalisme* : **Très positif, Plutôt positif, Plutôt négatif** (76 %) / Tout à fait négatif, SR.

– *Libéralisme* : **Très positif, Plutôt positif, Plutôt négatif** (85 %) / Tout à fait négatif, SR.

68. Coefficient de Loevinger = 0,51.

69. Coefficient de Loevinger = 0,44.

*Échelle REJET DU SYSTÈME POLITIQUE*<sup>70</sup>

– Diriez-vous qu'en France la démocratie fonctionne très bien, assez bien, pas très bien ou pas bien du tout ?

**Pas bien du tout** (12 %) / Très bien, Assez bien, Pas très bien.

– À votre avis, dans l'ensemble, les responsables politiques se préoccupent-ils de ce que pensent les gens comme vous ?

**Pas du tout** (42 %) / Beaucoup, Assez, Peu, SR.

Concernant les prochaines années, laquelle des trois phrases suivantes se rapproche le plus de votre opinion ?

– **Je n'ai confiance ni dans la droite ni dans la gauche pour gouverner le pays** (69 %) / J'ai confiance dans la gauche pour gouverner le pays, j'ai confiance dans la droite pour gouverner le pays, SR.

*Échelle INQUIÉTUDES*<sup>71</sup>

Voici une liste de phrases. Pour chacune d'elles, pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout ?

– *On ne se sent plus en sécurité nulle part* : **Tout à fait d'accord** (23 %) / Plutôt d'accord, Plutôt pas d'accord, Pas d'accord du tout, SR.

– *Chaque mois, on se demande comment on va faire pour arriver à tout payer* : **Tout à fait d'accord** (28 %) / Plutôt d'accord, Plutôt pas d'accord, Pas d'accord du tout, SR.

– *En pensant à l'avenir, il m'arrive parfois d'avoir peur* : **Tout à fait d'accord** (33 %) / Plutôt d'accord, Plutôt pas d'accord, Pas d'accord du tout, SR.

Dans les prochaines années, en France, pouvez-vous me dire, parmi les choses suivantes, si elles vous inquiètent beaucoup, un peu, plutôt pas ou pas du tout ?

– *La baisse du pouvoir d'achat* : **Beaucoup** (64 %) / Un peu, Plutôt pas, Pas du tout, SR.

– *Est-ce que vous avez l'impression que depuis cinq ans les gens comme vous vivent mieux ou moins bien qu'avant ?* **Moins bien** (72 %) / Sans changement, Mieux, SR.

Dans les prochaines années, en France, pouvez-vous me dire, parmi les choses suivantes, si elles vous inquiètent beaucoup, un peu, plutôt pas ou pas du tout ?

– *L'aggravation du chômage* : **Beaucoup, Un peu** (96 %) / Plutôt pas, Pas du tout, SR.

70. Coefficient de Loevinger = 0,43.

71. Coefficient de Loevinger = 0,50.

*Échelle MODALITÉS D'ACTION COLLECTIVE (ou MOYENS D'EXPRESSION COLLECTIVE) <sup>72</sup>*

Voici un certain nombre de moyens que les gens utilisent parfois pour faire connaître leurs opinions et leurs revendications. Pouvez-vous me dire, pour chacun d'entre eux, si vous l'approuveriez ou pas, au moins dans certaines circonstances ?

- *Faire grève* : **Vous l'approuveriez**/Vous ne l'approuveriez pas, SR.
- *Participer à des manifestations dans la rue* : **Vous l'approuveriez**/Vous ne l'approuveriez pas, SR.
- *Occuper des bâtiments publics ou autres* : **Vous l'approuveriez**/Vous ne l'approuveriez pas, SR.
- *Signer une pétition* : **Vous l'approuveriez**/Vous ne l'approuveriez pas, SR.

72. Coefficient de Loevinger = 0,64.

## Régressions logistiques

La régression logistique est un modèle mathématique qui permet de vérifier si un ensemble de variables indépendantes peuvent permettre de prédire une variable dépendante dichotomique, et dans quelle mesure chacune d'elles, toutes choses égales par ailleurs, contribue à l'explication d'une variable dépendante donnée. L'intérêt est de quantifier la force de l'association entre ces variables indépendantes et la variable dépendante dichotomique, en tenant compte de l'effet des autres variables intégrées dans le modèle.

### *Régression logistique sur l'autoposition Gauche*

Une analyse de régression logistique confirme que, parmi les variables utilisées dans le modèle, quatre d'entre elles (*Libéralisme économique, Xéno-autoritarisme, Rejet du système politique et degré d'intégration au catholicisme*) concourent significativement, toutes choses égales par ailleurs, à l'explication de l'autoposition Gauche (tableau X). La variation ordinale des coefficients B correspond à la variation de l'explication de l'autoposition gauche. Les coefficients estimés par le modèle sont en effet liés à l'*odds-ratio* ou rapport des chances qui représente ici la force de l'association entre chacune des variables indépendantes et l'autoposition Gauche.

Ainsi, ceux qui ne sont pas libéraux économiques ont plus de 4 fois plus de chances de se situer à gauche que ceux qui le sont ; il en est de même pour les Xéno-autoritaires (3,9 fois plus de chances). Quant aux catholiques pratiquants réguliers, ils ont 3,2 fois moins de chances de se situer à gauche que les sans religion ; et ceux qui rejettent le plus le système ont près de 3 fois plus de chances de se situer à gauche que ceux qui ne le rejettent pas.

À partir de la même analyse de régression logistique on peut calculer la probabilité de se situer à gauche, *à la fois* selon le degré de xéno-autoritarisme et celui de libéralisme économique, dont les effets indépendants s'additionnent. Ainsi, l'autoposition gauche passe de 9 % pour les non libéraux économiques - non xéno-autoritaires à 65 % pour ceux qui sont à la fois très xéno-autoritaires - et très libéraux économiques (tableau Y).

## Annexes

Tableau X. Régression logistique sur l'autoposition Gauche

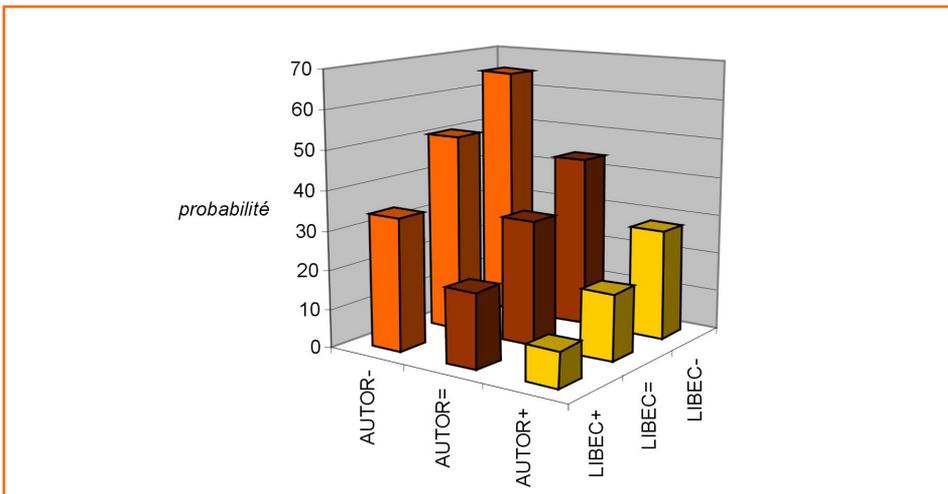
	Probabilité Autoposition GAUCHE	B*	Exp(B)	Odds ratio**
<i>Niveau intégration religieuse</i>				
Catholiques Praticants	17	-1,169****	0,311	(-)3,215
Catholiques Non prat	29	-0,455***	0,634	(-)1,577
Autres	30	-0,522*	0,593	(-)1,686
Sans religion	42	Référence		
<i>Échelle Rejet du système politique</i>				
-	42	1,040****	2,829	2,829
=	31	0,509***	1,664	1,664
+	24	Référence		
<i>Échelle Xéno-Autoritarisme</i>				
-	48	1,379****	3,971	3,971
=	28	0,775****	2,17	2,17
+	16	Référence		
<i>Échelle Libéralisme économique</i>				
-	47	1,419****	4,134	4,134
=	34	0,803****	2,231	2,231
+	21	Référence		
<i>Âge</i>				
18-24	30	-0,122	0,885	(-)1,13
25-34	26	-0,374	0,688	(-)1,45
35-49	30	-0,155	0,856	(-)1,16
50-64	39	0,413*	1,512	1,512
65 et +	27	Référence		
<i>Revenus par unité de consommation</i>				
SR	19	-0,889**	0,411	(-)2,43
-- (0-977)	24	-0,318	0,728	(-)1,37
- (978-1327)	33	-0,024	0,977	(-)1,02
= (1328-1608)	29	-0,226	0,797	(-)1,25
+ (1609-2034)	39	0,202	1,224	1,224
++(2035 et +)	36	Référence		
<i>Nombre d'attributs ouvriers</i>				
0	33	-0,351	0,704	(-)1,42
1	27	-0,493*	0,611	(-)1,63
2	36	Référence		
<i>Genre</i>				
Hommes	32	0,061	1,063	1,063
Femmes	30	Référence		
Constante				
		-1,822	0,162	
R-deux de Nagelkerke				
		0,271		
Pourcentage de cas correctement prédits				
		75,4		

(\*) \*\*\*\*  $\leq .0001$ , \*\*\*  $\leq .001$ , \*\*  $\leq .01$ , \*  $\leq .05$

(\*\*) odds ratio : rapport de chances de l'autoposition *gauche* entre l'item et l'item référence

Tableau Y. Probabilité de prédiction de l'autoposition Gauche par le croisement des échelles de Xéno-autoritarisme (AUTOR) et de Libéralisme économique (LIBEC)

	LIBEC--	LIBEC-	LIBEC+	Ensemble
AUTOR-	65	51	34	45
AUTOR=	44	32	19	28
AUTOR+	28	17	9	14
Ensemble	47	34	21	31



*Régression logistique sur l'autoposition Droite*

On peut procéder de la même façon pour expliquer l'autoposition Droite : ce sont les mêmes variables que pour la gauche qui concourent à l'expliquer. Près de 5 fois moins de chances de se situer à Droite pour les non libéraux économiques que pour ceux qui le sont. 5,6 fois moins pour les non xéno-autoritaires et 5,4 pour ceux qui rejettent le système. Enfin, 3,4 fois plus pour les catholiques pratiquants que pour les sans religion (tableau Z).

Enfin la probabilité de se situer à droite passe de 3 % pour les non autoritaires - non libéraux économiques à 47 % parmi ceux qui sont à la fois les plus libéraux économiques et les plus xéno-autoritaires.

## Annexes

Tableau Z. Régression logistique sur l'autoposition Droite

	Probabilité Autoposition DROITE	B*	Exp(B)	Odds ratio**
<i>Niveau intégration religieuse</i>				
Catholiques Pratiquants	37	1,158	3,184	3,184
Catholiques Non prat	23	0,647	1,909	1,909
Autres	18	0,558	1,747	1,747
Sans religion	10	Référence		
<i>Échelle Rejet du système politique</i>				
-	41	1,679	5,362	5,362
=	18	0,434	1,544	1,544
+	13	Référence		
<i>Échelle Xéno-Autoritarisme</i>				
-	11	-1,73	0,177	(-)5,649
=	21	-0,888	0,411	(-)2,433
+	34	Référence		
<i>Échelle Libéralisme économique</i>				
-	8	-1,534	0,216	(-)4,630
=	19	-0,592	0,553	(-)1,808
+	31	Référence		
<i>Âge</i>				
18-24	15	-0,441	0,644	(-)1,552
25-34	17	-0,155	0,856	(-)1,168
35-49	19	-0,031	0,97	(-)1,031
50-64	21	-0,246	0,782	(-)1,279
65 et +	32	Référence		
<i>Revenus par unité de consommation</i>				
SR	22	-0,69	0,934	(-)1,071
-- (0-977)	18	-0,124	0,883	(-)1,133
- (978-1327)	19	-0,17	0,844	(-)1,185
= (1328-1608)	21	-0,042	0,959	(-)1,043
+ (1609-2034)	26	0,148	1,159	1,159
++(2035 et +)	25	Référence		
<i>Nombre d'attributs ouvriers</i>				
0	22	0,338	1,402	1,402
1	22	0,323	1,381	1,381
2	14	Référence		
<i>Genre</i>				
Hommes	23	0,026	1,027	1,027
Femmes	20	Référence		
Constante	22	-1,499	0,223	
R-deux de Nagelkerke		0,307		
Pourcentage de cas correctement prédits		81,7		

(\*) \*\*\*\*  $\leq .0001$ , \*\*\*  $\leq .001$ , \*\*  $\leq .01$ , \*  $\leq .05$

(\*\*) *odds ratio* : rapport de chances de l'autoposition droite entre l'item et l'item référence

